

C84A1
C33
1993/94
1
QL
P.ouv.

ASSEMBLEE NATIONALE
RECU

'93 AVR 19 11:17

MINISTÈRE DE LA CULTURE

**CAHIER DE
L'ÉTUDE DES CRÉDITS
1993-1994**

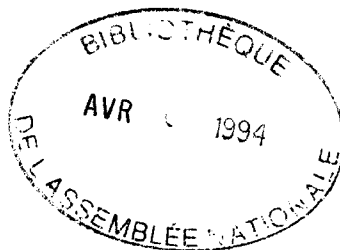


TABLE DES MATIÈRES

PAGES

MISSION DU MINISTÈRE	1
SOMMAIRE MINISTÉRIEL (BUDGET ET EFFECTIFS)	2
PROGRAMME 01 : PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN	5
Élément 01 : Direction et planification	7a
Élément 02 : Administration interne	23
Élément 03 : Administration du secteur des milieux culturels	33
Élément 04 : Administration du secteur des programmes	37
PROGRAMME 02 : DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS	41
Élément 01 : Soutien au cinéma	43
Élément 02 : soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements	49
Élément 03 : soutien au patrimoine	53
Élément 04 : Soutien aux fonctions culturelles	63a
Élément 05 : Service de la dette	89
PROGRAMME 03 : INSTITUTIONS NATIONALES	91
Élément 01 : Archives nationales	94
Élément 02 : Centre de conservation du Québec	103
Élément 03 : Conservatoire de musique et d'art dramatique	108

847-1
022
1987/88
1
OL
Pgouv.
Leclerc
sur p. 10

PAGES

PROGRAMME 04 : SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ORGANISMES CONSEILS	113
Élément 01 : Commission des biens culturels	118
Élément 02 : Bibliothèque nationale du Québec	123
Élément 03 : Régie du cinéma	127
Élément 04 : Musées nationaux	132
Élément 05 : Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	138
Élément 06 : Société générale des industries culturelles	144
Élément 07 : Commission de reconnaissance des associations d'artistes	148
Élément 08 : Service de la dette et maintien des actifs	152
PROGRAMME 05 : CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC	156

MINISTÈRE DE LA CULTURE

1. Description de la mission (mandat)

Le ministère de la Culture a pour mission, dans une démarche de concertation à l'échelle gouvernementale :

- d'élaborer la **politique culturelle** de l'État québécois;
- d'en assumer la **mise à jour** et le **suivi** :
au bénéfice de la collectivité, des milieux artistiques et du citoyen avec lesquels il entretient d'étroites relations;
- de contribuer à l' et au **rayonnement** de l'identité culturelle québécoise;
- d'appuyer la **dynamique de la vie artistique**;
- de se faire le **promoteur d'une vie culturelle accessible et épanouissante** pour la personne sur l'ensemble du territoire.

MINISTERE DE LA CULTURE

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	41 318,4	42 147,9	(829,5)	-2,0%
Fonctionnement - Autres dépenses	25 748,0	27 739,2	(1 991,2)	-7,2%
Capital - Autres dépenses	610,1	867,3	(257,2)	-29,7%
Transfert	261 297,7	259 979,0	1 318,7	0,5%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	3,0	3,0	0,0	0,0%
T O T A L	328 977,2	330 736,4	(1 759,2)	-0,5%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	778	832	(54)	-6,5%
Effectifs totaux autorisés	859	915	(56)	-6,1%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue : (soit 1 120,9 \$ 1993-1994 dont 513,9 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			607,0	
- Compression d'effectif :				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au discours du budget	(825,6)			
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %	(825,0)	(1 650,6)		
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(415,6)			
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(84,3)	(499,9)		
- Réaménagement interne provenant du PR. 02-04 pour la gestion du plan de relance du spectacle des arts de la scène			30,0	
- Réaménagement interne selon les besoins			684,0	
				(829,5)
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget	(394,0)			
. Compression 1993-1994 5,0 %	(567,7)	(961,7)		
- Ajustements du S.C.T. :				
. Récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)	(102,7)			
. Loyers de la S.I.Q.	(667,5)			

MINISTÈRE DE LA CULTURE

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

3. Budgets et effectifs

Explication des variations (suite)

FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES (SUITE)

- Ajustements du S.C.T. (suite) :

. Réduction du budget ministériel des télécommunications	(34,0)	
. Crédits non-récurrents relatifs à la Loi sur le cinéma	(80,5)	(884,7)

- Bourse reçue des États-Unis pour la formation d'un restaurateur 13,5

- Réaménagement interne provenant du PR. 02-04 pour la gestion du plan de relance du spectacle des arts de la scène 95,0

- Réaménagement interne selon les besoins (253,3)

(1 991,2)
=====

CAPITAL

- Indexation reçue 8,7

- Ajustement du S.C.T. relativement au budget non-récurrent du développement des milieux culturels (150,0)

- Réaménagement interne selon les besoins (115,9)

(257,2)
=====

TRANSFERT

- Indexation reçue :

. Indexation reçue des dépenses d'immobilisation	170,4	
. Indexation reçue pour masse salariale : (soit 939,1 \$ 1993-1994 dont 428,2 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)	510,9	681,3

- Compressions :

. Compression récurrente 1992-1993 suite au Discours du budget	(2 532,1)	
. Compression 1993-1994	(7 501,1)	(10 033,2)

- Ajustements du S.C.T. :

. Retrait de 1 % de la masse salariale	(313,2)	
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(99,4)	(412,6)

MINISTERE DE LA CULTURE

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

3. Budgets et effectifs

Explication des variations (suite)

TRANSFERT (SUITE)

- Ajustements divers du S.C.T. :		
. Crédits non-récurrents pour la société St-Jean-Baptiste de Montréal	(250,0)	
. Crédits non-récurrents pour le Congrès international des archives	(282,9)	
. Contribution de l'employeur	1 353,2	
. Loyers de la SIQ	(123,6)	
. Expositions permanentes	426,5	
. Cité du Havre	(330,0)	
. Amphithéâtre de Lanaudière	(92,6)	
. Stationnement de Place des arts	500,4	
. Service de la dette - Équipements culturels	5 421,9	
. Service de la dette - Organismes-conseils et sociétés d'État	(5 529,9)	
	-----	1 093,0
 - Crédits additionnels relatifs à la politique culturelle		9 430,0
 - Crédits additionnels pour la gestion du Conseil des arts et des lettres du Québec		1 000,0
 - Réaménagement interne au profit du PR. 01-04 pour la gestion du plan de relance du spectacle des arts de la scène (FP : 30,0 \$ et FAD : 95,0 \$)		(125,0)
 - Réaménagement interne selon les besoins		(314,8)
	-----	1 318,7
		=====

EFFECTIFS

- Compression d'effectif :		
. Compression d'effectif 1992-1993 2 %	(16)	
suite au Discours du budget	(2)	Occ.
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(18)	
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(20)	

		(54) Rég.
		(2) Occ.
	-----	(56)
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Planification, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT :

<p>1. Description de la mission (mandat)</p>
<p>Le programme 01 comprend quatre éléments :</p> <ul style="list-style-type: none">Élément 01 : Direction et planificationÉlément 02 : Administration interneÉlément 03 : Administration du secteur des milieux culturelsÉlément 04 : Administration du secteur des programmes <p>Ce programme vise à orienter les interventions et les politiques du Ministère en fonction des besoins des clientèles et de la population, à évaluer ses politiques et ses programmes, à effectuer des recherches et à produire des statistiques, à coordonner la conduite des relations intergouvernementales dans le domaine culturel, à assurer la coordination des actions du Ministère avec les autres ministères et organismes québécois. Il vise aussi à fournir le soutien et l'expertise aux gestionnaires dans le domaine des ressources humaines, financières, matérielles et informatiques, à assurer les communications avec les clientèles externes. Enfin, les ressources affectées à ce programme permettent d'assurer la gestion des programmes de subvention et de fournir l'expertise technique auprès des diverses clientèles du Ministère. À souligner que le mandat de ce programme sera dorénavant complété par celui dévolu au Conseil des arts et des lettres du Québec, précisément concernant les éléments 03 et 04.</p>

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

3. Budgets et effectifs

Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	20 608,7	21 055,4	(446,7)	-2,1%
Fonctionnement - Autres dépenses	22 123,1	23 673,1	(1 550,0)	-6,5%
Capital - Autres dépenses	369,2	647,2	(278,0)	-43,0%
Transfert	1 330,1	1 593,2	(263,1)	-16,5%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	3,0	3,0	0,0	0,0%
T O T A L	44 434,1	46 971,9	(2 537,8)	-5,4%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	412	438	(26)	-5,9%
Effectifs totaux autorisés	427	453	(26)	-5,7%

Explication des variations

FONCTIONNEMENT - PERSONNEL

- Indexation reçue : (soit 547,2 \$ 1993-1994 dont 261,3 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)		285,9	
- Compression d'effectif :			
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget	(394,5)		
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %	(394,2)	(788,7)	
- Ajustements du S.C.T. :			
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(206,1)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(52,0)	(258,1)	
- Réaménagement interne provenant du PR. 02-04 pour la gestion du plan de relance du spectacle des arts de la scène		30,0	
- Réaménagement interne selon les besoins		284,2	
			(446,7)

FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES

- Compressions :			
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget	(247,3)		
. Compression 1993-1994 5,0 %	(356,4)	(603,7)	
- Ajustements du S.C.T.			
. Récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)	(66,5)		
. Loyers de la S.I.Q.	(667,5)		
. Réduction du budget ministériel des télécommunications	(34,0)	(768,0)	

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

3. Budgets et effectifs

Explication des variations (suite)

FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES (SUITE)

- Réaménagement interne provenant du PR. 02-04 pour la gestion du plan de relance du spectacle des arts de la scène	95,0	
- Réaménagement interne selon les besoins	(273,3)	
		(1 550,0)
		=====

CAPITAL

- Indexation reçue	3,6	
- Ajustement du S.C.T. relativement au budget non-récurrent du développement des milieux culturels	(150,0)	
- Réaménagement interne selon les besoins	(131,6)	
		(278,0)
		=====

TRANSFERT

- Ajustement du S.C.T. relativement à la subvention non-récurrente versée à la Société St-Jean-Baptiste de Montréal	(250,0)	
- Réaménagement interne selon les besoins	(13,1)	
		(263,1)
		=====

EFFECTIFS

- Compression d'effectif :		
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget	(8)	
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(9)	
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(9)	(26)
		(26)
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Planification, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 01 - Direction et planification

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

BUREAU DES SOUS-MINISTRES

- ▶ Les dossiers majeurs traités par le Bureau des sous-ministres ont porté sur les sujets suivants :
 - la Politique culturelle, son élaboration, son adoption et sa mise en oeuvre;
 - l'adoption des lois sur le ministère de la Culture et le Conseil des arts et des lettres du Québec;
 - l'amorce des travaux devant mener à la restructuration administrative du ministère, notamment par de larges consultations impliquant l'ensemble du personnel du ministère;
 - la réflexion sur la mise en place du Conseil des arts et des lettres du Québec, notamment quant au plan d'organisation administrative et quant au transfert des programmes;
 - l'engagement du ministère dans le dossier des grappes industrielles;
 - la mise en oeuvre du plan de relance du spectacle en concertation avec la Coalition des arts de la scène et les municipalités;
 - la mise en oeuvre du cadre général d'intervention conjointe avec les municipalités en matière culturelle;
 - la démarche devant mener à une approche révisée en matière de patrimoine et de muséologie;
 - la planification de l'intervention du ministère en regard des crédits additionnels obtenus pour l'an 1 de la mise en oeuvre de la Politique culturelle;
 - l'amorce de la révision de la mission et du statut des conservatoires.

- ▶ Quant au Secrétariat du ministère, il a assuré le suivi des décisions prises par le Bureau des sous-ministres. Il a en outre fait le lien avec les organismes centraux chargés d'appliquer les politiques gouvernementales en matière de condition féminine, de politique familiale, de la jeunesse et des personnes handicapées.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Planification, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 01 - Direction et planification

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Relations internationales

Le Ministère a collaboré activement à la participation de compagnies ou d'artistes québécois à de nombreuses manifestations culturelles internationales (festivals, foires, salons, etc.) et à leur rayonnement à travers le monde. Parmi les artistes ou ensembles qui ont connu le succès à l'étranger, mentionnons l'OSM, I Musici de Montréal, le Cirque du Soleil, des compagnies de théâtre, dont Repères et Les deux mondes qui ont tourné en Europe et aux États-Unis, ainsi que des compagnies de danse, comme O Vertigo, La La La Human Steps et les Grands Ballets Canadiens. Parmi les événements importants de l'année, signalons la participation de plusieurs compagnies québécoises au Festival Intercity/Montréal à Florence.

Par ailleurs, les professionnels de l'édition québécoise ont reçu le support du Ministère pour participer aux Salons du livre de Paris, Bruxelles, Bologne, Genève et Casablanca, au congrès de l'American Booksellers' Association, de même qu'à différents Salons du livre jumelés avec des régions de France.

De nombreux événements culturels internationaux (festivals, congrès, colloques, etc.), se tenant au Québec, ont aussi reçu le soutien du Ministère. Parmi ceux-ci, mentionnons la Conférence du Conseil international des musées (ICOM '92) à Québec.

Le Ministère a aussi été très actif dans la cogestion avec le ministère des Affaires internationales des projets de coopération culturelle, dans le cadre des accords bilatéraux avec la France, la Communauté française de Belgique, la Flandre, la Russie et l'Italie, ainsi que dans le cadre des programmes de coopération culturelle avec l'Afrique.

En collaboration avec le ministère des Affaires internationales, le ministère de la Culture a été très actif dans le réseau "culture" de la francophonie. Le Ministère a collaboré activement à la mise en place des nouvelles orientations de l'ACCT en matière culturelle, dont l'établissement à Montréal du siège du Conseil francophone de la chanson. Le Ministère a également entrepris les démarches nécessaires pour assurer une participation culturelle québécoise de qualité à la deuxième édition des Jeux de la francophonie, qui aura lieu en 1993.

Le ministère de la Culture a accueilli plusieurs invités étrangers de haut niveau représentant des gouvernements ou des organisations internationales, comme l'UNESCO et l'ACCT.

Enfin, le Ministère a été associé étroitement aux travaux du groupe de travail sur la coopération culturelle entre le Québec et le Mexique.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Planification, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 01 - Direction et planification

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Relations fédérales-provinciales

Dans le respect de la politique du gouvernement du Québec en matière de relations intergouvernementales, le ministère de la Culture n'a pas désigné de représentants aux rencontres fédérales-provinciales qui se sont déroulées entre avril et novembre 1992. Le Ministère a toutefois maintenu des liens avec le ministère fédéral des Communications par le biais de rencontres bilatérales.

Par ailleurs, dans le cadre de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur les équipements culturels qui a pris fin le 31 mars 1991, le processus relatif à l'évaluation de l'Entente s'est poursuivi. Le rapport final devrait être déposé au cours du printemps 1993.

Relations interprovinciales

En collaboration avec le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, le Ministère a veillé au choix et à la réalisation d'échanges culturels dans le cadre des accords de coopération avec l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard. Au-delà de 90 projets ont pu être ainsi réalisés dans plusieurs secteurs artistiques.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME :

ÉLÉMENT :

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

COMMUNICATIONS

Dans le cadre de son mandat, la Direction des communications a contribué à faire connaître les lois, règlements, politiques, programmes et services du Ministère aux clientèles concernées et au grand public. Elle a également soutenu par les actions appropriées l'ensemble des activités du Ministère et, à l'occasion, celles des institutions qui y sont rattachées.

À cette fin, le Service d'accueil et de renseignements généraux a répondu à plus de 36 000 demandes d'information d'ordre général par téléphone, au comptoir d'accueil ou par écrit. Ces demandes ont été reçues et traitées par les bureaux de la Direction à Québec et à Montréal et s'ajoutent aux nombreuses demandes spécifiques traitées par les spécialistes du Ministère dans les diverses unités administratives. Le Service d'information et de rétro-information a maintenu la production et la diffusion des revues de presse quotidienne et hebdomadaire, ainsi que de certains dossiers de presse thématiques, notamment sur la politique culturelle lancée en juin 1992.

Plusieurs activités de relations publiques et d'événements spéciaux ont aussi été réalisés, entre autres: la 16^e édition des Prix du Québec, la 7^e tournée de l'Orchestre des Conservatoires de musique du Québec et la promotion des activités pédagogiques des élèves des Conservatoires de musique et d'art dramatique. Un support particulier en communication a été apporté au Conservatoire de musique et d'art dramatique qui célébrait son 50^e anniversaire, afin de promouvoir les nombreuses activités musicales et théâtrales tenues dans chacun des établissements pour souligner l'événement. Enfin, comme à chaque année, la Direction a apporté son concours technique à plusieurs événements culturels majeurs auxquels le Ministère est associé.

Les opérations de publicité obligatoire et par mandat ont continué de faire l'objet d'une gestion rigoureuse conforme au contexte de rationalisation budgétaire.

En matière d'édition, la Direction a piloté 190 dossiers de production de divers types de publications, telles des répertoires, guides, programmes d'aide, dépliants, brochures et autres. Parmi ces réalisations quelques titres majeurs : *La Politique culturelle; Intégration des arts à l'architecture et à l'environnement - Bilan 1991-1992*; une série de sept fascicules, intitulée *Liste des bénéficiaires de subventions*, faisant état des sommes versées par le Ministère aux artistes et organismes; une série de sept volumes faisant état des archives d'origine privée de chaque centre régional des Archives natio-

nales du Québec; cinq titres de la série *Dossiers - Collection patrimoine*. Enfin, plusieurs publications (dépliants et brochures) ont été produites en vue du *XI^e Congrès international des archives* qui a eu lieu en septembre 1992 à Montréal.

Au chapitre des communications internes, le journal du Ministère a continué de publier de l'information et des articles de fond visant à faire mieux connaître les activités du Ministère et à stimuler la participation du personnel. En outre, une soixantaine de bulletins internes ont été publiés pour renseigner rapidement le personnel. Ces véhicules d'information ont été largement mis à contribution, notamment dans la démarche conduisant à doter le Québec d'une politique culturelle et dans la mise en oeuvre de cette politique gouvernementale qui s'est concrétisée par l'adoption de deux lois créant un nouveau ministère de la Culture et un Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ).

L'année a donc été marquée par des activités et des événements importants qui ont sollicité le concours de la Direction des communications. Ainsi, l'élaboration de la politique culturelle, et la consultation interne qui a été conduite au sein du Ministère tout au long de cet important exercice, la poursuite de la décentralisation de la gestion de plusieurs programmes, le redéploiement du Ministère et la réorganisation administrative que tous ces changements apportaient, ainsi que la mise en place d'un important plan de relance de l'industrie du spectacle ont nécessité diverses interventions en communication.

Ministère de la Culture

PROGRAMME: 01 Planification, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT: 01 Direction et planification

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Direction générale de la planification

Direction des politiques et de l'évaluation

En matière de politiques

L'essentiel des travaux a porté sur l'élaboration de la politique culturelle. La direction a coordonné les travaux de la politique culturelle et du plan d'action. Nous avons rédigé la politique culturelle en nous appuyant sur ces travaux, sur ceux de la Commission parlementaire tenue à l'automne 1991 et sur la concertation des vingt-deux ministères et organismes associés à la politique culturelle. Nous avons aussi assumé les études de faisabilité et coûts du plan d'action, mené les études et négociations concernant les mesures fiscales et les industries culturelles et produit les divers documents ayant mené à l'adoption de la politique culturelle.

La direction a aussi planifié la mise en oeuvre de la politique culturelle, notamment les mesures relevant du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie (ouverture de certains programmes aux industries culturelles) et du ministère des Finances (ouverture des SPEQ et du crédit d'impôt à la capitalisation des PME, aux industries culturelles). Elle a travaillé à l'élaboration des lois sur le ministère de la Culture et le Conseil des arts et des lettres et mené les travaux entourant leur adoption.

L'énoncé d'orientations concernant les institutions muséologiques est en voie d'actualisation à la lumière des orientations de la politique culturelle. Nous avons aussi amorcé les travaux entourant la grappe des industries culturelles. À ceci s'ajoute un certain nombre de dossiers plus ponctuels où nous avons apporté notre expertise ou support (rédaction de discours, plans d'action Montréal et Québec, etc.)

En matière d'évaluation

Deux études d'évaluation ont été complétées, l'une portant sur l'entente auxiliaire Canada-Québec sur les équipements culturels, l'autre sur la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre.

Cette dernière évaluation a permis de dégager un bilan positif des résultats de cette loi en vigueur depuis 1981, notamment eu égard aux objectifs poursuivis. L'étude nous a aussi permis de connaître les effets de cette loi pour le développement de ce secteur. L'évaluation comprenait en effet une étude économique sur les transformations des entreprises du domaine du livre et sur l'interaction des différents secteurs entre eux (édition, distribution et librairies).

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01

ÉLÉMENT : 01

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

La Direction de la recherche et de la statistique a poursuivi en 1992-93 son vaste programme de recherche sur les comportements de la population en matière d'activités culturelles de loisir.

À partir des données d'enquêtes qu'elle a fait réaliser au cours des dix dernières années, elle a établi un bilan de l'évolution de ces comportements¹. Elle a également effectué une étude de prospective afin d'anticiper les comportements culturels de la population au cours des vingt prochaines années².

Les résultats de l'enquête canadienne sur le *Profil des Canadiens consommateurs d'art* auquel la DRS a participé lui sont parvenus en juin 93. Afin d'assurer le développement de la recherche sur le public des arts, le Ministère de la Culture, ayant acquis les droits d'auteur sur les données d'enquête, s'assure de leur utilisation par l'octroi de licences d'exploitation. Une session de formation a été organisée par la DRS afin de faciliter l'utilisation des banques de données.

En collaboration avec le Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR), organisme subventionnaire en recherche universitaire relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, elle a sollicité la contribution du milieu universitaire en vue de développer la recherche sur le thème "Public des arts et pratiques culturelles". Trois projets de recherche ont été retenus: 1- Étude de l'organisation des activités culturelles de loisir des ménages montréalais, 2- Étude des modèles de participation selon les disciplines artistiques, les habitudes de consommation et les structures de préférences culturelles dans un contexte urbain, 3- Étude de la structuration des pratiques culturelles, des idéologies artistiques véhiculées par les artistes et les producteurs et enfin des processus par lesquels les objectifs culturels et artistiques des producteurs se transforment en programmes et services publics. La DRS assure un suivi des travaux. Les rapports sont attendus à la fin de la prochaine année financière.

Enfin, elle a commandé une étude des comportements de lecture de la population qui fera l'objet d'un lancement public au Salon du livre de Québec en avril 93³.

Le livre et la lecture ont en effet reçu une attention particulière de la Direction de la recherche et de la statistique au cours de la dernière année en raison de l'évaluation de la Loi sur le développement des entreprises dans le domaine du livre. En plus de l'étude précédemment mentionnée consacrée à la lecture, cinq documents de statistique ont été publiés sur l'industrie du livre - dont ceux sur les maisons d'édition agréées, les librairies agréées et les Salons du livre - concernant l'univers des organismes reconnus ou subventionnés par le ministère de la Culture, alors que ceux portant sur l'ensemble des maisons d'édition et sur l'ensemble des librairies serviront à soutenir la stratégie de la grappe des industries culturelles⁴.

Une enquête auprès des artisanes et artisans entrepreneurs permettra également de documenter l'industrie des métiers d'art dans le cadre de la grappe des industries culturelles⁵.

Sollicitée en vue d'une contribution du ministère de la Culture à la politique gouvernementale d'intégration des personnes handicapées, la DRS a fait porter son analyse non seulement sur les besoins des artistes, créatrices et créateurs handicapés, mais également sur la problématique plus vaste de la santé et sécurité au travail dans le domaine des arts⁶.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01

ÉLÉMENT : 01

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

- 2 -

À l'occasion de la tenue à Québec en 92 du Congrès international de l'ICOM, la DRS a participé à l'effort général de développement des connaissances sur la réalité muséale par la publication d'une étude sur le financement des musées subventionnés par le Ministère et sur la fréquentation des musées et centres d'exposition⁷.

Une étude exploratoire a été réalisée avec la collaboration du ministère du Revenu afin d'évaluer les dons des particuliers aux arts et à la culture tels que déclarés aux fins fiscales en 1989⁸.

La DRS a assumé encore, au cours de la dernière année, la représentation du Ministère aux différents comités formés par le ministère des Affaires internationales dans le cadre des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round (GATT) et des négociations trilatérales pour l'Accord de libre-échange nord-américain.

La Direction de la recherche et de la statistique a été associée pour une deuxième année à l'organisation du colloque "Recherche Arts et Culture" dans le cadre du Congrès de l'ACFAS. L'Institut québécois de recherche sur la culture a agi à titre de co-responsable dans l'organisation du colloque de 1992. À cette occasion, une chercheuse de la Direction a prononcé une conférence intitulée "Les femmes artistes et la reconnaissance professionnelle". Les actes du colloque seront publiés par l'Institut québécois de recherche sur la culture.

PUBLICATIONS

- 1- GARON, Rosaire, "Le progrès d'une décennie en matière de participation culturelle: 1979-1989", Chiffres à l'appui, Juin 1992, 16 pages. (Volume VII, no 2)
- 2- GAGNON, Gilbert avec la collaboration de GARON, Rosaire, MARCHAND, Paul et MASSÉ, Ginette, Le public des arts et la consommation de produits culturels: 1991-2011, Janvier 1993, 136 pages, collection Rapport d'étude.
- 3- LEMIEUX, Jacques et MARTIN, Claude, "La lecture de revues et de livres au Québec", Chiffres à l'appui, Mars 1992, (nbre de pages à venir). (Volume VII, no 4)
- 4- HARDY, Gaétan et VACHON, Hélène, L'industrie du livre: I. Les maisons d'édition agréées, Avril 1992, 54 pages, collection Rapport statistique.

HARDY, Gaétan et SYLVESTRE, Jean-Paul, L'industrie du livre: II. Les librairies agréées, Avril 1992, 50 pages, collection Rapport statistique.

BROCHU, Yvon et HARDY, Gaétan, L'industrie du livre: III. Les Salons du livre, Décembre 1992, 40 pages, collection Rapport statistique.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01

ÉLÉMENT : 01

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

- 3 -

HARDY, Gaétan avec la collaboration de BROCHU, Yvon et VACHON, Hélène, Résultats de l'enquête auprès des éditeurs de livres, Novembre 1992 (à réviser), circa 55 pages, collection Rapport statistique.

HARDY, Gaétan avec la collaboration de SYLVESTRE, Jean-Paul, Résultats de l'enquête auprès des librairies et autres points de vente de livres, Décembre 1992 (à réviser), circa 55 pages, collection Rapport statistique.

- 5- MASSÉ, Ginette, L'industrie des métiers d'art: résultats de l'enquête auprès des artisanes et artisans entrepreneurs, Décembre 1992, circa 45 pages, collection Rapport statistique.
- 6- RAYMOND, Marie-Josée, Étude exploratoire sur les besoins des artistes et créateurs handicapés et sur la problématique de la santé et sécurité au travail dans le domaine des arts, Avril 1992, 33 pages.
- 7- MARCHAND, Paul, "Financement et fréquentation des musées et centres d'exposition", Chiffres à l'appui, Septembre 1992, 12 pages. (Volume VII, no 3)
- 8- GAGNON, Gilbert, Les dons des contribuables du Québec aux arts et à la culture, 1989, Juillet 1992, 23 pages (DT/32).

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT : 01 - DIRECTION ET PLANIFICATION

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	4 542,9	4 894,0	(351,1)	-7,2%
Fonctionnement - Autres dépenses	1 594,6	1 827,0	(232,4)	-12,7%
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	1 330,1	1 593,2	(263,1)	-16,5%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	7 467,6	8 314,2	(846,6)	-10,2%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	76,0	87	(11,0)	-12,6%
Effectifs totaux autorisés	78,0	89	(11,0)	-12,4%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue : (soit 131,1 \$ 1993-1994 dont 40,4 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			90,7	
- Compression d'effectif :				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget		(96,9)		
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %		(96,9)	(193,8)	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale		(46,0)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres		(15,3)	(61,3)	
- Réaménagement interne selon les besoins			(186,7)	
				(351,1)
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget		(63,6)		
. Compression 1993-1994 5,0 %		(92,0)	(155,6)	
- Ajustement du S.C.T. pour la récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)			(17,0)	
- Réaménagement interne selon les besoins			(59,8)	
				(232,4)

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT : 01 - DIRECTION ET PLANIFICATION

3. Budgets et effectifs

Explication des variations (suite)

TRANSFERT

- Ajustement du S.C.T. relativement à la subvention non-récurrente versée à la Société St-Jean-Baptiste de Montréal	(250,0)	
- Réaménagement interne selon les besoins	(13,1)	
	-----	(263,1)
		=====

EFFECTIFS

- Compression d'effectif :		
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget	(3)	
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(3)	
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(2)	(8)

- Réaménagement interne	(3)	
	-----	(11)
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Planification, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 01 - Direction et planification

4. Prospective 1993-1994**BUREAU DES SOUS-MINISTRES**

Parmi les dossiers prioritaires dont le Bureau des sous-ministres a à traiter, mentionnons :

- la poursuite de la mise en oeuvre de la Politique culturelle;
- la mise en place de la nouvelle structure administrative du ministère de la Culture, sur la base :
 - ▶ de relations interministérielles systématiques au regard des différents ministères qui interviennent en matière de culture;
 - ▶ d'une plus grande accessibilité des services culturels;
 - ▶ du mandat qui lui incombe en termes de prospective et de recherche;
- la mise en place du Conseil des arts et des lettres du Québec et le transfert des programmes d'aide financière devant être gérés par le Conseil;
- la poursuite de la révision et de l'actualisation des orientations du ministère en conformité avec la Politique culturelle, notamment en regard de l'intervention en muséologie, en patrimoine, dans le domaine des bibliothèques ainsi que dans le champ des grappes industrielles;
- la constitution de plans d'action régionaux ainsi que l'arrimage des orientations du ministère en regard de la politique gouvernementale en matière de développement régional;
- les orientations et le plan d'action du ministère en ce qui a trait à la politique d'amélioration de la qualité des services aux citoyens et aux citoyennes;
- la révision des lois constitutives de certains organismes et sociétés d'État relevant de la ministre ainsi que celle de la politique sur l'intégration des arts à l'architecture.

18

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Planification, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 01 - Direction et planification

4. Prospective 1993-1994

RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Les principales préoccupations pour 1993-1994 porteront, notamment, sur les dossiers suivants :

- ▶ poursuivre la cogestion, avec le ministère des Affaires internationales et le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, du volet culturel des ententes de coopération avec les gouvernements concernés au Canada et à l'étranger. Dans ce cadre, contribuer au développement et au rayonnement international des milieux culturels québécois;
- ▶ chercher à accroître le soutien aux organismes culturels et aux artistes québécois de la part du réseau des délégations et bureaux du Québec à l'étranger, principalement en Europe, aux États-Unis et au Mexique;
- ▶ compléter la sélection et assurer l'encadrement des participants québécois au volet culturel des Jeux de la francophonie, qui se tiendront à l'été 1993, en France;
- ▶ réaliser, de concert avec le ministère des Affaires internationales et d'autres partenaires, des études afin, notamment, d'identifier des réseaux de diffusion et de commercialisation, principalement en Europe, aux États-Unis et au Mexique, en mesure d'accueillir des spectacles ou des produits culturels québécois;
- ▶ préparer, de concert avec le ministère des Affaires internationales et d'autres partenaires, des activités de formation à l'intention des intervenants québécois sur la scène internationale;
- ▶ poursuivre la concertation fédérale-provinciale afin d'assurer la prise en compte des priorités et intérêts du Québec en matière culturelle;
- ▶ participer, avec le ministère des Affaires internationales et les instances concernées, à la mise en oeuvre de stratégies découlant des travaux entrepris dans le cadre de la politique gouvernementale de développement industriel et concernant l'audiovisuel, le livre, le disque et les métiers d'art;
- ▶ participer, avec le ministère des Affaires internationales, à la mise en place des mesures du Plan d'action Québec-Mexique, dans une perspective de consolidation de marchés pour les artistes, artisans et organismes culturels québécois.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME :

ÉLÉMENT :

4. Prospective 1993-1994

COMMUNICATIONS

Si l'année 1992-1993 a été cruciale en matière d'activités de communication, tant à l'intention des clientèles internes qu'externes, particulièrement en raison du contexte découlant du dépôt et de la mise en oeuvre de la politique culturelle, l'année 1993-1994 sera également marquée par de profonds changements puisqu'on complètera la mise sur pied des principaux leviers de cette politique gouvernementale soit le Conseil des arts et des lettres et le nouveau ministère de la Culture.

Les transformations majeures qu'entraînera la concrétisation de la politique culturelle et les plans d'action qui en découlent nécessiteront la diffusion soutenue d'information à l'intention du personnel du Ministère, de ses clientèles et du grand public.

De façon toute particulière, la période de transition au cours de laquelle le CALQ prendra la relève du Ministère en matière de gestion de programmes devra faire l'objet d'efforts soutenus de communication afin que les clientèles concernées soient informées adéquatement des changements en cours et sachent en tout temps à qui s'adresser.

Enfin, la réalisation d'événements majeurs récurrents tels les Prix du Québec ou la tournée des Concerts Bell, fera l'objet d'efforts importants comme par les années passées.

Ministère de la Culture

PROGRAMME: 01 Planification

ÉLÉMENT: 01 Direction et planification

4. Prospective 1993-1994

Direction générale de la planification

La direction poursuivra la planification et le suivi de la mise en oeuvre de la politique culturelle, notamment les mesures sectorielles, comme suite à la mise en oeuvre du Conseil des arts et des lettres et du ministère de la Culture.

Direction des politiques et de l'évaluation

En matière d'évaluation, le Ministère procédera à une évaluation de ses interventions auprès des jeunes artistes.

En matière de politiques, la priorité portera sur le programme législatif relié à la mise en oeuvre de la politique culturelle:

- actualisation de la mission et du statut des conservatoires et révision de la Loi sur les conservatoires;
- réorganisation des structures intervenant au niveau du cinéma et révision de la Loi sur la SOGIC et sur le cinéma;
- révision de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre et de ses règlements.

La direction supportera les travaux entourant la tenue des tables de concertation reliées à la grappe des industries culturelles dans les secteurs:

- . du disque et du spectacle;
- . de la production télévisuelle et du cinéma;
- . du livre et de l'édition;
- . des métiers d'art.

La direction réalisera différents travaux et études en regard de la mise en oeuvre de la politique culturelle tels que les ententes globales de développement culturel avec les municipalités et le profil statistique comparatif de la situation économique des créateurs et des artistes.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01

ÉLÉMENT : 01

4. Prospective 1993-1994

Direction de la recherche et de la statistique

La Direction de la recherche et de la statistique procède actuellement au développement d'instrumentation scientifique permettant la mise en oeuvre et le suivi de la politique culturelle. À cette fin, sa planification triennale sera centrée sur la production de statistiques, d'indicateurs, de recherches et de prospective appliqués à la connaissance des cinq univers suivants: 1) le financement de la culture, 2) l'appareil culturel constitué des artistes et de la main-d'oeuvre culturelle, de même que des organismes et des industries culturelles, 3) la participation de la population aux activités culturelles et les publics des arts, 4) les nouvelles technologies appliquées aux arts et à la culture, 5) les villes et régions comme lieux de développement culturel.

Les projets envisagés à l'intérieur de chacun de ces champs en 1993-94 sont:

- 1) - Analyse comparative du financement de la culture par les administrations provinciales et fédérale au Canada;
 - Analyse des données sur les dépenses des municipalités au titre de la culture du Québec;
 - Identification de sources de données récurrentes sur le financement privé de la culture et sur le bénévolat culturel;
 - Étude du financement privé des grands organismes artistiques et institutions culturelles subventionnés par le Ministère.
- 2) - Exploitation des données du recensement de 1991 sur les artistes et collaboration à une enquête de Statistique Canada sur la main-d'oeuvre culturelle; collaboration à une étude du ministère des Finances relativement au Profil statistique comparatif sur la situation des artistes;
 - Développement des connaissances sur les industries culturelles du domaine du livre, disque, spectacle, métiers d'art et cinéma dans le cadre des grappes industrielles.
- 3) - Mise à jour des données d'enquête sur les comportements de la population en matière d'activités culturelles de loisir;
 - Enquête sur les loisirs culturels des jeunes du niveau d'enseignement secondaire en collaboration avec le MEQ et le MLCP;
 - Étude sur les habitudes de loisirs culturels des populations nordiques;
 - Analyse des données d'enquête annuelle de CROP auprès des communautés culturelles sous l'angle des comportements culturels.
- 4) - Production et diffusion d'un guide pratique sur les nouvelles technologies de l'information à l'usage des créateurs et des créatrices;
 - Développement d'un cadre de recherche de l'impact des technologies sur les industries culturelles.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01

ÉLÉMENT : 01

4. Prospective 1993-1994

- 2 -

- 5) - Soutien du Ministère dans la planification et la cartographie des équipements culturels.

Rappelons que la DRS a préparé le troisième colloque "Recherche Arts et Culture" en collaboration avec l'IQRC. Le thème général retenu est le développement culturel régional. Ce colloque réalisé dans le cadre du Congrès de l'ACFAS se tiendra en mai 93 à l'Université du Québec à Rimouski.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Politique, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 02 - Administration interne

Rétrospective des principales activités réalisées en 1992-1993

RESSOURCES HUMAINES

Au cours de l'exercice financier 1992-1993, les principales activités réalisées au ministère de la Culture en rapport avec la gestion des ressources humaines ont été les suivantes :

- Réalisation d'une évaluation des pratiques de gestion du rendement sur la base des résultats et proposition de mesures susceptibles de supporter l'application de la politique gouvernementale et ministérielle de l'évaluation du rendement.
- Amélioration de systèmes d'information de gestion en rapport avec le contrôle et le suivi des effectifs et des emplois.
- Actualisation d'indicateurs de gestion pour soutenir les gestionnaires et les autorités du Ministère au regard des relations de travail et de la dotation (postes vacants, griefs, temps supplémentaire ...).
- Mise à jour du plan d'organisation administrative supérieure (POAS).
- Réalisation d'évaluations individuelles sur le profil de compétence en gestion de tout le personnel d'encadrement.
- Révision du plan de délégation en matière de gestion des ressources humaines.
- Préparation et animation de sessions de formation dans le domaine de la sélection pour le personnel d'encadrement.
- Réalisation d'activités d'organisation administrative en rapport avec la création du Conseil des arts et des lettres du Québec.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 Politique, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 02 Administration interne

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

RESSOURCES MATÉRIELLES

Au cours de l'exercice financier 1992-1993, les principales réalisations ont été les suivantes:

- Réaménagement du hall d'entrée du Centre d'archives de Québec.
- Entente sur le nouvel emplacement des bureaux du Ministère à Montréal.
- Agrandissement des locaux de la Régie du cinéma à Montréal, phase II.
- Fin des travaux complémentaires au Centre de conservation du Québec.
- Ouverture du bureau de la Direction de la Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine à Bonaventure.
- Réalisation de deux manuels techniques sur le Centre de conservation de Québec et le Laboratoire de réserves archéologiques du Québec.
- Implantation d'un système de récupération des papiers de bureau au siège social du Ministère ainsi qu'aux Archives nationales à Québec et au Centre de conservation du Québec.
- Instauration au siège social du Ministère d'un système de communication téléphonique pour les urgences de même que l'installation d'une salle de premiers soins.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Politique, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 02 - Administration interne

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

RESSOURCES FINANCIÈRES

Au cours de l'exercice financier 1992-1993, les principales réalisations non récurrentes ont été :

- la récupération et l'intégration, au sein de la Direction, des opérations comptables assumées par la Direction de la comptabilité relevant du Bureau du Contrôleur des finances. Ce transfert des responsabilités est opérationnel depuis le 30 novembre 1992;
- la poursuite du développement du Plan ministériel de classification des documents et son implantation à la Direction générale de l'administration.

Par ailleurs, la Direction des ressources financières consacre la majeure partie de ses responsabilités à la réalisation des opérations budgétaires suivantes :

- la coordination des étapes du cycle budgétaire impliquant principalement la revue des programmes, les crédits détaillés, le CT de normalisation, la programmation budgétaire et la défense des crédits;
- la gestion des opérations budgétaires ministérielles;
- l'analyse financière et la production des rapports d'information de gestion;
- le support aux unités administratives en regard de l'exploitation de SYGBEC.

MINISTÈRE DE LA CULTURE**PROGRAMME :** 01 - Politique, gestion interne et soutien**ÉLÉMENT :** 02 - Administration interne**2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993****RESSOURCES INFORMATIQUES**

Au cours de l'exercice 1992-1993, les principales réalisations ont été les suivantes :

- développement de systèmes dans le cadre de la réalisation du plan directeur des Archives nationales du Québec et acquisition des équipements et des logiciels en vue de l'implantation;
- élaboration d'un plan directeur sectoriel pour les conservatoires;
- réalisation et entretien de différents systèmes pour les conservatoires;
- réalisation et entretien de différents systèmes pour les Milieux culturels;
- conseil et support bureautique pour au-delà de 2000 demandes de services;
- implantation du système «Gestion documentaire» à la DGA et aux ANQ;
- redémarrage du projet d'élaboration d'un plan stratégique et opérationnel (plan directeur) dans le domaine des technologies de l'information (phase d'organisation);
- réalisation de l'analyse préliminaire du système supportant le programme d'aide financière aux équipements culturels;
- élaboration d'une politique sur la sécurité informatique;
- Mise aux normes des logiciels quant au respect du droit d'auteur.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT : 02 - ADMINISTRATION INTERNE

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	3 530,1	3 746,1	(216,0)	-5,8%
Fonctionnement - Autres dépenses	17 863,0	18 986,9	(1 123,9)	-5,9%
Capital - Autres dépenses	280,8	558,8	(278,0)	-49,7%
Transfert	---	---	---	---
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	3,0	3,0	0,0	0,0%
T O T A L	21 676,9	23 294,8	(1 617,9)	-6,9%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	76	79	(3)	-3,8%
Effectifs totaux autorisés	80	83	(3)	-3,6%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue : (soit 99,4 \$ 1993-1994 dont 57,0 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			42,4	
- Compression d'effectif :				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget		(69,5)		
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %		(69,3)	(138,8)	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale		(33,2)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres		(7,3)	(40,5)	
- Réaménagement interne selon les besoins			(79,1)	
				(216,0)
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget		(78,1)		
. Compression 1993-1994 5,0 %		(112,4)	(190,5)	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)		(21,0)		
. Loyers de la S.I.Q.		(667,5)		
. Réduction du budget ministériel des télécommunications		(34,0)	(722,5)	
- Réaménagement interne selon les besoins			(210,9)	
				(1 123,9)

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT : 02 - ADMINISTRATION INTERNE

3. Budgets et effectifs

Explication des variations (suite)

CAPITAL

- Indexation reçue	2,2	
- Ajustement du S.C.T. relativement au budget non-récurrent du développement des milieux culturels	(150,0)	
- Réaménagement interne selon les besoins	(130,2)	
	-----	(278,0)
		=====

EFFECTIFS

- Compression d'effectif :		
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au discours du budget	(1)	
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(2)	
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(2)	(5)

- Réaménagement interne	2	
	-----	(3)
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Politique, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 02 - Administration interne

Prospective 1993-1994

RESSOURCES HUMAINES

- Soutien à la démarche ministérielle à des fins visant l'élaboration, l'approbation et la mise en place des plans d'organisation et d'effectifs du Ministère.
- Soutien à la démarche ministérielle à des fins visant l'approbation des plans d'organisation administrative et d'effectifs du Conseil des arts et des lettres du Québec.
- Élaboration et mise en place de mécanismes de transfert d'effectifs du ministère de la Culture vers le Conseil des arts et des lettres du Québec.
- Élaboration et mise en place de programmes de formation visant à améliorer les connaissances et les compétences des employés du Ministère.
- Mise en oeuvre d'un programme ministériel de développement du personnel d'encadrement suite aux résultats des diagnostics du profil de compétence en gestion.
- Réalisation d'activités de soutien sur le plan de la méthodologie et de la disponibilité de l'instrumentation nécessaire à la sensibilisation sur le programme gouvernemental et ministériel relatif à la qualité des services aux citoyens et citoyennes.
- Réalisation d'activités relatives à la révision de l'évaluation des emplois de niveau plus élevé et de chef d'équipe de la catégorie professionnelle.
- Consultation des gestionnaires sur la révision de la classification et de ses règles de gestion.
- Élaboration et mise en place de mécanismes de rationalisation des effectifs.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 Politique, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 02 Administration interne

4. Prospective 1993-1994

RESSOURCES MATÉRIELLES

Au cours de l'exercice financier 1993-1994, les principaux projets sont les suivants:

- Relocalisation des bureaux du Ministère à Montréal du 454, place Jacques-Cartier au 480, rue Saint-Laurent.
- Aménagement, dans des locaux permanents à Bonaventure, de la Direction de la Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine.
- Ouverture sur le territoire d'un bureau de la Direction régionale de Laval, de Lanaudière et des Laurentides.
- Élaboration d'un manuel d'aménagement pour les centres d'archives du Québec.
- Élaboration d'un guide de gestion pour les contrats de service à l'intention des gestionnaires.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Politique, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 02 - Administration interne

4. Prospective 1993-1994

RESSOURCES FINANCIÈRES

Au cours de l'exercice financier 1993-1994, les priorités de la Direction sont les suivantes :

- avoir développé les mécanismes permettant d'assurer un suivi budgétaire des crédits de transfert en y intégrant la notion de récurrence ou de non récurrence des virements effectués;
- avoir révisé, à la suite de la réorganisation ministérielle et la mise en place du Conseil des arts et des lettres du Québec, le règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits et le CT-Désignation de postes;
- avoir révisé les procédures administratives internes de la Direction afin d'y intégrer, après rationalisation, les opérations comptables provenant de la Direction de la comptabilité du Bureau du Contrôleur des finances.

3

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Politique, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 02 - Administration interne

4. Prospective 1993-1994

RESSOURCES INFORMATIQUES

Au cours de l'exercice financier 1993-1994, les projets majeurs sont les suivants :

- élaboration du plan stratégique et opérationnel ministériel;
- élaboration d'une politique sur la gestion de la rentabilité;
- implantation des systèmes du plan directeur des Archives nationales du Québec et des réseaux locaux;
- implantation à la grandeur du Ministère du système «Gestion documentaire»;
- réalisation et entretien de différents systèmes informatiques à l'intérieur du Ministère;
- développement d'un système supportant le programme d'aide financière aux équipements culturels;
- support et conseil à la bureautique;
- transfert de certains systèmes existants du Ministère au CALQ;
- acquisition et expérimentation d'équipements et de logiciels supportant l'enseignement de la musique et de la scénographie.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Planification, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 03 - Administration du secteur des milieux culturels

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993
<p>La rétrospective de cet élément est présentée, en terme de gestion des programmes de subvention aux éléments 02, 03 et 04 du programme 02.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT : 03 - ADMINISTRATION DU SECTEUR DES MILIEUX CULTURELS

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	9 082,1	8 832,5	249,6	2,8%
Fonctionnement - Autres dépenses	1 517,5	1 612,4	(94,9)	-5,9%
Capital - Autres dépenses	69,4	69,4	0,0	0,0%
Transfert	---	---	---	---
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	10 669,0	10 514,3	154,7	1,5%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	186	194	(8)	-4,1%
Effectifs totaux autorisés	193	201	(8)	-4,0%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue : (soit 221,3 \$ 1993-1994 dont 121,2 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			100,1	
- Compression d'effectif :				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget		(157,4)		
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %		(157,3)	(314,7)	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale		(92,0)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres		(22,2)	(114,2)	
- Réaménagement interne selon les besoins			578,4	
				249,6
				=====
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget		(58,5)		
. Compression 1993-1994 5,0 %		(84,2)	(142,7)	
- Ajustement du S.C.T. pour la récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)			(15,6)	
- Réaménagement interne selon les besoins			63,4	
				(94,9)
				=====

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT : 03 - ADMINISTRATION DU SECTEUR DES MILIEUX CULTURELS

3. Budgets et effectifs			
Explication des variations (suite)			
CAPITAL			
- Indexation reçue		1,0	
- Réaménagement interne selon les besoins		(1,0)	
		-----	0,0
			=====
EFFECTIFS			
- Compression d'effectif :			
. Compression d'effectif 1992-1993 2 %			
suite au Discours du budget	(2)		
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(3)		
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(4)	(9)	

- Réaménagement interne		1	
		-----	(8)
			=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE**PROGRAMME : 01 - Planification, gestion interne et soutien****ÉLÉMENT : 03 - Administration du secteur des milieux culturels****4. Prospective 1993-1994**

La prospective de cet élément est présentée, en terme de gestion des programmes de subvention aux éléments 02, 03 et 04 du programme 02.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - Planification, gestion interne et soutien

ÉLÉMENT : 04 - Administration du secteur des programmes

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

La rétrospective de cet élément est présentée, en terme de gestion des programmes de subvention aux éléments 03 et 04 du programme 02.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT : 04 - ADMINISTRATION DU SECTEUR DES PROGRAMMES

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	3 453,6	3 582,8	(129,2)	-3,6%
Fonctionnement - Autres dépenses	1 148,0	1 246,8	(98,8)	-7,9%
Capital - Autres dépenses	19,0	19,0	0,0	0,0%
Transfert	---	---	---	---
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	4 620,6	4 848,6	(228,0)	-4,7%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	74	78	(4)	-5,1%
Effectifs totaux autorisés	76	80	(4)	-5,0%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue : (soit 95,4 \$ 1993-1994 dont 42,7 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			52,7	
- Compression d'effectif :				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget	(70,7)			
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %	(70,7)	(141,4)		
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(34,9)			
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(7,2)	(42,1)		
- Réaménagement interne provenant du PR. 02-04 pour la gestion du plan de relance du spectacle des arts de la scène			30,0	
- Réaménagement interne selon les besoins			(28,4)	
				(129,2)
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget	(47,1)			
. Compression 1993-1994 5,0 %	(67,8)	(114,9)		
- Ajustement du S.C.T. pour la récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)			(12,9)	

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT : 04 - ADMINISTRATION DU SECTEUR DES PROGRAMMES

3. Budgets et effectifs

Explication des variations (suite)

FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES (SUITE)

- Réaménagement interne provenant du PR. 02-04 pour la gestion du plan de relance du spectacle des arts de la scène	95,0	
- Réaménagement interne selon les besoins	(66,0)	
	-----	(98,8)
		=====

CAPITAL

- Indexation reçue	0,4	
- Réaménagement interne selon les besoins	(0,4)	
	-----	0,0
		=====

EFFECTIFS

- Compression d'effectif :		
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget	(2)	
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(1)	
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(1)	(4)
	-----	(4)
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE**PROGRAMME : 01 - Planification, gestion interne et soutien****ÉLÉMENT : 04 - Administration du secteur des programmes****4. Prospective 1993-1994**

La prospective de cet élément est présentée, en terme de gestion des programmes de subvention aux éléments 03 et 04 du programme 02.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT :

1. Description de la mission (mandat)
<p>Le programme 02 comprend cinq éléments :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élément 01 : Soutien au cinéma • Élément 02 : Soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels • Élément 03 : Soutien au patrimoine • Élément 04 : Soutien aux fonctions culturelles • Élément 05 : Service de la dette <p>Ce programme vise à favoriser le soutien au développement et au rayonnement du cinéma. Il assure un soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels tant en crédits directs qu'en service de la dette conformément au plan triennal d'immobilisation. Il vise également à favoriser la conservation et la mise en valeur du patrimoine québécois. Il vise aussi à assurer aux personnes, aux organismes et institutions l'accessibilité aux ressources financières nécessaires à la prise en charge de leur épanouissement culturel dans les secteurs des arts, des lettres, des musées et des industries culturelles.</p> <p>Il importe de préciser ici que les programmes d'aide financière appelés à être gérés par le Conseil des arts et des lettres du Québec proviennent essentiellement de ce programme, plus particulièrement, en regard de l'élément 04. Ces programmes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> 02-04-01 Musique (organismes de production seulement) 02-04-02 Théâtre 02-04-03 Danse (organismes de production seulement) 02-04-04 Arts multidisciplinaires et multimédias 02-04-05 Circulation du spectacle (au Québec et hors Québec) 02-04-10 Arts visuels (volets 2 et 3) 02-04-50 Livres, périodiques, édition spécialisée (volet 8) 02-04-60 Métiers d'art (volet 2) 02-04-70 Musées privés et centres d'exposition (volet 4 - cachets aux artistes professionnels pour les centres d'artistes) 02-04-81 Artistes professionnels, incluant le volet recherche architecturale 02-04-82 Événements majeurs (secteur de la création et de la production artistique seulement) 02-04-83 Associations, regroupements nationaux (secteur de la création et de la production artistique)

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

3. Budgets et effectifs

Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	---	---
Capital - Autres dépenses	0,0	0,0	---	---
Transfert	111 493,2	103 890,6	7 602,6	7,3%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	0,0	0,0	---	---
T O T A L	111 493,2	103 890,6	7 602,6	7,3%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	0	0	---	---
Effectifs totaux autorisés	0	0	---	---

Explication des variations

TRANSFERT

- Indexation reçue des dépenses d'immobilisation	170,4
- Compressions :	
. Compression récurrente 1992-1993 suite au Discours du budget	(465,0)
. Compression 1993-1994	(3 657,3)
	(4 122,3)
- Ajustement technique du service de la dette	5 421,9
- Crédits additionnels relatifs à la politique culturelle	9 430,0
- Crédits additionnels pour la gestion du Conseil des arts et des lettres du Québec	1 000,0
- Réaménagement au profit du Conseil des arts et des lettres du Québec des crédits additionnels obtenus pour la gestion (1 000,0 \$) et la politique culturelle (2 557,3 \$)	(3 557,3)
- Réaménagement interne au profit du PR. 01-04 pour la gestion du plan de relance du spectacle des arts de la scène (FP : 30,0 \$ et FAD : 95,0 \$)	(125,0)
- Réaménagement interne au profit du PR. 04-08 (Amphithéâtre de Lanaudière)	(293,3)
- Réaménagement interne selon les besoins	(321,8)
	7 602,6

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 01 - SOUTIEN AU CINÉMA

1. Description de la mission (mandat)

Cet élément de programme concerne les activités découlant de la Loi sur le cinéma. Les objectifs poursuivis par cette loi sont de favoriser le développement du cinéma au Québec et en assurer le contrôle et la surveillance. Trois organismes assument différents mandats.

La Société générale des industries culturelles (SOGIC) est une compagnie à fonds social dont les actions sont détenues par le ministre des Finances. Le mandat de la SOGIC comprend quatre volets principaux:

- le financement des entreprises de la culture et des communications;
- la mise en valeur du patrimoine immobilier québécois;
- le soutien des activités des entreprises sur les marchés extérieurs;
- l'aide au cinéma québécois;

Dans le domaine du cinéma et de la télévision, la SOGIC a pour mandat de favoriser l'essor du cinéma québécois. Par le biais d'investissements ou de subventions, elle procure une aide financière aux films émanant du secteur privé et destinés aux salles de cinéma ou de la télévision, qu'il s'agisse de longs, moyens et de courts métrages, de films de fiction ou de documentaires. Les programmes d'aide touchent la production, la diffusion, la promotion et les projets spéciaux.

L'Institut québécois du cinéma a la responsabilité de conseiller la ministre de la Culture sur l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique du cinéma. Dans le cadre de cette politique, l'Institut conseille l'État sur les orientations, le plan triennal de soutien financier et les programmes d'aide financière et les projets de règlements du gouvernement ou de la Régie du cinéma. L'Institut doit également tenir une audience publique, au moins une fois au cours de périodes successives de deux années, sur l'une ou l'autre des matières prévues au chapitre "contrôle et surveillance du cinéma" de la Loi sur le cinéma ou sur toute autre matière prévue à la loi. En outre, l'Institut effectue des recherches et des études dans le domaine du cinéma.

De plus, la Cinémathèque québécoise est la cinémathèque reconnue par la Loi sur le cinéma. Elle exerce des fonctions en matière de conservation et de diffusion du répertoire cinématographique.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 01 - SOUTIEN AU CINÉMA

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Société générale des industries culturelles

Les mesures fiscales visant à favoriser la production cinématographique et télévisuelle québécoise se sont poursuivies en 1992-1993, notamment le programme de financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables à la production cinématographique et télévisuelle.

La SOGIC a géré comme par le passé les programmes d'aide au secteur du cinéma, de même que son programme d'aide aux jeunes créateurs volet cinéma. En ce qui concerne le volet télévision, la SOGIC a lancé son programme de coscénarisation et de coproduction entre le Québec, le Canada et la France sous appellation "Francofiction".

Institut québécois du cinéma

L'Institut a tenu une audience publique (novembre 1992) sur les objectifs du soutien financier accordé au cinéma et à la production privée de programmes télévisés dans le nouveau contexte de la politique culturelle et publié le rapport intitulé Virage 93 en mars 1993.

L'Institut a publié le Portrait économique du cinéma et de la production télévisuelle indépendante au Québec (octobre 1992) qui constitue une mise à jour du rapport de 1989.

L'Institut a organisé un séminaire sur l'éducation cinématographique (février 1993) qui faisait suite à la publication (septembre 1992) du rapport L'éducation cinématographique au Québec: préparer les auditoires de demain.

L'Institut a publié Le prix de la liberté: la production vidéo indépendante (avril 1992) qui faisait suite à un premier rapport sur le cinéma indépendant.

L'Institut a participé au groupe de travail sur la production audiovisuelle de la grappe des industries culturelles.

L'Institut a participé à un comité BSQ/MC sur le cadre conceptuel de la statistique culturelle.

De plus, il a réalisé les activités normales reliées à son rôle conseil auprès de la ministre de la Culture et son rôle de concertation auprès de la profession.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 01 - SOUTIEN AU CINÉMA

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993 (suite)

Cinémathèque québécoise

L'inauguration des nouvelles installations de conservation de Boucherville en mai 1992 a permis de solidifier les liens entre la Cinémathèque et la communauté cinématographique et télévisuelle comme en témoignent les nombreux dépôts volontaires. Grâce à ces dépôts et aux acquisitions planifiées, les collections de la Cinémathèque se sont enrichies de 839 longs et courts métrages, 271 vidéos et 58 séries télé. Un collectionneur privé a légué à la Cinémathèque près de 350 pièces couvrant le domaine du cinéma amateur et semi-professionnel. Il s'agit du plus important don d'appareils anciens depuis la fondation de la Cinémathèque. Comme à chaque année, plusieurs milliers de photos, d'affiches et de documents divers sont venus enrichir les collections non-film. Soulignons également qu'une entente commerciale avec la firme américaine Lumivision permettra le transfert sur disques laser de plusieurs titres des films d'animation de Winsor McKay et du chat Félix.

Constitué d'une exposition d'envergure, d'une programmation spéciale illustrant la richesse des collections et d'un livre souvenir, l'événement Montréal, ville de cinéma a confirmé l'expertise muséologique de la Cinémathèque québécoise. Ce projet, parmi les plus importants jamais menés sur la Cinémathèque, a permis au public de mieux saisir l'ampleur du patrimoine cinématographique québécois. Une exposition consacrée à Émile Reynaud, précurseur du dessin animé, fut une occasion supplémentaire de mettre publiquement en valeur plusieurs objets conservés par la Cinémathèque.

Dorénavant, la Cinémathèque ne fait plus relâche au mois de juillet. En 1992, elle a programmé 524 séances selon des cycles tels que Le choix des pianistes, Trésors des collections, Les 100 films préférés de Voir, Mozart au cinéma, Arletty, etc. La 5^e projection-concert annuelle de la Cinémathèque a donné l'occasion au public de Montréal et de Québec de redécouvrir Le Cirque, un chef d'oeuvre méconnu de Charles Chaplin.

Parmi les publications, notons La Revue de la Cinémathèque, dorénavant publiée six fois par année, et L'Annuaire du cinéma québécois - 1991 coédité par la SOGIC et lancé à Blois dans le cadre du 2^e Festival du cinéma québécois.

Le Centre de documentation a accueilli plus de 5 200 lecteurs et chercheurs. Son service téléphonique a transmis des informations à plus de 2 500 personnes.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 01 - SOUTIEN AU CINÉMA

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	14 993,6	14 981,5	12,1	0,1%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	14 993,6	14 981,5	12,1	0,1%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations				
TRANSFERT				
- Compressions :				
. Compression récurrente 1992-1993	(465,0)			
suite au Discours du budget				
. Compression 1993-1994	(200,0)	(665,0)		

- Réaménagement interne provenant du PR. 02-04				
suite au transfert de gestion de certaines subventions		159,4		
- Réaménagement interne selon les besoins		517,7		

			12,1	
			=====	

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 01 - SOUTIEN AU CINÉMA

4. Prospective 1993-1994

Société générale des industries culturelles

- La SOGIC procédera en concertation avec le ministère de la Culture à la révision des programmes d'aide au secteur privé du cinéma. Elle poursuivra l'application de son programme de financement de crédits d'impôts et d'aide aux variétés et magazines.

Institut québécois du cinéma

L'Institut assurera le suivi des demandes découlant du séminaire sur l'éducation cinématographique et veillera à la formation d'une table de concertation impliquant le MCQ et le MEQ.

L'Institut entreprendra des travaux pour donner suite aux recommandations du comité d'audience:

- une enquête sur la R & D en cinéma et télévision;
- évaluer les activités de "monitoring" dont doit se doter l'industrie concernant la mondialisation des marchés de la technologie et des réglementations.

L'Institut entend soumettre un avis sur la situation des films en version originale française et du français dans les salles de cinéma et les ciné-parcs.

L'Institut collaborera à la publication d'un compendium statistique sur le cinéma et la production télévisuelle.

L'Institut entend concevoir et favoriser la création d'un groupe de réflexion international sur l'évolution du cinéma comme art et industrie d'ici la fin du siècle.

L'Institut maintiendra sa participation à la coopération francophone et cherchera à établir des relations plus étroites avec l'Amérique latine.

Cinémathèque québécoise

En 1993, la Cinémathèque soulignera ses trente années d'existence par la présentation de plusieurs activités publiques spéciales: une journée anniversaire, le 18 avril prochain, à l'intention des membres et du grand public; une programmation estivale entièrement consacrée à l'année 1963; une semaine de cinéma d'animation en octobre pour rappeler la spécialité de la Cinémathèque en cette matière; et une sixième projection-concert annuelle consacrée cette fois au cinéma muet français. La Cinémathèque québécoise profitera également de ce 30^e anniversaire pour mettre en place une structure d'Amis de la Cinémathèque. Cette initiative vise à fidéliser la clientèle et accroître les dons en provenance d'individus désireux de soutenir la Cinémathèque.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 01 - SOUTIEN AU CINÉMA

4. Prospective 1993-1994 (suite)

Cinémathèque québécoise (suite)

Une enquête menée à l'automne 1992 auprès des lecteurs de La Revue de la Cinémathèque, de la clientèle de la salle Claude-Jutra et des répondants du sondage Statmédia démontre que la Cinémathèque est une institution connue et appréciée. En dévoilant le profil et les attentes de ses clientèles cibles, les résultats de l'enquête permettront d'implanter avec succès la nouvelle structure d'Amis et mieux orienter ses démarches auprès des commanditaires et annonceurs potentiels.

Outre La Revue et l'Annuaire, la Cinémathèque lancera en 1993 le Répertoire des séries, feuilletons et téléromans produits au Québec entre 1952 et 1992 confirmant ainsi son intention d'intégrer graduellement tout le domaine de la télévision à son mandat.

Par ailleurs, la Cinémathèque compte maintenir et accélérer ses travaux d'informatisation afin de rationaliser et d'uniformiser ses systèmes de recherche et de consultation et ainsi mieux répondre aux besoins des employés, des chercheurs et du public. À cet effet, il reste encore beaucoup de rattrapage dans l'inventaire et le traitement des collections.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME 02 : DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 02 : SOUTIEN À L'IMPLANTATION ET À L'AMÉLIORATION
DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS

1. Description de la mission (mandat)

NATURE

Le programme d'Aide financière aux équipements culturels permet au ministère de la Culture de contribuer à maintenir et à développer des réseaux de lieux propices à la pratique d'activités culturelles, dotés de moyens matériels spécialisés.

OBJECTIFS

Par ce programme, le ministère de la Culture entend :

- Accroître l'accessibilité de la population du Québec aux biens et services culturels en priorisant la consolidation des réseaux de niveau national de diffusion des archives privées, des arts de la scène, des arts visuels et métiers d'art, des bibliothèques publiques, des centres d'auteur, de la muséologie et du patrimoine.
- Permettre aux artistes et artisans d'exercer leurs activités dans des conditions professionnelles.
- Reconnaître l'importance de la métropole montréalaise et de la capitale nationale ainsi que le rôle structurant des capitales régionales et l'existence de pôles significatifs d'activités culturelles.
- Considérer les milieux dépourvus d'infrastructures culturelles en tenant compte de l'importance des bassins de desserte et du rayonnement des organismes utilisateurs.
- Privilégier les projets résultant d'un large consensus dans le milieu, fortement soutenus par les municipalités et assurés d'une viabilité financière.
- Favoriser les projets qui impliquent une mise en commun de services culturels, l'utilisation continue des équipements et l'insertion harmonieuse dans le cadre urbain des milieux où ils sont implantés.

La Direction de la coordination des milieux culturels est responsable de cet élément de programme, administré par les directions du Ministère en région.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME 02 : DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 02 : SOUTIEN À L'IMPLANTATION ET À L'AMÉLIORATION
DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Les investissements réalisés en 1992-1993 s'inscrivent dans la foulée de ceux déjà consentis dans le cadre du programme d'Aide financière aux équipements culturels.

Les interventions du Ministère sont financées par l'une ou l'autre des deux enveloppes d'engagements à sa disposition, soit une en service de dette et l'autre en crédits réguliers. L'enveloppe en crédits réguliers était pourvue en 1992-1993 à hauteur de 2 234 900 \$ et celle en service de dette à 31 067 000 \$.

La contribution financière du Ministère en crédits réguliers a permis de poursuivre la réalisation de 15 projets (1 170 480 \$) et d'en initier 20 avec une participation financière de 2 064 420 \$ au cours du présent exercice. Les coûts totaux de ces 35 projets dépassent les 20 millions de dollars.

Les investissements en service de dette ont permis d'entreprendre la réalisation de 17 projets et de majorer tel que prévu à même les normes du programme les dépassements de coûts justifiés pour 4 projets annoncés au cours des exercices précédents. Le choix des interventions a été guidé par le niveau d'impact sur la vie culturelle des projets.

Ainsi le Ministère a soutenu des dossiers pour lesquels des travaux étaient requis sur des immeubles abritant déjà des fonctions culturelles ou encore des projets dans des milieux où l'absence d'équipements aurait mis en péril les acquis et le développement culturel d'une collectivité.

La participation importante des municipalités aux projets illustre l'atteinte d'un des objectifs fondamentaux du programme, soit d'inciter les municipalités à devenir un partenaire majeur dans la poursuite du développement culturel.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 02 - SOUTIEN À L'IMPLANTATION ET À L'AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	1 612,9	2 234,9	(622,0)	-27,8%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	1 612,9	2 234,9	(622,0)	-27,8%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations

TRANSFERT

- Indexation reçue des dépenses d'immobilisation	46,9
- Compression 1993-1994	(522,0)
- Réaménagement interne selon les besoins	(146,9)

	(622,0)
	=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME 02 : DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 02 : SOUTIEN À L'IMPLANTATION ET À L'AMÉLIORATION
DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS

4. Prospective 1993-1994

En 1993-1994, 1 612 900 \$ seront consacrés à ce programme en crédits réguliers pour financer les projets dont la réalisation a été amorcée au cours des années précédentes et initier de nouveaux projets.

Quant aux interventions en service de dette, elles font l'objet d'une autorisation particulière du conseil du trésor et ne sont pas prévues explicitement au budget du Ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME: 02 Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT: 03 Soutien au patrimoine

1. Description de la mission (mandat)

La Direction générale du patrimoine est formée des deux directions responsables de la programmation et de l'expertise en patrimoine (Direction des biens culturels et Direction des musées, des lieux historiques et des arts traditionnels), ainsi que des Archives nationales du Québec et du Centre de conservation du Québec. Elle encadre la réflexion entreprise par le Ministère pour ajuster son approche à l'égard du patrimoine à la Politique de développement régional. Essentiellement, cette démarche vise à fournir aux détenteurs du patrimoine, les outils nécessaires pour mettre leurs acquis au service de leur culture, de leur économie et de leur développement en général.

Elle a accordé une attention particulière, au cours de la dernière année, à un patrimoine méconnu et pourtant fondamental : le patrimoine vivant. Porté par les citoyens des quartiers, des villes et des villages, ce patrimoine éclaire, exprime les bénéfices que nous retirons du patrimoine reçu et explique celui que nous léguons. Il est français, autochtone, anglais, écossais, irlandais depuis plusieurs générations; il est aussi, plus récemment, la somme des savoirs, savoir-faire, valeurs et traditions des représentants de tous les peuples qui forment aujourd'hui la collectivité québécoise. L'expression et la connaissance du vécu, du savoir et des valeurs de tous sont à la base de la compréhension mutuelle des diverses communautés.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME: 02 Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT: 03 Soutien au patrimoine

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993**Direction des biens culturels**

Responsable au sein de la Direction générale du patrimoine de l'essentiel des opérations centrales reliées à cet élément de programme, la Direction des biens culturels a poursuivi sa contribution, au cours de la dernière année, à la réflexion et aux études qui ont été menées par le Ministère en vue de l'adoption de la politique culturelle.

La Direction a aussi continué de supporter à même son expertise les directions régionales et ses partenaires externes. En matière d'aide financière, elle a maintenu son appui aux organismes et projets nationaux de patrimoine grâce à des subventions totales de 239 000 \$. Neuf subventions ont été accordées au titre de l'aide au fonctionnement, tandis que quinze projets bénéficiaient également d'un soutien financier.

Au regard de la Loi sur les biens culturels, la Direction a effectué le suivi et la coordination d'une trentaine de dossiers reliés à l'attribution de statuts et qui ont eu pour résultats:

- . le décret de 2 aires de protection;
- . le classement d'un ensemble constitué de 13 oeuvres d'art (4 peintures, 8 sculptures et 1 pièce d'orfèvrerie);
- . la reconnaissance d'un ensemble de 7 autres oeuvres d'art (7 peintures);
- . la signification de quatre avis d'intention de classement.

Quelques dossiers en cours de traitement pourraient donner lieu à l'attribution d'un certain nombre de statuts au cours de l'exercice 1993-1994.

En vertu de la même loi, 311 immeubles touchés à divers titres par un statut de bien culturel (monuments classés ou bâtiments et terrains situés dans un site historique classé) ont profité d'une réduction de leur valeur foncière, cependant qu'une soixantaine de municipalités bénéficiaient en retour d'un remboursement de taxes pour un montant de l'ordre de 147 000 \$. Au chapitre de la gestion de la ressource archéologique, la Direction a délivré au nom du Ministère 87 permis de recherche, comparativement à 94 au cours de l'exercice précédent; elle a également, dans ce même domaine, effectué 505 nouveaux enregistrements sur divers sites et accueilli d'autre part dans ses réserves, pour fins d'étude et de conservation, quelque 300 nouvelles collections provenant de divers endroits du Québec, notamment des terres du domaine public.

En matière d'acquisition de connaissances, la Direction des biens culturels a poursuivi la réalisation des bilans thématiques. Avec le concours des directions régionales, elle a par ailleurs amorcé un projet d'inventaire et d'étude thématique des églises protestantes, en se consacrant en premier lieu au développement d'instruments méthodologiques. Elle a développé parallèlement de nouveaux instruments d'expertise et de gestion, spécialement dans les domaines de l'ethnologie (guide d'enquête orale), de l'archéologie (méthodologie d'évaluation des potentiels) et du patrimoine bâti (répertoire des bâtiments protégés par les municipalités, recueil des coûts de restauration). De même, elle a contribué directement ou indirectement à la publication d'ouvrages de référence ou de vulgarisation (en restauration, conservation préventive, etc.) ainsi qu'à la conception et à la présentation d'expositions destinées à un large public.

MINISTÈRE DE LA CULTURE**PROGRAMME:** 02 Développement des milieux culturels**ÉLÉMENT:** 03 Soutien au patrimoine**2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993****Direction des biens culturels (suite)**

Au plan de la concertation et de la collaboration extraministérielle, enfin, la Direction des biens culturels a poursuivi des discussions fructueuses avec d'autres intervenants gouvernementaux dont les ministères des Transports, de l'Environnement, de l'Énergie et des Ressources, du Tourisme ainsi qu'Hydro-Québec, et ce dans le but de trouver des solutions communes à des dossiers tels que la conservation des ponts couverts, la protection des ressources archéologiques sur les terres du domaine public, la mise en valeur des ouvrages hydroélectriques à caractère patrimonial et l'inclusion de la dimension patrimoniale dans les circuits touristiques.

MINISTÈRE DE LA CULTURE**PROGRAMME:** 02 Développement des milieux culturels**ÉLÉMENT :** 03 Soutien au patrimoine**2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993****Direction générale de Québec
Direction du patrimoine**

L'année 1992-1993 a été marquée par la consolidation des interventions ministérielles en patrimoine dans la région Chaudière-Appalaches, notamment la finalisation des projets issus de la conférence socio-économique régionale soit la restauration des églises de l'Islet, de St-Roch-des-Aulnaies, de la salle des Habitants et du moulin de Lotbinière. Pour la région de Québec, la continuité des ententes-cadres de mise en valeur des biens culturels avec les Villes de Québec, Beauport et Charlesbourg est à signaler ainsi que les décisions gouvernementales qui permettront la restauration et la mise en valeur du Parc de l'Artillerie.

La contribution financière du Ministère dans les deux régions est la suivante: pour la région de Québec, 20 projets municipaux de mise en valeur ont été subventionnés pour un montant de 4 318 375 \$ incluant l'entente sur la mise en valeur des biens culturels du Vieux-Québec. 11 organismes du patrimoine ont reçu une aide financière totalisant 137 787 \$ et 131 propriétaires d'immeubles anciens ont pu bénéficier de subventions totalisant 1 577 100 \$.

Pour la région Chaudière-Appalaches, 14 projets municipaux de mise en valeur ont été subventionnés pour un montant de 254 800 \$. 10 organismes du patrimoine se sont répartis des subventions de l'ordre de 43 300 \$ et 8 propriétaires d'immeubles anciens ont pu bénéficier de subventions totalisant 59 000 \$.

Dans l'ensemble, la Direction du patrimoine - Québec a répondu à 1262 demandes de permis en 1992-1993 et plus d'une vingtaine de demandes de statut juridique ont été traitées au cours de l'année. Le Ministère a également mis l'accent sur plusieurs dossiers et activités à caractères stratégiques. Ainsi, il a assuré la gestion et l'entretien du domaine Cataract, appuyé un projet pilote d'économusée du verre dans l'immeuble l'Archevêque à Place-Royale et en collaboration avec ses partenaires privés et publics, soutenu la revitalisation d'immeubles historiques majeurs tels que le théâtre Capitole, la cathédrale anglicane, l'entrepôt Renaud, le palais Montcalm, l'îlot Hunt, la maison Charles-Aubert de la Chenaye et l'église St-François de l'Île d'Orléans.

Enfin, à Place-Royale, le Ministère a poursuivi ses activités de concertation avec la Ville de Québec, la SOGIC et le Musée de la civilisation en vue de compléter la restauration, l'animation et l'interprétation du site tout en veillant à améliorer le cadre de vie des résidents.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES

PROGRAMME 02 : DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 03 : SOUTIEN AU PATRIMOINE

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993**GESTION DES PROGRAMMES D'AIDE EN PATRIMOINE**Direction générale des régions

La Direction générale des régions administre, au bénéfice de 13 régions autres que Québec et Montréal, les trois programmes d'aide en patrimoine, soit : Aide aux municipalités, Aide aux organismes et Aide à la restauration.

Les régions concernées sont : Bas-Saint-Laurent; Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine; Saguenay - Lac-Saint-Jean; Mauricie - Bois-Francs; Estrie; Outaouais; Abitibi-Témiscamingue; Côte-Nord; Nord-du-Québec; Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie.

En 1992-1993, les dépenses imputées aux Milieux culturels à la Direction générale des régions, pour les trois programmes administrés, sont de l'ordre de 3 443,689 \$.

Le programme d'Aide aux municipalités a bénéficié à plus de 82 municipalités et à 25 organismes parrainés par des municipalités afin de réaliser des projets de mise en valeur, de gestion, d'animation, d'interprétation et d'aide au fonctionnement de divers sites. Des fouilles archéologiques et des inventaires ont contribué à l'avancement de recherches. De plus, trois nouvelles ententes ont été conclues avec des municipalités en matière de patrimoine.

Le programme d'Aide aux organismes a permis à 73 organismes de réaliser des projets de sensibilisation et de mise en valeur ainsi que des recherches historiques. Ont pu être également financées des études potentielles ou de faisabilité, la préparation d'expositions, la rédaction et la conception de brochures et de manuscrits.

Enfin, le programme d'Aide à la restauration a répondu aux demandes de 65 bénéficiaires ou organismes aux fins d'effectuer des travaux de restauration sur des sites ou des bâtiments classés.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME 02 : DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 03 : Soutien au patrimoine

2. RÉTROSPECTIVE DES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 1992-1993 - Dir. générale de Montréal

PATRIMOINE

Entente MAC/Ville de Montréal : 2 925 000 \$

Dans le cadre de cette Entente l'année 1992-1993 visait le parachèvement des aménagements et équipements majeurs tels la cité administrative et plus particulièrement le Champ-de-Mars, la promenade de la Commune (Plan de relance 1 600 000 \$) et le musée de la Pointe-à-Callière.

Dans le cadre de l'exploitation des ressources archéologiques, deux sites d'importance ont été principalement mis en valeur soit la place Royale et l'Éperon, intégrés au Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal ainsi qu'une expertise archéologique dans le parc de la Paix, face au Monument national (faubourg Saint-Laurent).

Le Ministère a également soutenu une vaste opération destinée à accueillir les visiteurs dans le Vieux-Montréal marquée, entre autres, par le lancement du circuit de visite du Vieux-Montréal.

Ententes MAC/autres : 205 500 \$

- . Place d'interprétation du domaine du Fort de la montagne 68 000 \$.
- . Aménagement du parterre archéologique du domaine du Fort de la montagne, tout en respectant le caractère historique des lieux 137 500 \$.

Ententes MAC/autres municipalités : 255 000 \$

- . Ile de la visitation : 110 000 \$
- . OCTGM : 25 000 \$
- . Parcs régionaux : 20 000 \$
- . MIM : 60 000 \$
- . LaSalle : 40 000 \$

MUSÉOLOGIE

- . Le Musée des Beaux-arts de Montréal a reçu au fonctionnement jusqu'à ce jour un montant de 16 053 400 \$.
- . La Cinémathèque 1 400 000 \$
- . Le Musée McCord recevait cette année 1 900 000 \$ comme budget d'ouverture.
- . Les autres musées accrédités se partageaient 967 000 \$.
- . Le Centre Canadien d'Architecture a reçu son accréditation, le budget attribué à cet organisme est de l'ordre de 300 000 \$.

La nouvelle politique culturelle accordait ainsi un supplément de 1 936 490 \$ à ce secteur.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 03 - SOUTIEN AU PATRIMOINE

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	13 073,4	14 363,4	(1 290,0)	-9,0%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	13 073,4	14 363,4	(1 290,0)	-9,0%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations

TRANSFERT

- Indexation reçue des dépenses d'immobilisation	123,5
- Compression 1993-1994 (Étalement des ententes Ministère - Villes de Québec et de Montréal)	(1 200,0)
- Réaménagement interne au profit du PR. 02-04 suite au transfert de gestion de certaines subventions	(40,0)
- Réaménagement interne selon les besoins	(173,5)

	(1 290,0)
	=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME: 02 Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT: 03 Soutien au patrimoine

4. Prospective 1993-1994**Direction des biens culturels**

Dans la foulée des études et des travaux de portée ministérielle auxquels elle a participé au cours de la dernière année, la Direction des biens culturels entend poursuivre sa démarche en vue d'ajuster sa contribution aux objectifs de la politique culturelle adoptée l'an dernier.

Dans le cadre de ses opérations régulières, la Direction disposera d'un budget en transfert de quelque 225 000 \$ pour soutenir des organismes sans but lucratif dans leurs activités et projets de portée nationale. De même, elle pourra compter sur un budget d'un peu plus de 200 000 \$ pour compenser les municipalités privées d'une partie de la taxe foncière relativement à des immeubles classés situés sur leur territoire.

En matière d'expertise et de connaissances, la Direction affectera un montant de l'ordre de 200 000 \$ de son budget de fonctionnement à la poursuite ou à la réalisation d'études et d'inventaires, d'instruments de recherche et de diffusion, soit des répertoires, des bilans thématiques, des guides méthodologiques ou techniques à l'usage des consultants et des intervenants, de même que des publications et des expositions visant un plus large public, et ce dans des disciplines ou sur des sujets aussi variés que l'archéologie, l'ethnologie, le patrimoine bâti, religieux et industriel.

Enfin, la Direction des biens culturels entend mettre en oeuvre, revoir ou renouveler, selon le cas, certaines ententes administratives avec d'autres ministères ou organismes gouvernementaux dans le but d'assurer un meilleur partage des responsabilités et une plus grande harmonisation des interventions en matière de préservation, de conservation et de mise en valeur des ressources patrimoniales.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 03 Soutien au patrimoine

4. Prospective 1993-1994

Direction générale de Québec Direction du patrimoine

En 1993-1994, dans la foulée de la politique culturelle, le Ministère entend mettre l'accent sur le développement de meilleurs outils de gestion en vue de soutenir son action technique et professionnelle ainsi que son aide financière aux clientèles.

Le Ministère prévoit répondre en priorité aux demandes de permis ainsi qu'aux demandes de subvention reçues des propriétaires de biens classés ou de biens situés dans les arrondissements historiques et les aires de protection. Dans la région de Québec, en plus de donner suite à une entente avec le Diocèse de Québec, il entend poursuivre la restauration de la maison Henry-Stuart, la forge menuiserie-Cauchon, la maison Paradis, la maison Charles-Aubert de la Chenaye et le domaine Cataract.

Dans la région de Chaudière-Appalaches, il entend terminer la remise aux normes de la maison P.E. Taché et du moulin Ouellet. De nombreux projets de restauration d'immeubles privés sont en discussion dans les deux régions.

De plus, le Ministère entend soutenir les projets des organismes de la région dans le cadre du programme d'aide financière qui leur est destiné. Le Ministère procédera à une évaluation particulière du projet pilote d'économusée du verre.

En ce qui concerne l'aide aux projets municipaux, en plus de veiller à ce que la dimension patrimoniale soit prise en compte dans la prochaine période de révision des schémas d'aménagement, le Ministère entend assurer la réalisation de plusieurs projets de connaissance du patrimoine (fouilles archéologiques, inventaires architecturaux), d'aménagement, de restauration, de diffusion et intervenir en priorité dans les arrondissements et les sites historiques ouverts au public. Dans la région Chaudière-Appalaches, le Ministère et la Ville de Lévis se sont associés en vue de conclure une entente cadre présentant un volet majeur en patrimoine et dans la région de Québec, le Ministère accentuera ses efforts de concertation en vue de favoriser la mise en valeur culturelle de l'Île d'Orléans, du site de la chute Montmorency et du Vieux-Québec, basse-ville.

En ce qui a trait au secteur de Place-Royale, le Ministère poursuivra ses activités de concertation particulières avec le Musée de la civilisation, la Ville de Québec et la SOGIC en vue de compléter la restauration, l'animation et l'interprétation de ce site historique national.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

DIRECTION GÉNÉRALE DE MONTRÉAL

PROGRAMME 02 : DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 03 : Soutien au patrimoine

4. PROSPECTIVE 1993-1994

DIRECTION DU PATRIMOINE

Implantation de nouvelles mesures pour mettre en oeuvre la nouvelle Politique culturelle, principalement dans les domaines de l'interculturalisme et du tourisme.

ENTENTE MINISTÈRE ET VILLE DE MONTRÉAL

Dans le cadre de l'Entente avec la Ville de Montréal la Direction prévoit prioriser les points suivants :

- Étudier la faisabilité fiscale de mise en place d'outils complémentaires ou substituts aux subventions à la restauration;
- Concevoir et mettre en oeuvre une opération destinée à améliorer la qualité de l'affichage dans le Vieux-Montréal; .
- élaborer et mettre en oeuvre un plan directeur d'aménagement des chaussées et trottoirs incluant l'identification des normes à respecter dans le cadre de ces opérations;
- évaluer la faisabilité du concept retenu lors du concours de la place Youville et ses impacts sur les ressources archéologiques.

AUTRES PROJETS

- Ile-de-la-Visitation pour la mise en valeur du site des Moulins.
- Le Parc des Rapides de Ville de LaSalle : Des études du Parc des volets historique, géographique et archéologique pour la mise en valeur du site qui visera un concept d'aménagement du site.
- Ordre des architectes : La Direction prévoit la signature d'une entente triennale pour une collaboration au processus d'attribution du Prix d'excellence et pour la promotion des concours.
- SIDAC Mont-Royal : Pour la promotion et la mise en valeur de l'artère commerciale de l'avenue Mont-Royal.

MUSÉOLOGIE

En dehors du programme national, la Direction assurera un soutien à la diffusion des collections de la Maison Saint-Gabriel, du Musée des Hospitalières de Saint-Joseph, du Musée des soeurs grises ainsi que du Musée d'art Saint-Laurent pour l'inventaire de la collection Gauvreau Phase II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES

PROGRAMME 02 : DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 03 : SOUTIEN AU PATRIMOINE

4. Prospective 1993-1994Direction générale des régions

Pour l'ensemble des régions administrées par la Direction générale ds régions, le Ministère entend poursuivre les mêmes objectifs fondamentaux de sauvegarde, de conservation et de mise en valeur du patrimoine, par ses programmes d'aide financière (subventions aux municipalités et organismes, et contributions aux particuliers en matière de restauration). De plus, il continuera d'appliquer la Loi sur les biens culturels en fournissant l'aide technique et les autorisations appropriées.

Le Ministère continuera de conclure avec les municipalités des ententes d'intervention en matière de patrimoine.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME: 02 Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT: 04 Soutien aux fonctions culturelles

1. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Direction des musées, des lieux historiques et des arts traditionnels

La Direction des musées, des lieux historiques et des arts traditionnels est responsable au sein de la Direction générale du patrimoine des opérations centrales reliées à cet élément de programme. La Direction touche deux secteurs connexes mais distincts : la muséologie et les arts traditionnels.

MUSÉOLOGIE

La Direction a travaillé étroitement à la conception d'un énoncé d'orientations en matière de muséologie en collaboration avec la Direction des politiques et de l'évaluation. Elle a établi les problématiques générales et spécifiques du secteur et a collaboré, tout au cours de l'année, à l'élaboration des objectifs, des priorités ministérielles d'intervention et s'est assurée que des plans d'actions spécifiques soient élaborés, en collaboration avec les Directions des milieux culturels.

La Direction a maintenu son appui aux organismes et projets nationaux en soutenant le fonctionnement de la Société des musées québécois et en appuyant deux projets majeurs dont l'un était relié à la présentation de la Conférence générale triennale du Conseil international des musées (ICOM). L'octroi d'une subvention spéciale de 200,0 \$ à la S.M.Q., répartie sur deux ans, a permis à de nombreux muséologues du Québec de prendre une part active à cette manifestation qui fut un succès sans précédent tant par le taux de participation que par la qualité des échanges.

L'autre projet de la S.M.Q. soutenu par la Direction, Info-Muse, consiste à mettre à la disposition des institutions un logiciel de description et de gestion de leurs collections et à permettre l'échange des données compilées. L'objectif premier consiste à faire des institutions existantes un véritable réseau muséologique. La Direction a accordé une subvention de 33 793 \$ pour la poursuite du projet maintenant à l'essai.

Le Regroupement québécois des amis de musée a également bénéficié d'un octroi de 30 000 \$, deuxième tranche d'une subvention totale de 90 000 \$. Conformément aux orientations de la politique culturelle qui favorisent des actions concrètes face au bénévolat, cette somme a contribué à la mise sur pied du secrétariat de cet organisme.

Au plan de la concertation et de la collaboration extra-ministérielle, la Direction a participé activement à des comités portant sur la muséologie avec d'autres intervenants dont les ministères du Tourisme, de l'Enseignement supérieur et de la Science, des Affaires internationales afin de favoriser le développement et le rayonnement des institutions muséales du Québec.

MINISTÈRE DE LA CULTURE**PROGRAMME:** 02 Développement des milieux culturels**ÉLÉMENT:** 04 Soutien aux fonctions culturelles**1. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993****Direction des musées, des lieux historiques et des arts traditionnels****ARTS TRADITIONNELS**

La Direction s'intéresse à ce qu'il est convenu internationalement d'appeler le patrimoine vivant, c'est-à-dire, l'ensemble des pratiques culturelles traditionnelles transmises de génération en génération. Le domaine comprend notamment la musique, la danse, la chanson, le conte, l'artisanat, la peinture, la sculpture, la facture d'instruments de musique et les métiers traditionnels.

Issu des États généraux du patrimoine vivant, réunis à Québec en juin 1992, le Conseil québécois regroupera et représentera l'ensemble du secteur; il jouera donc un rôle-clef dans sa structuration.

Une subvention fut donc accordée au Conseil qui est appelé à jouer un rôle-clef pour la structuration du secteur et le développement de ce domaine au Québec.

D'autres associations ou regroupements nationaux ont été également soutenus au fonctionnement et ont bénéficié de subventions substantielles, en se partageant plus de 130 000 \$.

Au chapitre des événements majeurs, 75 000 \$ ont été accordés pour la tenue du quatrième Festival international des arts traditionnels, à Québec, et 70 000 \$ pour la réalisation de la 11^e édition du Festival mondial du folklore de Drummondville. La 4^e édition du Carrefour mondial de l'accordéon se voyait aussi octroyer la somme de 20 000 \$. Le Centre de valorisation du patrimoine vivant a reçu, pour sa part, 25 000 \$ pour l'organisation et la réunion des États généraux du patrimoine vivant. Tous ces événements furent couronnés de succès et contribuèrent au développement de ce secteur tout en favorisant une plus grande sensibilisation à ses divers modes d'expression.

La Direction a aussi développé et fourni aux directions opérationnelles et aux organismes une expertise-conseil en gestion et une expertise technique pour l'élaboration d'outils de recherche et de référence.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Métiers d'art

Dans le secteur des métiers d'art, le développement du réseau des centres de recherche, de diffusion et d'innovation (écoles-ateliers) a pu compter sur des crédits de l'ordre de 1 100 000 \$ pour assurer le fonctionnement de ces organismes spécialisés pour les artisans professionnels et la relève. Dans le cadre d'une entente avec le MESS, des crédits de 101 960 \$ ont été octroyés pour des équipements dans les centres qui offrent le programme de Diplôme d'études collégiales en Techniques de métiers d'art (573.01). Le développement et la promotion de la profession ont été soutenus par des crédits de 826 200 \$ visant à appuyer les actions du Conseil des métiers d'art du Québec (CMAQ) qui est l'association professionnelle reconnue en vertu de la Loi 78.

De plus, la mise en place des mécanismes devant assurer l'intégration du secteur MÉTIERS D'ART au sein de la grappe des industries culturelles a été réalisée : élaboration du contour de la grappe, état de la situation, formation de la table de concertation.

Cinéma

Des crédits de 97 365 \$ dont 30 000 \$ non récurrents ont été octroyés à l'Association québécoise des réalisateurs et réalisatrices de cinéma et de télévision inc. pour lui permettre d'assurer la promotion et la défense du statut professionnel de ses membres.

Les activités d'information et de culture cinématographiques réalisées par l'Office des communications sociales ont été soutenues par des crédits de 42 000 \$ pour le service de Presse Films à la TV et pour les comptes rendus des analyses des films présentés dans les salles de cinéma et les cinés-parcs. Finalement, un montant de 50 000 \$ a été accordé, dans le cadre du programme Événements majeurs, aux Rendez-vous du cinéma québécois pour la réalisation des 11^e Rendez-vous du cinéma québécois en février 1993.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction de l'aide aux artistes, aux arts visuels
et aux métiers d'art

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Arts visuels

Le programme Mise en marché de l'art a permis de venir en aide à 80 projets d'expositions dans 17 galeries d'art du Québec, pour des crédits totalisant 172 320 \$.

Avec le volet Exportation, le Ministère a contribué aux projets de 12 galeries pour une somme totalisant 73 515 \$.

Par son programme de Promotion et diffusion des arts visuels, le Ministère a soutenu financièrement 22 autres projets avec une contribution financière de 230 950 \$.

Grâce à ces subventions, le Ministère a favorisé la diffusion des oeuvres des artistes québécois sur le territoire et sur la scène internationale notamment aux États-Unis, en France, en Suisse, en Belgique, en Autriche, au Japon et dans le reste du Canada. Il faut souligner, entre autres, la tenue dans les régions françaises de la Dordogne et de Champagnes-Ardenne de deux expositions prestigieuses consacrées à l'art contemporain québécois.

De plus, le Ministère a soutenu 8 événements majeurs au Québec, qui sont d'incidence récurrente, et a également permis une aide ponctuelle au projet Salon international de sculptures extérieures de Montréal réalisé par le Centre des arts contemporains de Montréal. Soulignons également l'accréditation à titre d'événement majeur de l'Entrée libre à l'art contemporain, seule foire d'art d'importance au Canada. La réalisation de ces événements, dont plusieurs bénéficient d'une visibilité internationale, aura engendré une aide de la part du Ministère de 405 700 \$.

Quant aux 8 associations et regroupements nationaux de créateurs et créatrices en arts visuels, ils ont bénéficié de subventions totalisant 345 500 \$ dont 29 000 \$ provenaient de la Mesure d'aide à l'amélioration du statut de l'artiste.

Enfin, grâce aux mesures spéciales mises de l'avant pour venir en aide à la relève, 73 615 \$ ont été distribués à 7 organismes et 10 galeries d'art commerciales pour la réalisation de 25 projets.

En terminant, il faut mentionner la réédition du Répertoire des galeries d'art du Québec, un bottin fort prisé par les amateurs d'art de toutes les tendances.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Secteur Intégration des arts à l'architecture

Traitement des dossiers impliquant des déboursés de 3 879 957 \$ pour la réalisation de 118 projets d'intégration d'oeuvres d'art à l'architecture. Les différents comités ont analysé et évalué 173 propositions d'artistes québécois.

Région	Projets	Budget
01 Bas Saint-Laurent	8	161 329 \$
02 Saguenay/Lac Saint-Jean	3	52 708 \$
03 Québec	10	443 406 \$
04 Mauricie/Bois-Francs	4	142 183 \$
05 Estrie	4	83 638 \$
06 Montréal	31	1 620 578 \$
07 Outaouais	5	101 476 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	2	47 000 \$
09 Côte-Nord	3	64 300 \$
10 Nord-du-Québec	1	55 000 \$
11 Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	4	51 412 \$
12 Chaudière-Appalaches	5	120 241 \$
13 Laval	3	160 200 \$
14 Lanaudière	12	263 428 \$
15 Laurentides	5	116 125 \$
16 Montérégie	18	396 933 \$

- Formation de spécialistes et personnes-ressources siégeant sur les comités permanents et les jurys de sélection.
- Aide technique aux artistes concernant les problèmes reliés aux contrats (maquette et exécution), assurances, entretien des oeuvres; aide technique aux ministères et organismes constructeurs sur l'application de la politique.
- Publication du bilan annuel.
- Promotion de la politique par des voies médiatiques (presse écrite, revues spécialisées, radio).
- Réalisation des phases pré-inventaire et de la première étape du projet-pilote préalable au projet du fichier central des oeuvres du 1%.
- En collaboration avec la Direction des ressources informatiques, participation à l'élaboration du système informatique qui devra être progressivement implanté en 1993-1994 pour la gestion des fichiers projets et artistes ainsi que pour l'inventaire des oeuvres.
- Révision des contrats (maquette et exécution) utilisés par les organismes constructeurs.
- Inscription dans la Loi créant le ministère de la Culture d'un article lui confiant un mandat gouvernemental à l'égard de l'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

PROGRAMME : 04 SOUTIEN AUX FONCTIONS CULTURELLES

2. RÉTROSPECTIVE DES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 1992-1993**AIDE AUX ARTISTES**

- La Direction de l'aide aux artistes, aux arts visuels et aux métiers d'art a poursuivi le travail de coordination et de gestion d'une partie du programme Aide aux artistes professionnels. Au cours de l'année, suite à l'adoption de la Politique culturelle, une nouvelle section y a été ajoutée de manière à permettre aux professionnels de l'architecture, de l'architecture de paysage et de l'urbanisme de poursuivre une démarche personnelle liée à la création en ayant accès à des bourses.

La direction assume la gestion de l'ensemble des demandes de bourse de type «A» ainsi que certains volets du Programme qui permettent l'accès autant à des artistes qui demandent des bourses de type «A» qu'à ceux qui demandent des bourses de type «B». Des bourses totalisant 2 328 800 \$ furent accordées à ces artistes au cours de l'année 1992-93. Une collaboration a aussi été apportée dans l'implantation du système informatisé pour la gestion du Programme ainsi que dans la publication de la liste des bénéficiaires de bourses du programme d'Aide aux artistes.

- Suite à l'adoption de la Politique culturelle, une des mesures qui consistait à élaborer et mettre en oeuvre, par l'entremise du ministère de l'Éducation et du ministère de la Culture, un nouveau programme de sensibilisation des jeunes aux arts et à la culture reposant sur l'initiative conjointe des artistes et des commissions scolaires et favorisant l'accès à un éventail élargi d'activités d'animation a été mis en application.

Avec son enveloppe de 500,0 \$, le programme "Les artistes à l'école" permettra à environ 40 artistes de s'insérer dans plus de 350 écoles.

- Expertise en ce qui concerne le volet culturel des Jeux de la francophonie au sein du Comité interministériel (MC - MAI - MLCP) chargé du dossier. Coordination du choix des artistes qui représenteront le Québec lors des Jeux qui se dérouleront en France du 13 au 24 juillet 1993.
- Gestion du secrétariat des Prix du Québec et participation au Comité d'organisation de la remise des prix 1992. De plus, au cours de l'année, nous avons mis en place un nouveau prix en patrimoine, soit le prix Gérard-Morisset.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

La Direction des arts d'interprétation, du disque et des variétés a assumé la responsabilité des secteurs suivants :

MUSIQUE

Des crédits de l'ordre de 1 317 000 \$ ont été versés pour l'organisation d'événements majeurs en musique. De leur côté, les associations et regroupements nationaux tels que le Centre de musique canadienne (CMC), l'Association des organismes musicaux du Québec (AOMQ) et l'Association des orchestres de jeunes du Québec (AOJQ) ont bénéficié d'une aide globale de 161 500 \$. Un montant de 1 700 \$ a été versé dans le cadre de la Mesure d'aide à l'amélioration du statut de l'artiste et 35 000 \$ pour le programme d'Aide à l'édition musicale. En patrimoine, deux associations qui travaillent à la conservation de la musique traditionnelle ont reçu une aide totale de 60 000 \$.

DISQUE ET SPECTACLE DE VARIÉTÉS

L'industrie du disque et du spectacle québécois a bénéficié d'une aide totale de 1 814 011\$ qui a été partagée ainsi : pour le disque et le spectacle, à raison de 409 195 \$ pour la préproduction et la production et de 643 830 \$ pour la promotion, de 710 986 \$ pour la production de vidéoclips et de 50 000 \$ pour la formation professionnelle en musique assistée par ordinateur et 30 000 \$ pour Forte Jeune chanson.

De plus, des crédits de l'ordre de 717 700 \$ ont été versés pour la tenue d'événements majeurs et de mise en marché de calibres national et international. De leur côté, les associations professionnelles ont reçu une aide totalisant 275 700 \$.

De plus, la mise en place des mécanismes devant assurer l'intégration du secteur des industries culturelles au sein de la grappe des industries culturelles, a été réalisée : élaboration du contour de la grappe, état de la situation, formation de la table de concertation.

THÉÂTRE

Au cours de l'exercice 1992-1993 un comité Éducation-Théâtre a été mis sur pied. L'objectif de ce comité est de mettre en oeuvre l'orientation de la politique culturelle concernant l'accessibilité aux produits culturels pour les jeunes du monde scolaire.

- Les interventions de la Direction générale des arts et des lettres se sont traduites par les aides financières suivantes :
 - 675 000 \$ furent consacrés à la tenue de cinq événements majeurs en théâtre;
 - 332 000 \$ furent consacrés à cinq associations et regroupements nationaux en théâtre;
 - 27 000 \$ furent versés dans le cadre des mesures d'Aide à l'amélioration du statut de l'artiste;
 - 297 000 \$ furent versés à l'École nationale de théâtre.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

DANSE

La formation professionnelle en danse a reçu une attention particulière. En danse moderne, les Ateliers de danse moderne ont bénéficié d'une subvention totale de 235 000 \$ pour le fonctionnement régulier. En danse classique, l'École supérieure de danse a poursuivi ses actions en vue de finaliser sa réorganisation interne afin de mieux répondre aux besoins reliés à son mandat élargi. Des crédits de 1 535 000 \$ ont été versés pour appuyer l'ensemble de ses interventions et poursuivre les activités du Jeune Ballet.

Une somme totale de 137 000 \$ a permis au Regroupement des professionnels de la danse de poursuivre ses actions au niveau de l'amélioration du statut de l'artiste et des conditions socio-économiques des danseurs. Parallèlement à l'action du Regroupement, Diagramme Gestion culturelle recevait 50 000 \$ pour consolider ses assises culturelles et offrir ses services d'aide à la gestion des chorégraphes indépendants.

Le Ministère a soutenu la préparation de la sixième édition du Festival international de la nouvelle danse en lui versant une subvention de 150 000 \$. Le succès de fréquentation du Festival révèle que cet événement contribue à l'élargissement du public et au rayonnement de la discipline.

MULTIDISCIPLINAIRE

Une somme totale de 642 000 \$ a été versée à l'École nationale de cirque pour son fonctionnement afin de permettre sa consolidation.

DIFFUSION AU QUÉBEC

Dans le secteur de la diffusion des arts de la scène au Québec, le travail de la Direction a porté sur :

- le soutien financier à RIDEAU pour son fonctionnement (105 000 \$) et pour l'organisation de la Bourse RIDEAU 93 (100 000 \$);
- le soutien financier à 17 organismes pour la réalisation de tournées de spectacles au Québec, ce qui représente une somme de 612 000 \$ versée dans le cadre du programme d'Aide à la circulation de spectacles au Québec.
- la poursuite des travaux du groupe de travail tripartite sur la diffusion, composé de gens du milieu et de représentants du Ministère et ayant pour mandat principal d'actualiser la problématique de la diffusion en arts de la scène;
- l'élaboration et la mise en application d'un plan de relance du spectacle, de concert avec l'Union des municipalités du Québec et la Coalition québécoise des arts de la scène;

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Le plan consistait en cinq mesures complémentaires à l'intention des spectateurs, des diffuseurs ou des producteurs de spectacles québécois.

Les deux premières mesures visaient à sensibiliser le public aux arts de la scène :

- 1° Campagne des bons-spectacles
- 2° Campagne de valorisation de l'assistance au spectacle en salle.

Les autres s'adressaient spécifiquement aux diffuseurs et aux producteurs de spectacles en arts de la scène :

- 3° Soutien au développement des programmations des diffuseurs
- 4° Soutien à la promotion de produits associés à un lieu ou à une tournée
- 5° Soutien à l'organisation de circuits de tournées des spectacles québécois.

Le budget total des mesures 1 à 5 était de 3.8 M \$ pour 1992-1993 et de 1.2 M \$ supplémentaire dès avril 1993, pour un total de 5 M \$.

DIFFUSION INTERNATIONALE

Une aide financière totalisant 776 042 \$ a permis la réalisation d'une quarantaine de projets de tournées hors Québec au cours de l'année 1992-1993. Cette aide a été répartie comme suit :

Théâtre :	379 900 \$
Musique :	153 900 \$
Danse :	193 642 \$
Variétés :	48 600 \$

La Commission internationale du théâtre francophone composée de représentants du Québec, du Canada, de la Communauté française de Belgique, de la France et du Sénégal a permis la réalisation de projets favorisant la rencontre et la circulation des artistes d'expression française.

En collaboration avec le ministère des Affaires internationales, de nombreux acheteurs étrangers ont été invités à participer aux événements majeurs de diffusion ayant lieu au Québec.

Pour sa part, CINARS, une organisation dont le travail est axé sur la mise en marché de spectacles au niveau international a reçu 100 000 \$ pour l'organisation d'ateliers spécialisés et la mise en place de son événement majeur bisannuel qui eu lieu en décembre 1992.

71

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

Les crédits affectés aux bibliothèques publiques se sont chiffrés à 23 648 118 \$, dont 14 544 641 \$ pour le développement de 149 bibliothèques publiques autonomes, 966 677 \$ pour l'implantation de sept bibliothèques (dont deux nouvelles) et 7 662 100 \$ pour les onze centres régionaux de services aux bibliothèques publiques. Un montant de 474 700 \$ a également été affecté au soutien des bibliothèques spécialisées pour aveugles et à d'autres activités concernant les bibliothèques, dont une somme de 5 000 \$ versée à l'Association des directeurs de bibliothèques publiques du Québec pour lui permettre d'attribuer un prix d'excellence à des bibliothèques publiques méritantes.

La Loi sur les bibliothèques publiques étant devenue désuète, les différentes dispositions qui la concernent ont été révisées et intégrées dans la loi créant le ministère de la Culture.

Le Comité pour la révision des normes des bibliothèques publiques a poursuivi ses travaux.

L'élaboration d'un programme de formation de base à l'intention des bénévoles travaillant dans les bibliothèques affiliées aux centres régionaux de services aux bibliothèques publiques a été amorcée.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993**LIVRE ET PÉRIODIQUE**

Au cours de l'exercice 1992-1993, le Ministère a poursuivi ses mandats touchant le livre et le périodique par divers programmes et mesures d'aide visant les trois secteurs de la production, de la promotion et de la diffusion.

Production

Des crédits de 2 135 000 \$ sont venus appuyer l'édition de livres (987 100 \$), la relève littéraire (337 900 \$) ainsi que la production d'ouvrages (coédition, traduction, etc.) destinés aux marchés étrangers (150 000 \$). De son côté, l'édition de périodiques a pu bénéficier, en 1992-1993, d'un budget total de 660 000 \$.

Promotion et diffusion

Des crédits de 1 942 133 \$ sont venus appuyer sous diverses formes, la promotion du livre et certains organismes de promotion et de diffusion du livre.

Le Ministère a consacré un budget de 425 500 \$ à divers projets de promotion du livre visant autant le marché québécois que les marchés étrangers. L'édition spécialisée, qui regroupe la reproduction d'oeuvres d'art et le livre parlé, a pu bénéficier, de son côté, d'un budget de 165 000 \$.

Au Québec, le réseau des salons du livre a bénéficié d'un appui de 547 100 \$. Cette aide visait à la fois la tenue proprement dite de ces salons (449 000 \$) et la participation des éditeurs à ces événements (98 100 \$). Pour une troisième année, les éditeurs pouvaient bénéficier d'une prime à la participation, si leur présence était assurée dans les neuf (9) salons du livre subventionnés par le Ministère.

Les associations professionnelles, organismes et regroupements nationaux (livre et périodique) ainsi que les entreprises spécialisées dans la distribution et l'exportation ont bénéficié d'une aide globale de 525 600 \$. De ce montant, 205 000 \$ ont permis au Comité d'éditeurs responsable de la participation québécoise aux salons et foires du livre à l'étranger de poursuivre leur action de promotion et de diffusion du livre québécois à l'étranger et une aide de 70 000 \$ est venue appuyer l'Association québécoise des éditeurs d'images pour sa participation à l'événement Artexpo\New-York 1993 et divers projets de promotion.

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

En ce qui concerne la librairie, le Ministère a maintenu son appui dans les trois domaines de la formation, de la gestion et de la diffusion, auxquels ont été affectés des crédits de 278 933 \$.

C'est ainsi qu'un montant de 90 000 \$ a été consacré au Séminaire de librairie qui poursuivait, pour une vingt-troisième année consécutive, ses activités de formation professionnelle et de perfectionnement. Pour une sixième année consécutive, les libraires agréés pouvaient bénéficier d'une aide à l'informatisation à laquelle un montant de 81 933 \$ était affecté. Enfin, l'aide au transport de livres, dont le but est d'assurer aux lecteurs des régions un prix du livre comparable à celui de Montréal, a bénéficié, en 1992-1993, d'un montant de 107 000 \$.

En ce qui concerne le contexte plus général de la situation du livre au Québec, l'année 1992-1993 a été l'occasion de terminer le processus d'évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. Cette évaluation était demandée par le milieu du livre en raison des réajustements devenus nécessaires après 10 ans d'application de la loi. À l'issue de cette évaluation, deux rapports ont été déposés et seront soumis au Conseil consultatif de la lecture et du livre, ainsi qu'aux associations professionnelles du livre. De plus, la mise en place des mécanismes devant assurer l'intégration du secteur LIVRE au sein de la grappe des industries culturelles, a été réalisée : élaboration du contour de la grappe, état de la situation, formation de la table de concertation.

LITTÉRATURE

Les événements majeurs en littérature ont bénéficié d'une aide globale de 79 200 \$. L'Union des écrivaines et écrivains québécois (UNEQ) a reçu 227 000 \$ pour assurer son fonctionnement et promouvoir le statut des professionnels qu'elle représente. Cette subvention comprenait une somme de 150 000 \$ pour la tournée des jeunes écrivains en milieu scolaire et 8 000 \$ pour le congrès d'orientation.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des Milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Statut de l'artiste:

Inscription dans la Politique culturelle de diverses mesures:

- signature de protocoles d'entente liant les ministères et les organismes mandataires du gouvernement, d'une part, et les organismes représentant les créateurs, d'autre part, afin d'assurer le versement de compensations pour l'utilisation des oeuvres des artistes;
- octroi d'une aide ponctuelle, notamment aux artistes en arts visuels, pour mettre en place les moyens d'améliorer la perception de leurs droits;
- projet visant l'établissement, par l'entremise des ministères des Finances et du Revenu, d'un profil statistique comparatif de la situation économique des artistes en vue, s'il y a lieu, d'adapter les programmes gouvernementaux en conséquence.

Création d'un comité de travail avec le ministère du Revenu en vue de préciser ou d'amender les deux principaux bulletins d'interprétation touchant les créateurs et les interprètes:

étude de cas et préparation d'un rapport à l'intention du ministère du Revenu dans le cadre de discussions concernant l'acceptation des pertes fiscales des artistes créateurs.

Aide-conseil aux milieux culturels sur la fiscalité applicable au secteur des arts.

Droit d'auteur

Inscription dans la Loi sur le ministère de la Culture d'une disposition confiant à la ministre de la Culture le mandat de favoriser le respect des droits des créateurs et des artistes en matière de propriété intellectuelle.

Des travaux en collaboration avec le ministère des Communications ont été poursuivis concernant la préparation des «Normes d'acquisition, d'utilisation et de gestion en matière de droit d'auteur» pour les ministères et organismes gouvernementaux.

En prévision de l'application de ces «Normes», des interventions sous forme de conférences, colloques ou cours, ont été amorcées auprès des ministères, organismes et commissions scolaires utilisateurs de biens de propriété intellectuelle.

En collaboration avec le ministère des Communications, on a multiplié les interventions à l'intention des utilisateurs des biens dits de propriété intellectuelle, extérieurs à l'appareil gouvernemental, pour les sensibiliser aux problèmes reliés à l'utilisation desdits biens, le tout en conformité avec la Politique culturelle.

Finalement, au cours de cette année, nous avons continué à répondre aux interrogations des créateurs et de la population en général, ainsi que continué à participer aux colloques et séminaires traitant des développements survenus et à venir dans ce domaine.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels
ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

<p>2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993</p>
<p>ACTIVITÉS GÉRÉES PAR LES MILIEUX CULTURELS</p> <p>1. <u>Gestion de programmes</u></p> <p>Dans le cadre de cet élément du programme 02, les directions des milieux culturels ont géré des programmes réguliers de subvention destinés aux organismes en théâtre (9 510,5 \$), en danse (3 678,9 \$), en musique (9 297,3 \$), en arts multidisciplinaires et multimédias (518,1 \$), en diffusion des arts de la scène (3 529,9 \$), en arts visuels (1 913,8 \$), en métiers d'art (56,9 \$), en muséologie (22 981,6 \$), aux artistes professionnels (3 574,4 \$), de même que les programmes Intervention régionale (914,1 \$) et Aide à la concertation régionale (1 974,4 \$).</p> <p>De plus, dans le cadre du programme d'aide complémentaire aux artistes et aux créateurs de la relève (18 à 35 ans), les directions en région ont versé des subventions aux organismes en théâtre (247,2 \$), en danse (140,0 \$), en arts visuels (206,1 \$) et en diffusion des arts de la scène (14,3 \$).</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique culturelle, le Ministère a accordé des subventions supplémentaires à des organismes en musique, en théâtre, en danse, en arts multidisciplinaires et multimédias, en arts visuels, en muséologie et à l'Aide à la concertation régionale.</p> <p>MUSIQUE</p> <p>Le budget consacré à la musique en 1992-1993 totalisait 9 852,3 \$. Soixante et onze organismes de production ont reçu des subventions totalisant 8 659,5 \$ alors que cinquante-trois organismes de formation ont reçu des subventions pour un montant de 1 192,8 \$</p> <p>THÉÂTRE</p> <p>Soixante-quatre compagnies ont reçu 9 663,1 \$ pour le financement de leur fonctionnement alors que trente organismes ont reçu au total 781,3 \$ pour des projets de production. Un montant de 247,2 \$ a été consacré aux activités des artistes de la relève alors qu'un autre montant de 154,9 \$ a été consacré aux projets de développement de quinze organismes.</p> <p>Le Ministère a rendu publics les travaux d'un groupe de travail sur la "condition" du théâtre dans la région de Québec.</p> <p>DANSE</p> <p>Vingt-deux compagnies ont été subventionnées au fonctionnement pour un montant total de 3 839,5 \$. 225,9 \$ ont servi à financer les projets de production de quatorze compagnies. 140,0 \$ ont été consacrés aux activités des artistes de la relève.</p> <p>ARTS MULTIDISCIPLINAIRES ET MULTIMÉDIAS</p> <p>Quatre organismes ont reçu des subventions de fonctionnement totalisant 365,0 \$ alors que six autres ont reçu au total 153,1 \$ pour des projets de production.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Centre d'art d'Orford a reçu 450,0 \$ pour assurer son fonctionnement.

ARTS VISUELS

1 707,6 \$ ont été versés à soixante-sept centres d'artistes pour leur fonctionnement dans les secteurs de la production et de la diffusion. 206,1 \$ ont été consacrés aux activités des artistes de la relève alors que 206,2 \$ ont été versés en cachets à des créateurs et créatrices dans ce domaine.

MÉTIERS D'ART

Un budget de 56,9 \$ a été consacré à cinq projets de développement en métiers d'art afin de soutenir des activités liées à la commercialisation des produits des métiers d'art sur les marchés régionaux.

MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION

Trente-huit musées et vingt et un centres d'exposition accrédités se sont partagé une enveloppe budgétaire de 26 411,9 \$ dans le cadre de l'aide au fonctionnement. (De ce montant, le Musée des Beaux-Arts de Montréal dont le dossier est géré par la Direction générale de Montréal, a reçu 16 053,4 \$).

Trente-cinq institutions ont reçu une aide totalisant 82,2 \$ pour le perfectionnement de leurs muséologues. Par ailleurs, 307,2 \$ ont été versés en cachets à des artistes pour des expositions dans des institutions muséales.

De plus, 80,6 \$ ont été consacrés à soutenir sept projets de développement muséologique du réseau appliqué à la relève.

ARTISTES PROFESSIONNELS

Six cent trente-trois artistes ont reçu des bourses de type B totalisant 3 581,6 \$.

Suite à l'adoption de la politique culturelle, un volet d'aide à la recherche architecturale a été intégré au programme au cours de l'exercice 1992-1993.

Le Ministère a créé l'Atelier résidence de Montréal qui permet aux artistes de l'extérieur de Montréal de réaliser des projets de création dans l'environnement artistique et culturel de la métropole.

INTERVENTION RÉGIONALE

Des subventions totalisant 914,1 \$ ont été allouées à cent quarante-deux organismes pour permettre la réalisation d'activités de consolidation et de développement des divers secteurs d'intervention culturels.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

CONCERTATION RÉGIONALE

Les conseils régionaux de la culture ainsi que la Conférence des conseils régionaux de la culture se sont partagé un montant de 1 648,4 \$ pour financer leur fonctionnement régulier ainsi que les activités spécifiques liées à la poursuite des orientations que le Ministère leur a indiquées. Le Ministère a aussi accordé une subvention de 25,0 \$ à la Corporation culturelle des Îles inc. pour ses activités de concertation et de développement culturel.

Par ailleurs, quatre organismes autochtones ont reçu des subventions totalisant 331,0 \$ afin de permettre la réalisation d'activités favorisant la prise en charge par les communautés amérindiennes de leur développement culturel.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 - SOUTIEN AUX FONCTIONS CULTURELLES

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	62 110,9	57 737,0	4 373,9	7,6%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	62 110,9	57 737,0	4 373,9	7,6%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations	
TRANSFERT	
- Compression 1993-1994	(1 735,3)
- Crédits additionnels relatifs à la politique culturelles	9 430,0
- Crédits additionnels pour la gestion du Conseil des arts et des lettres du Québec	1 000,0
- Réaménagement au profit du Conseil des arts et des lettres du Québec des crédits additionnels obtenus pour la gestion (1 000,0 \$) et la politique culturelle (2 557,3 \$)	(3 557,3)
- Réaménagement interne provenant du PR. 02-03 suite au transfert de gestion de certaines subventions	40,0
- Réaménagement interne au profit du PR. 02-01 SOGIC suite au transfert de gestion de certaines subventions	(159,4)
- Réaménagement interne au profit du PR. 01-04 pour la gestion du plan de relance du spectacle des arts de la scène (FP : 30,0 \$ et FAD : 95,0 \$)	(125,0)
- Réaménagement interne selon les besoins	(519,1)

	4 373,9
	=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE**PROGRAMME:** 02 Développement des milieux culturels**ÉLÉMENT:** 04 Soutien aux fonctions culturelles**2. Prospectives 1993-1994**Direction des musées, des lieux historiques et des arts traditionnels

La Direction favorisera l'application de la politique culturelle.

En collaboration avec les Direction des milieux culturels, elle mettra à jour les données techniques sur les institutions subventionnées et procédera à l'évaluation triennale de leur performance.

Dans le secteur des arts traditionnels, elle appuiera le regroupement des forces du patrimoine vivant, suite aux États généraux amenant ainsi la concrétisation du Conseil québécois du patrimoine vivant.

De plus, la Direction intensifiera ses relations avec d'autres partenaires tant ministériels que privés afin d'assurer la cohérence et la complémentarité des actions dans un secteur qui contribue à la vitalité économique et culturelle de toutes les régions.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

4. Prospective 1993-1994

Métiers d'art

Le secteur des métiers d'art ayant été désigné comme secteur dans la grappe des industries culturelles, nous en avons élaboré le profil, l'identification des caractéristiques et procédé au repérage des acteurs. La table des métiers d'art amorcera donc ses travaux au cours du présent exercice (documentation, rencontres, formation de sous-comités, appui technique; coordination des diverses études, analyses; participation à divers comités; création de programmes communs pour l'ensemble des industries culturelles).

D'autre part, les résultats de la recherche entreprise sur le monde des métiers d'art au cours de l'exercice précédent ont déjà fait l'objet de communications publiques et continueront d'être exploités notamment pour enrichir les débats de la table des grappes industrielles.

Le projet de regroupement des six (6) écoles-ateliers de la région de Québec et du Centre de formation et de consultation en métiers d'art (CFCMA) dans un même lieu étant maintenant bien engagé, l'Institut des métiers d'art (IMA) de Montréal propose d'entreprendre le même regroupement des écoles sous sa juridiction.

Enfin, et conformément à l'intention annoncée dans la Politique culturelle du Québec (p. 77) de "*mettre à jour le Plan national de formation en métiers d'art*", les ministères impliqués (MESS et MMSRFP) ont été invités à se joindre à celui de la Culture dans le but d'amorcer les travaux.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction de l'aide aux artistes, aux arts visuels
et aux métiers d'art

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

4. Prospective 1993-1994**Arts visuels**

1. Transfert des dossiers des organismes de création en arts visuels au Conseil des arts et des lettres du Québec.
2. Élaboration d'un nouveau programme destiné aux organismes sans but lucratif oeuvrant en cinéma et vidéo indépendant conformément à la mesure proposée dans la Politique culturelle.
3. Évaluation du programme d'aide Soutien aux regroupements nationaux de créateurs et créatrices en arts visuels dans le but d'intervenir adéquatement auprès des organismes qui représentent le plus grand nombre d'artistes.
4. Réalisation d'un guide pratique sur l'utilisation des nouvelles technologies à l'intention des artistes qui oeuvrent ou souhaitent travailler avec les outils informatiques.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

4. Prospective 1993-1994**Secteur Intégration des arts à l'architecture**

- Traitement anticipé de plus de 125 projets d'intégration, selon les modalités de la Politique du 1%.
- Mise en place d'un système informatisé d'intégration des données reliées à l'application de la Politique du 1% (fichiers des artistes, projets, oeuvres).
- Finalisation d'un projet-pilote d'inventaire des oeuvres dans la région 03 en vue de la mise sur pied d'un fichier d'inventaire des oeuvres réalisées depuis 1981.
- Mise à jour de la Politique d'intégration des arts conformément au nouveau mandat gouvernemental confié à la Ministre de la Culture.
- Adaptation des règles régissant l'application de la Politique de l'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement.
- Révision des outils d'information en fonction des modifications apportées à la politique.
- Publication du bilan annuel des opérations.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 SOUTIEN AUX FONCTIONS CULTURELLES

4. PROSPECTIVE 1993-1994

AIDE AUX ARTISTES

- Suivi et gestion du programme pour la période où ce dernier sera encore administré par le Ministère. Préparation et transfert des dossiers au CALQ.
- Collaboration au suivi du système informatisé et délestage au CALQ.
- Collaboration à la publication de la liste des bénéficiaires de bourses du programme Aide aux artistes.
- Révision du programme "Les artistes à l'école" suite à sa première année d'opération sous sa forme actuelle et mise en place pour une deuxième année. Ce programme n'est pas transféré au CALQ.
- Gestion des Prix du Québec (5 prix) et participation au Comité d'organisation de la remise des prix.
- Maintien de l'expertise en ce qui concerne le volet culturel des Jeux de la francophonie, choix des artistes qui représenteront le Québec lors des Jeux et encadrement de la "délégation des artistes" qui participeront à cette manifestation. Les Jeux de la francophonie se déroulent en France du 13 au 24 juillet 1993.

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

4. Prospective 1993-1994

BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

Le Plan d'intervention concernant les bibliothèques publiques annoncé dans la Politique culturelle du ministère en 1992 devrait être mis en oeuvre au cours de cet exercice.

Ce plan prévoit notamment :

- ▶ la création éventuelle d'un programme spécial pour le renouvellement des collections de livres des centres régionaux de services aux bibliothèques publiques;
- ▶ la mise sur pied de services adaptés aux autochtones, aux communautés culturelles et aux clientèles spécialisées;
- ▶ le soutien au développement de l'informatisation des bibliothèques publiques autonomes;
- ▶ le développement de la coopération et le partage de services entre les bibliothèques, notamment pour le traitement documentaire.

On prévoit la création de trois nouvelles bibliothèques publiques autonomes et d'une dizaine de bibliothèques affiliées aux centres régionaux de services aux bibliothèques publiques.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

4. Prospective 1993-1994

LIVRES ET PÉRIODIQUES

Au cours de l'année 1993-1994, deux (2) objectifs principaux seront poursuivis :

1. Le fonctionnement de la table de concertation du secteur LIVRE au sein de la grappe "industries culturelles"

Documentation, rencontres, formation de sous-comités, appui technique; coordination des diverses études, analyses; participation à divers comités; création de programmes communs pour l'ensemble des industries culturelles.

2. L'évaluation de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre

L'année 1993-1994 devrait voir s'amorcer l'opération de révision de la loi.

3. Signature d'ententes triennales avec les 9 salons du livre composant le réseau des salons du livre au Québec

Analyse des états de situation, des plans de développement; négociations avec chacun des organismes et signature d'ententes triennales.

LITTÉRATURE

Dans ce secteur, le ministère procédera au transfert de certains programmes au Conseil des arts et des lettres du Québec. Ainsi, ce transfert touche le programme d'aide aux périodiques culturels, de même que le soutien aux événements majeurs et le programme d'aide aux tournées d'écrivains en milieu scolaire. La subvention à l'Union des écrivaines et des écrivains du Québec sera aussi sous la responsabilité du C.A.L.Q.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des Milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

4. Prospective 1993-1994

Statut de l'artiste:

Poursuite des dossiers amorcés avec les ministères des Finances et du Revenu.

Participation à un groupe de travail de la Conférence des associations de créateurs et créatrices du Québec pour évaluer les carences d'information des artistes en matière de fiscalité.

Étude d'un projet de formation d'un comité d'experts sur les questions fiscales concernant les artistes, dans le but de mettre au point un guide à l'intention de ceux-ci.

Préparation de différents documents d'information sur:

- les conditions et avantages respectifs rattachés aux diverses formes de don;
- les interrelations entre l'obtention de bourses par les artistes et les prestations d'assurance-chômage et d'assistance sociale.

Évaluation de différentes méthodes pour mesurer l'application des mesures prévues dans la Loi 78 concernant le respect des clauses sur les contrats individuels entre les artistes et les diffuseurs; recommandations au Ministère.

Poursuite de l'aide-conseil aux milieux culturels en matière de fiscalité.

Droit d'auteur

Poursuite des travaux nécessaires à l'entrée en vigueur des «Normes d'acquisition, d'utilisation et de gestion en matière de droit d'auteur» pour les ministères et organismes gouvernementaux.

Cette consolidation pourra s'articuler autour d'une campagne de sensibilisation dont les paramètres ont déjà été établis.

Des sessions de formation à l'intention des utilisateurs des oeuvres seront maintenues.

On continuera à suivre l'évolution du dossier ayant trait à la révision de la Loi sur le droit d'auteur entreprise par le Gouvernement du Canada, afin d'en dégager les incidences pour le Québec et d'actualiser la Position du Gouvernement du Québec en cette matière.

On entend participer aux principaux colloques ou séminaires en matière de propriété intellectuelle, afin de mettre à jour nos connaissances sur toutes les questions de droit d'auteur, et d'être mieux en mesure de répondre aux besoins d'information des artistes, conformément aux objectifs de la politique culturelle.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 04 Soutien aux fonctions culturelles

4. Prospective 1993-1994

Partage des responsabilités avec le Conseil des arts et des lettres.

Dans le secteur des arts d'interprétation, le Ministère effectuera, au cours de l'année, un transfert de programmes et de dossiers vers le Conseil des arts et des lettres, soit ceux touchant la création, la production et la diffusion en théâtre, en musique, en danse, en arts multidisciplinaires, ainsi que les associations disciplinaires et les événements majeurs associés au développement des disciplines concernées.

Le ministère de la Culture poursuivra son action auprès des secteurs suivants :

Diffusion au Québec

Le ministère continuera d'accorder son soutien aux structures de diffusion qui oeuvrent dans les municipalités sur l'ensemble du territoire québécois. Le soutien à la structure nationale RIDEAU se poursuivra également.

En 1993-1994, les priorités dans le secteur des arts de la scène au Québec seront les suivantes :

- Évaluation de l'impact du Plan de relance 1992-1993 des arts de la scène et perspectives d'orientations 1993-1994;
- Restructuration de l'intervention en diffusion en regard du partage des responsabilités entre le CALQ (Bureau des tournées à créer) et le ministère de la Culture (Aide aux diffuseurs à maintenir);
- Poursuite du travail de concertation amorcé en 1992-1993 auprès des réseaux régionaux de diffuseurs, en collaboration avec les directions régionales, dans le but de rendre complémentaires les efforts de tous les intervenants en diffusion.

Formation professionnelle

Le Ministère continuera l'action amorcée en vue de revoir son approche au niveau de la formation professionnelle en arts d'interprétation, tel que prévu à la Politique culturelle.

Disque et spectacle de variétés

Le ministère de la Culture poursuivra son action dans le cadre du programme d'Aide à l'industrie du disque et du spectacle québécois, ainsi qu'auprès des associations et événements majeurs liés au secteur.

Au cours de l'année, le travail amorcé dans le cadre de la stratégie de la grappe des industries culturelles se poursuivra (documentation, rencontres, formation de sous-comités, appui technique; coordination des diverses études, analyses; participation à divers comités, création de programmes communs pour l'ensemble des industries culturelles). De plus, la révision du programme "d'Aide à l'industrie du disque et du spectacle québécois (PADISQ)" sera effectuée.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

4. Prospective 1993-1994

1. Gestion de programme

Durant la période d'implantation du Conseil des arts et des lettres du Québec, le Ministère gèrera les programmes transférés afin d'assurer la continuité des services offerts aux clientèles. Par ailleurs, le Ministère continuera de gérer les programmes d'aide pour les secteurs qui demeurent de sa compétence.

Par ailleurs, le Ministère entreprendra une révision de ses programmes afin de tenir compte des orientations en matière d'accessibilité et de partenariat énoncées dans la politique culturelle.

2. Soutien au rayonnement de la culture

Le Ministère entend associer davantage les différents partenaires du milieu dans le soutien aux arts et à la culture. Il souhaite établir un partenariat privilégié avec les municipalités par des ententes culturelles d'intervention conjointe. Des discussions sont en cours avec des représentants du monde municipal pour convenir d'un cadre général d'entente.

Le Ministère s'impliquera de façon significative dans les processus de concertation et de planification mis en place dans le cadre de la politique gouvernementale de développement régional afin que les objectifs proposés par la politique culturelle soient pris en compte dans chaque région. À cet égard, il discutera avec les instances régionales des orientations et des objectifs à adopter dans les différents secteurs culturels.

Dans le même esprit, le Ministère collaborera avec ses nombreux partenaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre de moyens favorisant un plus grand rayonnement culturel dans les régions du grand Montréal et de la Capitale.

SOUTIEN AUX ARTS DE LA SCÈNE (MUSIQUE, THÉÂTRE, DANSE, ARTS MULTIDISCIPLINAIRES ET MULTIMÉDIAS)

Dans le contexte de la prise en charge par le Conseil des arts et des lettres du Québec du soutien aux organismes artistiques de création et de production, le Ministère conservera la responsabilité du soutien aux organismes de formation en musique et en danse. À cet égard, il entend arrêter des orientations quant à son implication future dans tout le champs de la formation musicale.

Par ailleurs, le Ministère continuera de travailler au développement des marchés et des publics des arts de la scène, notamment grâce à sa collaboration avec le ministère de l'Éducation pour la mise en oeuvre de mesures visant une plus grande présence des artistes dans les écoles.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 04 - Soutien aux fonctions culturelles

4. Prospective 1993-1994

DIFFUSION DES ARTS DE LA SCÈNE

Dans la foulée des mesures prises en 1992-1993 pour relancer l'industrie québécoise du spectacle, le Ministère continuera le travail entrepris afin de favoriser le développement des programmations et l'élargissement des publics des différentes disciplines des arts de la scène. Par ailleurs, la consolidation des réseaux de diffuseurs et leur articulation sur l'ensemble du territoire demeureront des préoccupations ministérielles.

ARTS VISUELS

Le soutien au fonctionnement des centres d'artistes en arts visuels relèvera du Conseil des arts et des lettres du Québec.

MÉTIERS D'ART

Le Ministère continuera de soutenir les projets régionaux de développement des métiers d'art afin de favoriser l'amélioration de la promotion et de la diffusion de ces produits de création.

MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION

Le Ministère fera connaître ses orientations à l'égard du soutien qu'il apporte aux institutions accréditées du réseau muséal québécois. Ces orientations encadreront les processus d'évaluation des institutions et l'octroi de nouvelles accréditations.

ARTISTES PROFESSIONNELS

L'ensemble de l'aide aux artistes est transféré au Conseil des arts et des lettres du Québec.

INTERVENTION RÉGIONALE

Le Ministère continuera de soutenir des projets qui visent à favoriser un plus grand rayonnement des activités culturelles dans les régions.

AIDE À LA CONCERTATION RÉGIONALE

Le Ministère maintient un soutien aux conseils régionaux de la culture dans la perspective de leur implication dans le processus de concertation établi par la politique gouvernementale de développement régional. Il continuera aussi à discuter avec ses différents partenaires en vue de la conclusion d'ententes d'intervention conjointe au plan culturel.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES

PROGRAMME : 02 - Développement des milieux culturels

ÉLÉMENT : 05 - Service de la dette

1. Description de la mission (mandat)

Les crédits inscrits à cet élément de programme servent à rembourser aux bénéficiaires la quote part du Ministère du coût d'amortissement des emprunts à long terme contractés dans le cadre du programme de subvention en service de dette pour l'implantation d'équipements culturels.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT : 05 - SERVICE DE LA DETTE

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	19 702,4	14 573,8	5 128,6	35,2%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	19 702,4	14 573,8	5 128,6	35,2%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations				
TRANSFERT				
- Ajustement technique			5 421,9	
- Réaménagement interne au profit du PR. 04-08 (Amphithéâtre de Lanaudière)			(293,3)	

				5 128,6
				=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES

PROGRAMME : 03 - Institutions nationales

ÉLÉMENT :

1. Description de la mission (mandat)

Le programme 03 comprend trois éléments:

- . Éléments 01: Archives nationales du Québec
- . Éléments 02: Centre de conservation du Québec
- . Éléments 03: Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

Ce programme vise à favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à assurer l'information, la sensibilisation, l'expertise et la restauration dans le domaine des biens culturels. Il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des Conservatoires.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	17 915,5	18 343,8	(428,3)	-2,3%
Fonctionnement - Autres dépenses	2 764,0	3 020,5	(256,5)	-8,5%
Capital - Autres dépenses	200,6	180,6	20,0	11,1%
Transfert	629,3	912,2	(282,9)	-31,0%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	0,0	0,0	---	---
T O T A L	21 509,4	22 457,1	(947,7)	-4,2%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	301	326	(25)	-7,7%
Effectifs totaux autorisés	366	393	(27)	-6,9%

Explication des variations

FONCTIONNEMENT - PERSONNEL

- Indexation reçue : (soit 499,5 \$ 1993-1994 dont 220,2 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)		279,3	
- Compression d'effectif :			
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget	(376,8)		
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %	(376,6)	(753,4)	
- Ajustements du S.C.T. :			
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(181,2)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(19,1)	(200,3)	
- Réaménagement interne selon les besoins		246,1	
			(428,3)

FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES

- Compressions :			
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget	(110,7)		
. Compression 1993-1994 5,0 %	(159,3)	(270,0)	
- Ajustement du S.C.T. pour la récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)		(29,0)	
- Bourse reçue des États-Unis pour la formation d'un restaurateur		13,5	
- Réaménagement interne selon les besoins		29,0	
			(256,5)

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

3. Budgets et effectifs

Explication des variations (suite)

CAPITAL

- Indexation reçue	4,3	
- Réaménagement interne selon les besoins	15,7	

		20,0
		=====

TRANSFERT

- Ajustement du S.C.T. relativement à la subvention non-récurrente versée pour le Congrès international des archives	(282,9)	

		(282,9)
		=====

EFFECTIFS

- Compression d'effectif :		
. Compression d'effectif 1992-1993 2 %	(7)	
suite au Discours du budget	(2) Occ.	
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(8)	
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(10)	

		(25) Rég.
		(2) Occ.

		(27)
		=====



MINISTÈRE DE LA CULTURE**PROGRAMME** : Institutions nationales**ÉLÉMENT** : Archives nationales du Québec**1. Description de la mission (mandat)**

La mission des Archives nationales du Québec consiste à assurer une gestion efficace de l'information administrative et historique des organismes publics et à aider le secteur privé dans la conservation et la diffusion des documents historiques, de manière à assurer à la population du Québec la conservation, la connaissance et l'accès à des archives représentatives.

Elle comporte trois volets :

1. Conservation et diffusion :

- des archives gouvernementales et judiciaires, depuis la fondation de la colonie;
- d'autres archives (publiques ou privées) de grande valeur dont la conservation et la diffusion ne sont pas autrement assurées.

2. Contrôle :

- de la sélection des archives du gouvernement et de tous les organismes publics centralisés ou décentralisés (par l'approbation des calendriers de conservation).

3. Aide et conseil :

- aux ministères et organismes publics centralisés en matière de gestion des documents actifs et semi-actifs;
- aux organismes publics décentralisés en matière de conservation et de diffusion;
- aux détenteurs d'archives privées en matière de conservation et de diffusion.

Cette mission a été confirmée par la Loi sur les archives.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : Institutions nationales

ÉLÉMENT : Archives nationales du Québec

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Les Archives nationales du Québec ont poursuivi l'application de la Loi sur les archives en mettant l'accent sur le traitement d'archives et sur la préparation d'instruments de recherche en prévision du XII^e Congrès international des Archives.

1. Politique sur les archives privées

Les Archives nationales du Québec ont agréé trois nouveaux services d'archives privées en 1992, ce qui porte à seize le nombre d'organismes agréés depuis trois ans. Les organismes agréés en 1992 sont:

- le Service d'archives du Centre Canadien d'Architecture;
- le Service d'archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe;
- le Service d'archives de la Société d'histoire de Shefford.

Une aide au fonctionnement de 449 500 \$ a été répartie entre quinze des seize organismes agréés; l'autre n'étant pas admissible à une subvention en raison de son statut d'organisme public au sens de la Loi sur les archives. Rappelons que ce réseau de partenaires privilégiés des ANQ est constitué afin d'assurer la sauvegarde et la mise en valeur des archives privées nécessaires à la compréhension de notre histoire nationale et régionale.

2. Gestion des documents actifs et semi-actifs

Le plan d'action établi pour 1992-1993 dans la foulée des recommandations du Vérificateur général du Québec a été en majeure partie réalisé.

- Les ANQ ont vu à la création d'un regroupement des responsables de la gestion des documents des ministères et des organismes gouvernementaux. Les objectifs du groupe visent une meilleure coordination des efforts et l'échange d'expertise en vue de normaliser davantage la pratique de la gestion documentaire au gouvernement du Québec.
- Plusieurs ministères et organismes gouvernementaux ont entrepris de compléter leur calendrier de conservation en y inscrivant les documents informatiques. L'analyse des ANQ a débuté dans une dizaine de cas et les données recueillies ont permis d'amorcer les discussions avec les représentants du ministère des Communications, concernant la réalisation d'un projet-pilote de récupération et de conservation des archives informatiques.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : Institutions nationales

ÉLÉMENT : Archives nationales du Québec

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

- Une enquête a été menée à l'été 1992 auprès des quelque 150 ministères et organismes gouvernementaux visés par la Loi sur les archives, afin de dresser un portrait de la situation de la gestion des documents au gouvernement. Les réponses des 124 répondants renseignent les ANQ sur les besoins de leur clientèle et l'impact de leurs interventions depuis l'entrée en vigueur des politiques de gestion des documents actifs et semi-actifs. Les ANQ peuvent ainsi mieux cibler leur aide-conseil et leur soutien technique.

3. Gestion des documents inactifs

Au cours de 1992-1993, les ANQ ont fait l'expérience de l'application des toutes récentes normes de description des documents d'archives, tant pour les fonds d'archives privées que publiques. Ces normes ont été utilisées dans la préparation de guides publiés par les ANQ et distribués aux participants au XII^e Congrès international des archives.

Deux banques de données majeures ont été constituées à partir des logiciels Edibase et Formabase pour la description et le repérage des archives cartographiques et architecturales d'une part, et iconographiques d'autre part. Le recours à la technologie permet de conférer une plus grande autonomie aux chercheurs et favorise une plus large exploitation de l'information visuelle que recèlent ces fonds d'archives.

4. Plan directeur de l'informatique et de la bureautique

Les Archives nationales ont terminé le développement de leurs systèmes et finalisé l'achat des équipements. Elles ont amorcé le processus de formation nécessaire à l'implantation de ces systèmes.

5. Congrès international des Archives de 1992

Les Archives nationales du Québec et le ministère de la Culture ont collaboré activement à l'organisation du XII^e Congrès international des Archives, tenu avec succès au Palais des congrès de Montréal en septembre 1992. Plus de 2 700 participants provenant de 125 pays y ont été accueillis.

Les résolutions adoptées par le Congrès reflètent l'intérêt suscité par les orientations législatives et les pratiques professionnelles québécoises dans le domaine des archives.

Selon les indices de calcul fournis par le ministère du Tourisme, les effets totaux des dépenses des participants et des exposants attirés par le Congrès se situent à 7 812 911 \$. Ces dépenses représentent pour le gouvernement du Québec des revenus de 1 690 914 \$. Sur le plan financier, autant que sous les angles professionnel et culturel, les résultats du Congrès paraissent donc intéressants et encourageants.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : Institutions nationales

ÉLÉMENT : Archives nationales du Québec

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

6. Les archives judiciaires

Les ressources additionnelles obtenues pour l'application du Rapport interministériel sur les archives judiciaires ont été affectées au traitement des archives de la Cour supérieure des districts de Québec et de Montréal et à l'élimination des séries dont seuls des spécimens doivent être conservés. Les opérations d'inventaires et de dénombrement ont été enclenchées pour d'autres cours et dans d'autres districts. Enfin, l'échantillonnage déjà réalisé a libéré l'espace escompté.

7. Diffusion

Publications

Au cours de l'exercice, les ANQ ont publié dix instruments de recherche dont une collection de sept guides, un catalogue et un état général portant sur les fonds et collections d'archives d'origine privée conservés dans leurs centres régionaux ainsi qu'un guide sur les archives d'origine gouvernementale conservées au Centre de Québec et de Chaudière-Appalaches.

À l'occasion du XII^e Congrès international des Archives de Montréal, elles ont publié la version anglaise de leur ouvrage sur les normes et procédures archivistiques, *Archival Standards and Procedures of the Archives nationales du Québec*. Elles ont réalisé pour l'événement une brochure institutionnelle et sa version quadrilingue, une collection de cinq dépliants, une affiche, une brochure sur le Centre de Québec et de Chaudière-Appalaches et un dépliant sur celui de Montréal, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie.

Expositions

L'événement majeur en exposition reste la présence des ANQ au Salon national de l'archivistique tenu dans le cadre du XII^e Congrès international des Archives. Dans un stand dont la conception reflète le caractère particulier de la gestion en réseau des archives au Québec, elles ont accueilli 1 200 visiteurs de 91 pays différents. Dans un autre espace qu'elles occupaient au Salon, elles ont fait part à la communauté internationale des archivistes, de leur expertise en matière d'échantillonnage des archives judiciaires.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : Institutions nationales

ÉLÉMENT : Archives nationales du Québec

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Les Archives nationales ont assuré une présence dynamique de leur secteur auprès de divers publics en concevant et en présentant seules ou en collaboration six expositions sur les thèmes suivants :

- . Montréal, ville fortifiée au XVIII^e siècle
- . 150^e anniversaire de l'avenue Mont-Royal
- . 350 Femmes qui ont bâti Montréal
- . 50^e anniversaire du Conservatoire de musique et d'art dramatique;
- . Un fleuve, un quartier, une ville
- . Impact des célébrations de Montréal 1992 sur les ANQ-Montréal.

De plus, elles ont effectué des prêts de documents pour des expositions d'envergure notamment dans le cadre des fêtes du *350^e anniversaire de Montréal*, *L'Effet Lemieux*, *Cent ans de vie parlementaire* et *Las relaciones científicas entre Europa y America, Siglos XV-XIX* présentée à Madrid à l'été 1992.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT : 01 - ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	4 786,2	4 939,9	(153,7)	-3,1%
Fonctionnement - Autres dépenses	650,9	701,7	(50,8)	-7,2%
Capital - Autres dépenses	65,3	45,3	20,0	44,2%
Transfert	629,3	912,2	(282,9)	-31,0%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	6 131,7	6 599,1	(467,4)	-7,1%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Variation	
			Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	110	119	(9)	-7,6%
Effectifs totaux autorisés	117	126	(9)	-7,1%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue : (soit 144,4 \$ 1993-1994 dont 70,1 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			74,3	
- Compression d'effectif				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget		(114,0)		
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %		(114,0)	(228,0)	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale		(48,5)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres		(9,7)	(58,2)	
- Réaménagement interne selon les besoins			58,2	
				(153,7)
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget		(29,5)		
. Compression 1993-1994 5,0 %		(42,5)	(72,0)	
- Ajustement du S.C.T pour la récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)			(7,8)	
- Réaménagement interne selon les besoins			29,0	
				(50,8)

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT : 01 - ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

3. Budgets et effectifs			
Explication des variations (suite)			
CAPITAL			
- Indexation reçue		1,4	
- Réaménagement interne selon les besoins		18,6	
		-----	20,0
			=====
TRANSFERT			
- Ajustement du S.C.T. relativement à la subvention non-récurrente versée pour le Congrès international des archives		(282,9)	
		-----	(282,9)
			=====
EFFECTIFS			
- Compression d'effectif :			
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget	(3)		
..Compression initiale 1993-1994 2 %	(2)		
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(4)	(9)	
		-----	(9)
			=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE**PROGRAMME** : Institutions nationales**ÉLÉMENT** : Archives nationales du Québec**4. Prospective 1993-1994****1. Archives privées**

L'année 1993-1994 devrait voir l'agrément de trois services d'archives privées.

2. Gestion des documents administratifs du gouvernement

En 1993-1994, les ANQ entendent favoriser une meilleure coordination de la gestion des documents gouvernementaux, en soutenant l'action du groupe nouvellement constitué des responsables de la gestion des documents des ministères et organismes gouvernementaux.

L'équipe des analystes des ANQ verra à exporter l'expertise de l'institution en matière de classification des documents actifs, d'application des calendriers de conservation, d'informatisation des fonctions de gestion des documents, ainsi que dans le domaine de l'identification et de la protection des documents essentiels.

3. Versement des archives gouvernementales

Comme suite à l'approbation d'une première génération des calendriers de conservation des ministères et organismes gouvernementaux, les ANQ verront à bonifier ces calendriers, afin d'assurer une sélection plus complète et plus rigoureuse des archives gouvernementales.

Ainsi, les calendriers de conservation devront-ils être complétés pour inclure les documents informatiques. Des sessions de formation seront dispensées aux représentants des ministères et organismes gouvernementaux afin d'améliorer le respect des critères de tri des documents inactifs, pour fins de versement aux ANQ.

4. Archives informatiques

Tout en poursuivant l'analyse des calendriers de conservation des documents informatiques, les ANQ amorceront avec le ministère des Communications le projet de gestion des archives informatiques. Ce projet de recherche vise à établir les modalités de récupération, de conservation et d'accessibilité des documents informatiques (fichiers et banques de données), auxquels les calendriers de conservation confèrent une valeur permanente. Cette question concerne l'ensemble des ministères et des organismes gouvernementaux qui doivent statuer, avec les ANQ, sur le sort de leurs données informatisées devenues semi-actives ou inactives.

5. Archives judiciaires

Les ANQ poursuivront les opérations d'échantillonnage et d'identification de spécimens des dossiers judiciaires des districts de Montréal et de Québec. Sauf pour quelques exceptions où les dossiers exigent des traitements préalables particuliers, ces opérations devraient être complétées en fin d'exercice. Les espaces libérés en 1993-1994 se situeront à environ 290 mètres linéaires pour Québec et à 800 mètres linéaires pour Montréal.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : Institutions nationales

ÉLÉMENT : Archives nationales du Québec

4. Prospective 1993-1994

6. Plan directeur de l'informatique et de la bureautique

Les Archives nationales procéderont à l'implantation des nouveaux systèmes informatiques dans les neuf centres d'archives régionaux. Cette implantation sera effectuée graduellement dans les régions et sera accompagnée d'un programme de formation pour le personnel des ANQ et pour les chercheurs.

7. Diffusion

Les ANQ poursuivront en 1993-1994 la publication de guides favorisant la connaissance et l'accès au fonds d'archives qu'elles conservent. Ainsi seront édités un guide sur les archives sonores et un guide sur les archives photographiques et iconographiques. Leur programme d'édition comprend en outre: un guide sur les documents essentiels et un autre pour l'organisation des documents semi-actifs en régie, un recueil de documents des cours municipales et la réédition du *Guide du chercheur du Centre de Québec et de Chaudière-Appalaches* ainsi que du *Guide du client du Centre de documents semi-actifs*.

La promotion des archives en milieu scolaire sera poursuivie avec deux projets déjà soumis à des représentants du ministère de l'Éducation: *Ton portefeuille archivistique* et *La trousse pédagogique*.

Les ANQ participeront à divers événements dont le Salon de la municipalité 1993, le Forum sur l'expertise québécoise en archivistique, les Congrès de l'Association des archivistes du Québec, de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et de la Société des professeurs d'histoire du Québec.

Enfin, les ANQ assureront une présence dynamique de leur secteur auprès de divers publics en concevant et en présentant, seules ou en collaboration, des expositions thématiques.

8. Rattachement administratif de sept centres régionaux

Le ministère de la Culture évaluera la pertinence de rattacher administrativement en 1993-1994, sept centres régionaux des Archives nationales, à l'exception de ceux situés à Québec et à Montréal, aux directions régionales correspondantes. Cette démarche vise une plus grande cohérence dans l'application de la politique culturelle du gouvernement du Québec.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 *Institutions nationales*

ÉLÉMENT : 02 *Centre de conservation du Québec*

1. Description de la mission (mandat)

CHAMPS D'ACTION

Le centre de conservation du Québec (CCQ) est une institution orientée vers la conservation préventive et la restauration de biens culturels meubles.

Le CCQ est une institution de service qui intervient sur des biens culturels conservés et mis en valeur par ses clients.

Toutes les institutions et les individus qui possèdent des biens culturels meubles peuvent avoir recours aux services du CCQ. Cependant, la plupart des services offerts sont réservés aux gestionnaires des collections d'État du Québec, aux musées privés accrédités et aux propriétaires de biens classés.

MANDAT

Restauration

La restauration ou le traitement occupe la majorité des ressources du CCQ qui est le seul outil d'intervention du ministère de la Culture en cette matière pour l'ensemble du Québec.

À partir d'une approche scientifique reconnue, le CCQ propose des solutions réalistes qui tiennent compte des besoins du client et de la problématique d'intervention du ministère de la Culture.

Ce CCQ y consacre 75% de ses ressources.

Information/sensibilisation

L'information/sensibilisation constitue un rôle essentiel du CCQ particulièrement en matière de conservation préventive. Les interventions collectives assurent un impact maximum à un investissement restreint de ressources.

Expertise

L'expertise consiste surtout en des interventions d'aide-conseil en matière de conservation et de restauration, d'élaboration de devis pour la restauration ou l'aménagement de locaux spécialisés et d'avis techniques.

Formation

Le CCQ réalise ce mandat en accueillant des stagiaires possédant déjà une formation académique adéquate. Cette participation à l'amélioration de la qualité professionnelle des restaurateurs est subordonnée aux besoins des clients et à l'efficacité des opérations du CCQ.

104

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 *Institutions nationales*

ÉLÉMENT : 02 *Centre de conservation du Québec*

2. *Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993.*

1992-1993 aura été une année productive pour le CCQ dont les principaux projets ont été la poursuite du programme de conservation du décor sculpté de la chapelle des Ursulines de Québec, la restauration d'une oeuvre majeure de Simon Vouet appartenant à la Fabrique Saint-Henri de Lévis et la mise en chantier, en collaboration avec l'UQAM d'une série de 21 vidéogrammes sur la conservation préventive destinée aux étudiants et aux praticiens en muséologie. Le CCQ a aussi participé de façon active à ICOM 1992, un congrès international de muséologues qui s'est tenu à Québec.

Au cours de l'année, le CCQ aura restauré plus de 250 oeuvres et objets nécessitant environ 24 000 heures de travail. Environ 35% de cette production a été payée par les clients, en particulier les Ursulines de Québec, la Fabrique Saint-Henri de Lévis et les villes de Québec et de Montréal. Le financement temporaire de ces travaux a été rendu possible grâce à l'avance budgétaire de 250 000,00 \$ consentie par le Conseil du trésor.

Nous avons accueilli 9 stagiaires québécois, français et autres pour un total de 30 mois/personnes.

Au plan du développement des ressources humaines, le CCQ a pu obtenir une subvention de 23 000,00 \$ US de la fondation J-Paul Getty (Californie) pour défrayer entièrement le coût d'une maîtrise en restauration qu'a entreprise un de ses restaurateurs au Smithsonian de Washington.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT : 02 - CENTRE DE CONSERVATION DU QUÉBEC

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	1 191,2	1 210,1	(18,9)	-1,6%
Fonctionnement - Autres dépenses	240,2	250,5	(10,3)	-4,1%
Capital - Autres dépenses	45,8	45,8	0,0	0,0%
Transfert	---	---	---	---
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	1 477,2	1 506,4	(29,2)	-1,9%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	23	25	(2)	-8,0%
Effectifs totaux autorisés	27	29	(2)	-6,9%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue : (soit 32,0 \$ 1993-1994 dont 13,5 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			18,5	
- Compression d'effectif				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget		(24,0)		
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %		(23,9)	(47,9)	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale		(12,0)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres		(1,1)	(13,1)	
- Réaménagement interne selon les besoins			23,6	
				(18,9)
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget		(8,8)		
. Compression 1993-1994 5,0 %		(12,6)	(21,4)	
- Ajustement du S.C.T. pour la récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)			(2,4)	
- Bourse reçue des États-Unis pour la formation d'un restaurateur			13,5	
				(10,3)

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT : 02 - CENTRE DE CONSERVATION DU QUÉBEC

3. Budgets et effectifs

Explication des variations (suite)

CAPITAL

- Indexation reçue	1,0	
- Réaménagement interne selon les besoins	(1,0)	
	-----	0,0
		=====

EFFECTIFS

- Compression d'effectif :		
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(1)	
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(1)	(2)
	-----	(2)
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 Institutions nationales

ÉLÉMENT : 02 Centre de conservation du Québec

3. Prospective 1993-1994

En 1993-1994, en matière de restauration autant qu'en matière de conservation préventive, le CCQ maintiendra sa production dans le contexte des démarches qui se poursuivent en vue de rationaliser et de maximiser l'utilisation des ressources.

La phase III (de IV) du projet des Ursulines sera entreprise, quelques contrats rémunérés de restauration sont en cours de négociation. La série de 21 vidéogrammes sur la conservation préventive sera complétée.

Pour 1993-1994, nous avons déjà accepté de recevoir 5 stagiaires qui fourniront 22 mois de travail au CCQ.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 Institutions nationales

ÉLÉMENT : 03 Conservatoire de musique et d'art dramatique

1. Description de la mission (mandat)

Créé par une loi de la Législature du Québec, le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec comprend neuf établissements, dont sept conservatoires de musique à Chicoutimi, Hull, Montréal, Québec, Rimouski, Trois-Rivières et Val-d'Or, et deux d'art dramatique, à Montréal et à Québec.

La loi de 1942 confiait au Conservatoire le mandat d'assurer la coordination de l'enseignement de la musique et de l'art dramatique au Québec, sans toutefois porter atteinte au développement et à l'autonomie des institutions existantes, et d'aider à la formation professionnelle de compositeurs, de chanteurs, d'instrumentistes et d'acteurs.

L'enseignement musical au Conservatoire comprend:

- la formation musicale professionnelle proprement dite, établie sur quatre cycles d'études, avec spécialisation en interprétation instrumentale (claviers, cordes, vents, percussions et musique de chambre), en interprétation vocale (chant et opéra) ainsi qu'en composition et en écriture musicale;
- la participation aux activités pédagogiques reliées à l'enseignement, qui favorisent le rayonnement de chaque conservatoire dans son milieu socio-culturel, de même que l'animation culturelle sous forme d'auditions, de concerts, de cliniques ou ateliers dans les écoles primaires et secondaires.

L'enseignement de l'art dramatique comprend la formation professionnelle, de niveau postcollégial et établie sur un cycle d'études de trois années, préparant aux métiers de comédien et de scénographe.

La planification et la coordination de la gestion des conservatoires se fait à la Direction générale des conservatoires. Cette direction comporte une direction de l'enseignement, chargée des aspects ayant trait aux programmes d'études, à la gestion pédagogique et au registrariat, et un service de l'administration, de laquelle relève la gestion matérielle et financière de l'institution.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 Institutions nationales

ÉLÉMENT : 03 Conservatoire de musique et d'art dramatique

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

À l'occasion du 50^e anniversaire du Conservatoire de musique et d'art dramatique de Québec, de nombreuses activités musicales et théâtrales se sont tenues dans chacun des établissements.

Plus particulièrement, la "Quinzaine du Conservatoire de musique de Montréal" a vu son point culminant lors d'un concert à la Place des arts regroupant notamment des anciens élèves à l'orchestre du Conservatoire.

Conservatoires de musique

Quelque 907 élèves se sont inscrits dans le réseau des conservatoires de musique pour l'année scolaire 1992-1993. De ce nombre, environ 70 élèves se préparent à passer le concours de sortie de la fin de l'année dans une ou plusieurs spécialités. Le corps enseignant est constitué de 93 professeurs réguliers et de 103 professeurs occasionnels.

Comme par les années passées, les élèves et les professeurs des différents établissements du réseau ont présenté environ 200 concerts au cours de l'année scolaire. Pour la septième année, un orchestre formé d'élèves de tout le réseau entreprend une tournée dans plusieurs régions du Québec grâce à la participation et à l'implication des entreprises Bell.

Actualisation de la mission du Conservatoire de musique

La mission renouvelée du Conservatoire de musique comporte les trois volets suivants:

- assurer une formation professionnelle de qualité en musique;
- susciter et soutenir dans le milieu une formation musicale initiale et de culture personnelle de bonne qualité et largement accessible;
- susciter et soutenir dans le milieu le développement d'organismes essentiels à la vie musicale.

En ce qui a trait au premier volet, les travaux portant sur l'élaboration des programmes d'études sont arrivés à terme et la préparation de leur implantation prévue pour 1994-1995 est en cours.

Art dramatique

Pour l'année 1992-1993, 64 élèves se sont inscrits dans les deux conservatoires d'art dramatique de Montréal et de Québec. L'enseignement leur a été dispensé par 28 professeurs, dont 11 permanents.

Chaque établissement présente annuellement quatre ou cinq pièces de théâtre et récitals de poésie faisant place aussi bien à la création québécoise qu'aux oeuvres de répertoire.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT : 03 - CONSERVATOIRES DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	11 938,1	12 193,8	(255,7)	-2,1%
Fonctionnement - Autres dépenses	1 872,9	2 068,3	(195,4)	-9,4%
Capital - Autres dépenses	89,5	89,5	0,0	0,0%
Transfert	---	---	---	---
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	13 900,5	14 351,6	(451,1)	-3,1%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	168	182	(14)	-7,7%
Effectifs totaux autorisés	222	238	(16)	-6,7%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue :				
(soit 323,1 \$ 1993-1994 dont 136,6 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			186,5	
- Compression d'effectif :				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 %		(238,8)		
suite au Discours du budget				
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %		(238,7)	(477,5)	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale		(120,7)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres		(8,3)	(129,0)	
- Réaménagement interne selon les besoins			164,3	
				(255,7)
				=====
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 %		(72,4)		
suite au Discours du budget				
. Compression 1993-1994 5,0 %		(104,2)	(176,6)	
- Ajustement du S.C.T. pour la récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)			(18,8)	
				(195,4)
				=====

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT : 03 - CONSERVATOIRES DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE

3. Budgets et effectifs

Explication des variations (suite)

CAPITAL

- Indexation reçue	1,9	
- Réaménagement interne selon les besoins	(1,9)	

		0,0
		=====

EFFECTIFS

- Compression d'effectif :		
. Compression d'effectif 1992-1993 2 %	(4)	
suite au Discours du budget	(2) Occ.	
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(5)	
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(5)	

		(14) Rég.
		(2) Occ.

		(16)
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 03 Institutions nationales

ÉLÉMENT : 03 Conservatoire de musique et d'art dramatique

4. Prospective 1993-1994

Le travail d'implantation de la mission actualisée en 1989 se poursuit graduellement et suscite dans tous les conservatoires de région une ouverture de plus en plus grande et quotidienne vers la collaboration avec les partenaires locaux. La réflexion sur un statut mieux adapté à cette mission rajeunie progresse rapidement.

On entend maintenir sensiblement le niveau des activités dans les conservatoires. Les clientèles devraient être relativement stables, de même que les effectifs enseignants. On prévoit accélérer, en 1993-1994, l'actualisation de la mission des conservatoires de musique, et en particulier l'implantation d'une politique interne d'aide à la formation en région. Cette politique s'est trouvée renforcée par les orientations de la politique culturelle et du partenariat entre les divers agents oeuvrant dans l'univers culturel et artistique.

Pour parvenir à maintenir et même intensifier ses activités, dans le contexte actuel où les ressources se raréfient, le Conservatoire devra concentrer ses énergies et intensifier encore davantage ses efforts de rationalisation et d'optimisation de l'utilisation des ressources mises à sa disposition, efforts qu'il déploie déjà depuis quelques années. Du côté des effectifs enseignants, il s'agira de renforcer les mesures visant l'utilisation optimale du personnel et du temps qu'il doit mettre à la disposition de l'institution. Quant au soutien administratif, on prévoit, au cours de l'année 1993, prendre diverses mesures visant à maximiser la productivité du personnel qui y est affecté.

Par ailleurs, une démarche fondamentale s'est engagée au cours de l'année 1992-1993. Elle prend la relève de l'actualisation de la mission effectuée à la fin des années quatre-vingt et concerne à la fois un retour sur cette mission à la lumière de la politique culturelle élaborée et proclamée récemment, et la mise au point d'un statut institutionnel qui tienne compte de cette révision de la mission mais aussi des changements profonds qu'a connu le contexte de la formation artistique dans chacune des régions où oeuvre un conservatoire.

La politique culturelle que vient de se donner le Québec a réaffirmé la responsabilité du ministère de la Culture en matière de formation artistique professionnelle. Elle a aussi proclamé l'opportunité de privilégier désormais l'accès de l'ensemble de la collectivité québécoise à la vie culturelle et la collaboration nécessaire, à cette fin, entre les divers partenaires institutionnels et gouvernementaux.

Un travail de réflexion et de prospection est actuellement en cours, auquel son étroitement et intensivement associés les gestionnaires des conservatoires. Cette démarche devrait permettre d'arrêter certaines orientations qui feront l'objet d'une consultation, dans chaque région, auprès du personnel enseignant des conservatoires. Suivra un processus de consultation auprès des ministères concernés (Éducation, Enseignement supérieur) qui prendront la relève de la concertation qui s'est développée à l'occasion de l'élaboration de la politique culturelle.

Cette demande pourrait conduire à une révision du statut des conservatoires de manière à leur permette de s'adapter facilement à l'évolution de l'univers de la formation artistique dans chaque région, en concertation avec leurs partenaires et à faciliter la réalisation de leur nouvelle mission. Cette démarche pourrait éventuellement conduire au dépôt d'un projet de loi sur les conservatoires à l'Assemblée nationale au cours de l'exercice 1993-1994.

Parallèlement et conjointement à cette démarche, le ministère de la Culture s'est engagé dans une réflexion globale sur la formation musicale dans le but de mettre à jour sa politique en cette matière en harmonie avec les orientations que se donneront les conservatoires en région et en concertation avec les divers partenaires qui oeuvrent déjà dans ce champ de même qu'avec les ministères qui les soutiennent. Les conservatoires de région sont désormais appelés à jouer un rôle plus large à ce chapitre et la mise à jour de leur mission et de leur statut est un moment fructueux pour réexaminer l'ensemble des interventions publiques en formation musicale.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ORGANISMES-CONSEIL

ÉLÉMENT :

1. Description de la mission (mandat)

Ce programme vise à soutenir et à développer des organismes-conseils et des Sociétés d'État dont le rôle est de fournir des expertises en matière de patrimoine, de conserver et de mettre en valeur l'art québécois et international, de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, de mettre à la disposition d'artistes et de promoteurs de spectacles des équipements majeurs de diffusion de spectacles, d'aider au développement des industries de la culture et des communications, de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois.

Les organismes-conseils et sociétés d'État ont été créés par des lois et sont présentés de la façon suivante:

- | | |
|-------------|---|
| Élément 01: | Commission des biens culturels |
| Élément 02: | Bibliothèque nationale du Québec |
| Élément 03: | Régie du cinéma |
| Élément 04: | Musée du Québec
Musée d'Art contemporain
Musée de la Civilisation
Musée des beaux-arts de Montréal |
| Élément 05: | Société de la Place des Arts de Montréal
Société du Grand Théâtre de Québec |
| Élément 06: | Société générale des industries culturelles |
| Élément 07: | Commission de reconnaissance des associations d'artistes |

À noter que l'élément 08 concerne le volet "service de dette" et le "maintien des actifs" pour l'ensemble des Sociétés d'État.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT :

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

L'année 1992-1993 marque la poursuite de la consolidation de ce secteur d'intervention qui accapare une partie importante des crédits consentis au ministère des Affaires culturelles. Celui-ci regroupe les budgets des organismes gouvernementaux dans un même programme budgétaire et confie à la Direction générale des relations avec les organismes gouvernementaux un mandat de liaison entre ces organismes et l'appareil gouvernemental dans le respect de l'autonomie que définit chacune des différentes lois constitutives.

Le budget de fonctionnement de cette direction est imputé au programme 01 (centre de gestion: 1141).

La Direction générale des relations avec les organismes gouvernementaux, en raison de son expertise, a assumé en 1992-1993 des responsabilités particulières en regard de la grappe des industries culturelles dans le secteur du cinéma et de la production télévisuelle. La mise en place des mécanismes devant assurer l'intégration du secteur de la PRODUCTION AUDIOVISUELLE au sein de la grappe des industries culturelles a été réalisée: élaboration du contour de la grappe, état de la situation, formation de la table de concertation.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	2 794,2	2 748,7	45,5	1,7%
Fonctionnement - Autres dépenses	860,9	1 045,6	(184,7)	-17,7%
Capital - Autres dépenses	40,3	39,5	0,8	2,0%
Transfert	109 162,9	118 446,2	(9 283,3)	-7,8%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	0,0	0,0	---	---
T O T A L	112 858,3	122 280,0	(9 421,7)	-7,7%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	65	68	(3)	-4,4%
Effectifs totaux autorisés	66	69	(3)	-4,3%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue : (soit 74,2 \$ 1993-1994 dont 32,4 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			41,8	
- Compression d'effectif :				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget	(54,3)			
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %	(54,2)	(108,5)		
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(28,3)			
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(13,2)	(41,5)		
- Réaménagement interne selon les besoins		153,7		
			45,5	
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget	(36,0)			
. Compression 1993-1994 5,0 %	(52,0)	(88,0)		
- Ajustements du S.C.T. :				
. Récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)	(7,2)			
. Crédits non-récurrents relatifs à la Loi sur le cinéma	(80,5)	(87,7)		
- Réaménagement interne selon les besoins		(9,0)		
			(184,7)	

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

3. Budgets et effectifs

Explication des variations (suite)

CAPITAL

- Indexation reçue	0,8	

		0,8
		=====

TRANSFERT

- Indexation reçue :		
(soit 939,1 \$ 1993-1994 dont 428,2 \$ pour		
convention collective 1992-1993 et inclut		
dans le comparatif 1992-1993)	510,9	
- Ajustements du S.C.T. :		
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(309,2)	
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni		
au rendement prévu pour les cadres	(91,5)	(400,7)

- Compressions :		
. Compression récurrente 1992-1993	(2 067,1)	
suite au Discours du budget		
. Compression 1993-1994	(3 843,8)	(5 910,9)

- Ajustements du S.C.T. :		
. Contribution de l'employeur	1 353,2	
. Loyers de la SIQ	(123,6)	
. Expositions permanentes	426,5	
. Cité du Havre	(330,0)	
. Amphithéâtre de Lanaudière	(92,6)	
. Stationnement de Place des arts	500,4	
. Ajustement technique du service de dette	(5 529,9)	(3 796,0)

- Réaménagement interne provenant du PR. 02-05		
(Amphithéâtre de Lanaudière)	293,3	
- Réaménagement interne selon les besoins	20,1	

		(9 283,3)
		=====

EFFECTIFS

- Compression d'effectif :		
. Compression d'effectif 1992-1993 2 %		
suite au Discours du budget	(1)	
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(1)	
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(1)	(3)

		(3)
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT :

4. Prospective 1993-1994

Quelques développements propres à chaque organisme sont identifiés à l'élément qui les concerne.

De plus, compte tenu du mandat particulier en regard de la grappe des industries culturelles, le fonctionnement de la table de concertation du secteur de la PRODUCTION AUDIOVISUELLE permettra de franchir les étapes suivantes: documentation, rencontres, formation de sous-comités, appui technique; coordination des diverses études, analyses; participation à divers comités; création de programmes communs pour l'ensemble des industries culturelles.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 01 - COMMISSION DES BIENS CULTURELS

1- Description de la mission (mandat)

Créée par la Loi sur les biens culturels en 1972 et succédant à l'ancienne Commission des monuments historiques dont l'origine remonte à 1922, la Commission des biens culturels est un organisme-conseil auprès de la ministre de la Culture. Son mandat s'articule autour de trois rôles principaux:

"... La Commission doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui réfère.

Elle est un AVISEUR auprès de la ministre sur les questions précises prévues par la loi: ses avis s'inspirent d'une vision large qui tient compte de l'environnement économique, social et culturel.

... Elle peut aussi faire au ministre des recommandations sur toute question relative à la conservation des biens culturels visés dans la loi et à la gestion des archives publiques et des archives privées.

Elle est un CONSEILLER sur toute autre question au sujet de laquelle les commissaires jugent à propos de transmettre des recommandations. À ce titre, elle est un partenaire privilégié de la Ministre et du Ministère.

... Elle peut recevoir et entendre des requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question visée par la Loi."

Elle est un AUDITEUR attentif; elle reçoit des informations, consulte, entend des individus et groupes... Elle établit ainsi dans le secteur qui est le sien le contact qui soit le plus direct possible entre le Gouvernement et la population.

(Article 7.6 de la Loi sur les biens culturels, chapitre B-4).

Composée de douze membres, dont un président et un vice-président à plein temps, la Commission se réunit en séance plénière au moins une fois par mois pour étudier les dossiers préparés par les services compétents du Ministère et pour formuler ses recommandations à la ministre.

Dans l'exercice de ses diverses fonctions, la Commission peut former des comités pour l'étude de questions de son ressort. Elle confie des mandats d'étude à cinq comités: comité d'audition, comité des avis, comité de conservation des biens mobiliers, comités de dation et comité des archives.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 01 - COMMISSION DES BIENS CULTURELS

2- Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Dans l'exercice de ses fonctions d'aviseur, de conseiller et d'auditeur, selon l'article 7.6 de la Loi sur les biens culturels, la Commission étudie annuellement environ six cents demandes d'avis. Répondre aux demandes d'avis de la ministre de la Culture constitue ainsi la première mission de la Commission. Cette activité d'étude, de recherche, d'analyse et de recommandation occupe au-delà des trois quarts du temps des membres de l'institution.

Une bonne partie des activités de la Commission consiste également à être un auditeur attentif des différents intervenants. Cette tâche est remplie par les auditions accordées aux individus ou groupes de requérants et par des consultations informelles menées auprès des dizaines d'organismes concernés par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

Quatre activités principales ont marqué les travaux de la Commission cette année:

Premièrement, la participation au Congrès ICOM qui s'est tenu à Québec en septembre et qui a réuni plus de 1 750 délégués venus de par le monde pour discuter de patrimoine muséologique. La Commission des biens culturels a profité de cet événement exceptionnel pour participer au Salon d'ICOM et y présenter son travail à travers les réalisations du Québec en terme de protection et d'identité. De plus, elle a publié un ouvrage Synthèse intitulé "Patrimoine muséologique au Québec" Repères chronologiques. L'ouvrage couvre la période de 1534 à 1992 et met en parallèle les faits et événements socioculturels et politiques et le développement de la muséologie québécoise. Un ouvrage de référence essentiel à la bonne compréhension de notre héritage muséologique.

Deuxièmement, la Commission a formé son comité scientifique pour la réalisation du troisième volume "Les chemins de la mémoire", qui sera consacré au patrimoine mobilier classé par l'État depuis 1922 jusqu'à nos jours. Avec les deux volumes précédents, ce troisième ouvrage complètera le triptyque du patrimoine ayant acquis un statut national.

Troisièmement, l'étude de l'attribution des statuts juridiques. La politique culturelle du Québec, adoptée en juin 1992, propose comme premier axe l'affirmation de l'identité culturelle québécoise par la valorisation de la langue française, par la valorisation de l'héritage culturel et par le dialogue des cultures. Préoccupée par la conservation de l'héritage culturel légué de génération en génération, la Commission des biens culturels du Québec a été particulièrement sensible aux mesures de la deuxième orientation de ce premier axe, celles qui touchent la valorisation de l'héritage culturel.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 01 - COMMISSION DES BIENS CULTURELS

2- Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993 (suite)

C'est dans ce cadre que la Commission des biens culturels a décidé d'entreprendre une réflexion sur deux points annoncés à ce chapitre, le réexamen de l'ensemble des biens déjà protégés par un statut légal et la révision des objectifs relatifs au classement des biens et objets patrimoniaux. En vertu de son mandat de conseiller à la ministre de la Culture, la Commission a présenté le résultat de ses travaux sur ces deux questions en recommandant la poursuite de deux objectifs principaux: l'identification et la protection.

Quatrièmement, la remise du premier Prix du patrimoine accordé dans le cadre des Grands prix du Québec est venue concrétiser une recommandation de la Commission des biens culturels. Désormais le Prix Gérard Morisset rendra hommage annuellement à une personnalité ayant oeuvré dans le domaine du patrimoine québécois.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 01 - COMMISSION DES BIENS CULTURELS

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	240,1	245,0	(4,9)	-2,0%
Fonctionnement - Autres dépenses	112,5	134,1	(21,6)	-16,1%
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	---	---	---	---
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	352,6	379,1	(26,5)	-7,0%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	5	5	0	0,0%
Effectifs totaux autorisés	5	5	0	0,0%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue : (soit 6,8 \$ 1993-1994 dont 3,9 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			2,9	
- Compression d'effectif :				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget	(4,8)			
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %	(4,8)	(9,6)		
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(2,4)			
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(3,0)	(5,4)		
- Réaménagement interne selon les besoins			7,2	
				(4,9)
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget	(4,6)			
. Compression 1993-1994 5,0 %	(6,7)	(11,3)		
- Ajustement du S.C.T. pour la récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)			(1,3)	
- Réaménagement interne selon les besoins			(9,0)	
				(21,6)

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEIL ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 01 - COMMISSION DES BIENS CULTURELS

4- Prospective 1993-1994

Dans un esprit de continuité et sensible aux mutations de son temps, la Commission prévoit la réalisation des activités spécifiques suivantes:

1. Rédaction des textes en vue de la publication du Tome III de Les chemins de la mémoire, consacré aux biens mobiliers classés et reconnus par l'État (tableaux, archives, sculptures, collections d'ethnologie, etc.). Un comité scientifique a été créé à cette fin et est au travail en collaboration avec les spécialistes du ministère de la Culture et des partenaires spécialisés en ce domaine;
2. continuer la rédaction en vue de la publication de l'histoire de la Commission des biens culturels 1922-1992;
3. participer aux congrès, colloques et conférences tenus par divers organismes du patrimoine et entendre les divers partenaires du secteur;
4. participer, à titre conseil, aux discussions entourant la mise en forme de la politique culturelle dans les questions relatives au patrimoine, à la muséologie et à l'architecture.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 02 - BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

1. Description de la mission (mandat)

La Bibliothèque nationale du Québec a pour fonctions de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois publié et tout document qui s'y rattache et qui présente un intérêt culturel. Elle a également pour fonctions de rassembler, de conserver et de diffuser les documents relatifs au Québec et publiés à l'extérieur du Québec.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 02 - BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

La Bibliothèque nationale du Québec a amorcé la mise en application du dépôt légal élargi aux nouveaux supports: estampes, affiches, reproduction d'oeuvres d'art, cartes postales, enregistrements sonores, logiciels et microéditions.

Dans le cadre de l'informatisation de ses opérations, la Bibliothèque a poursuivi l'implantation de son système de gestion intégré: mise en place des modules d'interrogation en ligne à l'intérieur, permettant aux employés d'être reliés à la base de données par terminal; implantation des modules des publications en série, des acquisitions et du dépôt légal.

La Bibliothèque a désigné des titulaires aux directions de la conservation, de la référence et de l'analyse documentaire. Elle a aussi adopté une politique d'immobilisation.

Une entente a été signée avec les directeurs des bibliothèques universitaires concernant l'entreposage en commun, dans le cadre de la construction de l'édifice de conservation de la Bibliothèque. Par ailleurs, la Bibliothèque a signé une entente de coopération avec la Bibliothèque nationale de Russie.

Une activité grand public, appelée grande collecte, a été réalisée afin de faire connaître la Bibliothèque.

Dans le cadre de ses opérations régulières, la Bibliothèque aura traité environ 18 200 titres de documents et créé environ 11 100 notices d'autorités. Elle aura accueilli environ 27 600 usagers dans ses salles de lecture et répondu à environ 32 400 demandes de renseignements. On aura consulté environ 136 200 documents à la Bibliothèque, et le prêt entre bibliothèques aura permis la consultation d'environ 11 100 documents.

La Bibliothèque a publié la Bibliographie du Québec, la Bibliographie du Québec 1861-1967, t. 24, les Statistiques de l'édition au Québec en 1991, le Répertoire des numéros ISBN des éditeurs francophones canadiens, le Cadre de classement des publications gouvernementales du Québec, le bulletin À rayons ouverts, le Répertoire numérique du fonds Yves-Thériault, le Guide de l'employé, les Actes du colloque de la CRÉPUQ (trois titres), le Rapport annuel de la Bibliothèque, le Guide de l'utilisateur, le Catalogue des fonds d'archives privées, le Programme d'aide aux employés, le Répertoire des livres d'artistes du Québec 1981-1990, le Québec français: imprimés en français du Québec 1764-1990 à la British Library: catalogue (en coédition).

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 02 - BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU QUÉBEC

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	9 947,9	10 199,4	(251,5)	-2,5%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	9 947,9	10 199,4	(251,5)	-2,5%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations				
TRANSFERT				
- Indexation reçue : (soit 165,0 \$ 1993-1994 dont 76,4 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			88,6	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(54,2)			
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(19,4)		(73,6)	
- Compressions :				
. Compression récurrente 1992-1993 suite au Discours du budget	(297,3)			
. Compression 1993-1994	(189,2)		(486,5)	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Contribution de l'employeur	343,6			
. Loyers de la SIQ	(123,6)		220,0	
				(251,5)

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 02 - BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

4. Prospective 1993-1994

La mise en application du dépôt légal élargi sera complétée: les niveaux de traitement seront précisés et la majeure partie des documents nouvellement soumis au dépôt légal seront intégrés aux collections. Une entente sera signée avec SDM et l'ADISQ concernant respectivement le dépôt légal des logiciels et celui des phonogrammes.

Le module d'accès en ligne aux usagers de l'extérieur, par le réseau Internet, sera implanté, de même que le module de circulation et d'inventaire des documents. Une politique de gestion d'un centre serveur donnant accès à la base de données de la Bibliothèque sera élaborée; un plan de développement visant à la mise en place d'un système de gestion d'images, la production d'un CD-ROM et le transfert technologique de l'informatisation vers les utilisateurs sera réalisé.

Les titulaires des postes d'adjoint au directeur-général et de directeurs de l'administration et du traitement bibliographique seront désignés. Des politiques de référence et de gestion des ressources humaines seront préparées et adoptées; une session de formation en gestion des ressources humaines sera tenue à l'intention des cadres de la Bibliothèque.

Un stage de formation en conservation aura lieu à la Bibliothèque nationale de Russie, dans le cadre de l'entente de coopération. Une entente concernant la photocopie de documents québécois sera signée avec la British Library.

La Bibliothèque publiera un répertoire des bibliothèques nationales des pays francophones.

Dans le cadre de ses activités régulières, la Bibliothèque assurera le traitement, la conservation et la diffusion de tous les documents acquis par dépôt légal, achat, don et échange.

La Bibliothèque publiera la Bibliographie du Québec, la Bibliographie du Québec 1861-1967, t. 24, les Statistiques de l'édition au Québec en 1992, le Répertoire des numéros ISBN des éditeurs francophones canadiens, le Cadre de classement des publications gouvernementales du Québec, le bulletin À rayons ouverts, des inventaires de fonds d'archives privées, le Rapport annuel de la Bibliothèque, le Répertoire annuel des livres d'artistes du Québec 1992, 25 ans d'édition au Québec, le Québec français: imprimés en français du Québec 1764-1990 à la British Library: catalogue t. 2 (en coédition), ainsi que d'autres publications dont les titres seront précisés dans les prochains mois.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 03 - RÉGIE DU CINÉMA

1- Description de la mission (mandat)

La Régie du cinéma est un organisme administratif institué en vertu de l'article 123 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., C. C-18.1). Elle est constituée de trois membres, dont un président, nommés par le gouvernement. Elle exerce un mandat de surveillance et de contrôle du cinéma et, à cette double fin, la Régie assume les fonctions suivantes:

- le classement, selon l'âge des spectateurs auxquels il s'adresse, de tout film destiné à une présentation en public ou à faire l'objet d'un commerce au détail en vue d'un visionnement en privé;
- la délivrance de permis aux distributeurs, aux exploitants de salles de cinéma de même qu'aux commerçants au détail de matériel vidéo;
- le contrôle des droits de distribution des oeuvres cinématographiques en vue d'assurer le respect des droits d'auteur à l'occasion de leur présentation en public ou de leur commercialisation sur support vidéo ou autre support similaire.

La Régie exerce enfin des pouvoirs d'enquête et d'inspection afin de contrôler l'observance de la Loi dans les établissements qui sont régis par celle-ci soit, les lieux de présentation de films en public et les commerces au détail de matériel vidéo.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 03 - RÉGIE DU CINÉMA

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

L'entrée en vigueur, pour la présentation de films en public, le 1er avril 1992, des nouvelles catégories d'âges pour le classement des films par la Régie (visa général; 13 ans et plus; 16 ans et plus; 18 ans et plus) s'est faite sans susciter de difficultés particulières, tant au plan de l'application que de la réaction du public, et ce, grâce, sans doute, à la stratégie de communication mise en oeuvre par la Régie pour accompagner cette mise en application. Après un an à peine, on peut dire que les nouveaux classements sont entrés dans les moeurs.

Il en est de même pour ce qui a trait à l'obligation du classement, jusque là réservée aux seuls films destinés à être présentés en public, qui, à compter du 15 juin 1992, a été étendue aux films destinés au commerce au détail sur support vidéo ou support similaire, en vue d'un visionnement en privé dans les foyers. Les commerçants et la clientèle se sont vite adaptés à la nouvelle situation, sans difficultés apparentes. Pour la Régie, ce mandat additionnel relatif au classement des films a résulté en une augmentation de 136% dans le nombre de films qui ont fait l'objet d'un examen en vue de leur classement. Ainsi, 5 991 films ont été classés en 1992-1993 par rapport à 2 536 en 1991-1992. Parmi les films classés au cours du dernier exercice, 3 559 (59%) étaient destinés au commerce au détail alors que 2 432 (41%) étaient destinés à une exploitation en salles.

Dans l'exercice de son mandat au cours de l'année 1992-1993, la Régie a produit les résultats suivants:

- 5 991 films classés par catégories d'âges dont
 - . 4 517 films de long métrage;
 - . 1 083 films de court métrage, et
 - . 391 films-annonces;
- 15 875 visas émis attestant le classement attribué au film pour autant de copies de films destinés à la projection dans un lieu public;
- 1 350 nouveaux permis ont été délivrés;
- 4 050 permis ont été renouvelés;
- 12 380 certificats ont été délivrés attestant le dépôt à la Régie de l'entente de distribution de matériel vidéo, pour autant de films;
- 3,8 millions d'attestations de la délivrance du certificat de dépôt ont été délivrées pour autant de vidéocassettes ou vidéo-disques destinés au commerce au détail;
- 12 900 inspections ont été menées dans des lieux de présentation de films en public et dans des commerces au détail de matériel vidéo qui ont permis de constater 468 infractions à la Loi sur le cinéma; 385 situations de non-conformité ont été corrigées sur simple AVIS alors que 83 dossiers ont été transmis au ministère de la Justice en vue de poursuites pénales.

Le total des revenus perçus par la Régie en vertu de la Loi sur le cinéma atteindra 3,1 M\$ en 1992-1993 alors que les dépenses de fonctionnement imputées au budget de la Régie sont de l'ordre de 3,4 M\$.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 03 - RÉGIE DU CINÉMA

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	2 554,1	2 503,7	50,4	2,0%
Fonctionnement - Autres dépenses	748,4	911,5	(163,1)	-17,9%
Capital - Autres dépenses	40,3	39,5	0,8	2,0%
Transfert	---	---	---	---
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	3 342,8	3 454,7	(111,9)	-3,2%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	
			Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	60	63	(3)	-4,8%
Effectifs totaux autorisés	61	64	(3)	-4,7%

Explication des variations				
FONCTIONNEMENT - PERSONNEL				
- Indexation reçue : (soit 67,4 \$ 1993-1994 dont 28,5 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			38,9	
- Compression d'effectif :				
. Compression d'effectif 1992-1993 2 % suite au Discours du budget		(49,5)		
. Compression d'effectif 1993-1994 2 %		(49,4)	(98,9)	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale		(25,9)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres		(10,2)	(36,1)	
- Réaménagement interne selon les besoins			146,5	
				50,4
				=====
FONCTIONNEMENT - AUTRES DÉPENSES				
- Compressions :				
. Compression 1992-1993 3,5 % suite au Discours du budget		(31,4)		
. Compression 1993-1994 5,0 %		(45,3)	(76,7)	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Récupération anticipée des économies générées par la T.V.Q. (trois mois)		(5,9)		
. Crédits non-récurrents relatifs à la Loi sur le cinéma		(80,5)	(86,4)	
				(163,1)
				=====

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 03 - RÉGIE DU CINÉMA

3. Budgets et effectifs			
Explication des variations (suite)			
CAPITAL			
- Indexation reçue		0,8	

			0,8
			=====
EFFECTIFS			
- Compression d'effectif :			
. Compression d'effectif 1992-1993 2 %			
suite au Discours du budget	(1)		
. Compression initiale 1993-1994 2 %	(1)		
. Compression additionnelle 1993-1994 2 %	(1)	(3)	

			(3)
			=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 03 - RÉGIE DU CINÉMA

4. Prospective 1993-1994

Bien que le domaine de la télédiffusion échappe à son mandat spécifique, avec l'accord de la ministre de la Culture, la Régie a déjà entrepris de sensibiliser les entreprises de télédiffusion au Québec au système de classement des films par catégories d'âges dont elle est chargée de faire l'application dans le cadre de la présentation des films en public et dans celui de leur commercialisation sur support vidéo en vue d'un visionnement en privé. Afin de promouvoir une plus grande cohérence dans la façon avec laquelle on encadre la diffusion des films dans les différentes fenêtres existantes, la Régie a proposé à ces entreprises d'utiliser le même système de classement pour la programmation des films dans la grille-horaire et pour l'information des téléspectateurs.

Déjà Super-Écran utilise le système de classement des films de la Régie depuis quelques mois et le Groupe TVA - Télé-Métropole a donné son accord en vue de son utilisation prochaine. Le Réseau Quatre-Saisons, pour sa part, étudie la possibilité de faire de même prochainement.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 04 - MUSÉES NATIONAUX

1. Description de la mission (mandat)

Cet élément de programme regroupe les activités relatives à la Loi sur les musées nationaux en vertu de laquelle sont institués en sociétés d'État le Musée du Québec, le Musée d'Art contemporain de Montréal et le Musée de la Civilisation. S'ajoute à cet élément de programme, le Musée des beaux-arts de Montréal qui est une corporation constituée par la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal.

Le Musée du Québec a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée d'Art contemporain de Montréal a pour mandat de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée de la Civilisation a pour mission de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, notamment les cultures matérielle et sociale des occupants du territoire québécois et celles qui les ont enrichies; d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de notre civilisation; d'assurer une présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques.

Le Musée des beaux-arts de Montréal a pour fonctions d'encourager les arts plastiques, de diffuser les connaissances artistiques, d'acquérir, de conserver, de collectionner, de mettre en valeur et d'exposer des oeuvres d'art.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 04 - MUSÉES NATIONAUX

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Musée du Québec

L'année qui se termine en fut une de consolidation des activités tant muséales qu'administratives puisqu'elle constituait la première année complète suivant la réouverture du Musée.

Deux expositions en particulier ont bénéficié de la faveur populaire. Il s'agit de L'Effet Lemieux, une rétrospective de l'oeuvre de Jean Paul Lemieux et Toulouse-Lautrec en provenance du San Diego Museum of Arts.

Par ses expositions, le Musée a augmenté sensiblement sa fréquentation.

Musée d'Art contemporain de Montréal

Le Musée d'Art contemporain de Montréal (MACM), après plusieurs années de travaux et une année intense de préparation, a ouvert ses portes le 30 mai 1992. Près de 25 000 visiteurs ont visité le Musée au cours des dix (10) jours entourant l'ouverture. Le MACM opère depuis au centre-ville de Montréal dans un tout nouveau contexte physique et humain. Au terme de l'exercice financier 1992-1993, il aura à toutes fins utiles parachever le déménagement de ses collections qui se sont enrichies de façon spectaculaire par l'acquisition de la Collection Lavallin et pour environ un million de dollars de dons d'oeuvres. Sur un autre plan, la campagne de levée de fonds a été lancée et est en voie d'atteindre les objectifs, malgré le contexte économique difficile.

Musée de la Civilisation

Le succès du Musée ne s'est pas démenti en 1992-1993 tant au niveau de l'achalandage que de la diversité de ses activités. Soulignons particulièrement le succès de certaines expositions: "Mi-vrai, mi-faux", "Nomades", "La saga Viking".

Il a contribué avec un succès égal à développer et réaliser de nombreuses activités éducatives et culturelles. Il a aussi multiplié les occasions de créer des liens avec plusieurs partenaires par sa participation à de nombreux événements dont ICOM 1992.

Au moment d'entreprendre sa cinquième année d'exploitation, le Musée a cru bon de faire le point et s'interroger sur son avenir par la préparation et la présentation de son plan directeur 1992-1995.

Cette année a été également marquée par un effort accru dans la recherche de revenus autonomes. Les efforts ont été couronnés de succès particulièrement dans le domaine de la commandite.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 04 - MUSÉES NATIONAUX

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993 (suite)

Musée des beaux-arts de Montréal

Placées sous le signe d'une intensification des collaborations tant nationales qu'internationales, les expositions temporaires du Musée ont été nombreuses. En voici quelques unes: Le génie du sculpteur dans l'oeuvre de Michel-Ange, Pop Art, La peinture au Québec 1820-1850, Nouveaux regards, nouvelles perspectives, Grand siècle, Peintures françaises, Un art de vivre: le meuble de goût à l'époque victorienne au Québec, Corps crucifiés. D'autres comme Nouveau parcours de l'art canadien 1780-1960 ont permis au public de redécouvrir les collections permanentes de l'institution. Près de 500 000 visiteurs ont participé aux activités et fréquenté les manifestations du Musée.

Les activités du Musée ont reçu plusieurs témoignages d'appréciation. L'Association des musées canadiens a décerné un prix d'excellence, pour la présentation, à l'exposition Spectre de couleurs montée par le Carrefour éducatif. La Société des relationnistes du Québec a reconnu la manifestation 36 heures, portes ouvertes par la remise d'un prix d'excellence. De plus, lors du gala Gutenberg, l'imprimerie Litho Acme a reçu le grand prix pour la qualité de la jaquette du catalogue et de l'affiche de Les années 20: l'âge des métropoles. Trois autres publications ont été primées.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 04 - MUSÉES NATIONAUX

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	51 527,5	55 137,2	(3 609,7)	-6,5%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	51 527,5	55 137,2	(3 609,7)	-6,5%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations				
TRANSFERT				
- Indexation reçue : (soit 636,8 \$ 1993-1994 dont 288,9 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			347,9	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(209,9)			
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(56,9)		(266,8)	

- Compressions :				
. Compression récurrente 1992-1993 suite au Discours du budget	(1 475,0)			
. Compression 1993-1994	(3 165,0)		(4 640,0)	

- Ajustements du S.C.T. :				
. Contribution de l'employeur	852,7			
. Expositions permanentes	426,5			
. Cité du Havre	(330,0)		949,2	
	-----		-----	
				(3 609,7)
				=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 04 - MUSÉES NATIONAUX

4. Prospective 1993-1994

Musée du Québec

Au cours du prochain exercice, le Musée soulignera de façon particulière son 60^e anniversaire.

En plus de préparer une nouvelle présentation de sa collection permanente pour 1994, le Musée offrira à ses visiteurs trois expositions importantes: Adrien Hébert, Alfred Pellan en collaboration avec le Musée d'Art contemporain de Montréal, et Pierre Ayot.

De plus, deux expositions produites par le Musée du Québec circuleront dans les musées régionaux alors que celle de L'Effet Lemieux sera vue dans d'autres villes canadiennes.

Des objectifs stratégiques seront définis pour les cinq prochaines années. Une réforme administrative sera amorcée. Le réseau informatique interne sera parachevé. Enfin, il y aura mise en action de la Fondation du Musée dont l'objectif principal est l'enrichissement des collections.

Musée d'Art contemporain de Montréal

L'année 1993-1994 sera pour le MACM une première année complète et régulière dans ses nouveaux locaux du centre-ville. Après plusieurs années exceptionnelles, compte tenu du contexte d'ouverture et du déménagement, cette normalisation permettra au Musée de consacrer l'essentiel de ses ressources - même réduites - aux activités propres liées à son mandat. Une douzaine d'expositions sont prévues, dont l'importante exposition sur Pellan coproduite avec le Musée du Québec; s'ajoute le programme d'expositions itinérantes. L'ensemble de cette programmation devrait permettre au Musée d'assurer son positionnement sur la scène tant montréalaise, nationale qu'internationale.

Musée de la Civilisation

Le Musée poursuivra ses activités de mise en place d'expositions et des activités éducatives et culturelles mais à un rythme nettement réduit. Parmi les principales expositions qui seront présentées, notons: "Auto-portrait", "Masques et mascarade" et "Un art de vivre: le meuble de goût à l'époque victorienne au Québec" produite en collaboration avec le Musée des beaux-arts de Montréal.

La prochaine année sera donc caractérisée par une rationalisation des dépenses et une recherche accrue de nouvelles formes de financement.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 04 - MUSÉES NATIONAUX

4. Prospective 1993-1994 (suite)

Musée des beaux-arts de Montréal

En plus de la présentation des collections permanentes, le Musée offrira des activités notamment dans les secteurs de l'éducation, de l'animation et de la préparation d'expositions itinérantes.

Au programme des présentations temporaires en 1993-1994, on trouve des manifestations telles que Jean-Paul Lemieux, collaboration du Musée du Québec, L'Art prend l'air, mise en oeuvre par l'Institut Goethe d'Osaka, Design 1935-1965: ce qui fut moderne, en collaboration avec le Musée des Arts décoratifs de Montréal.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 05 - SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET
SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

1. Description de la mission (mandat)

Cet élément de programme concerne les activités relatives à la Société d'État constituée en vertu de la Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal. En plus d'administrer les immeubles désignés, la Société a le mandat de présenter, monter et produire des spectacles.

De plus, cet élément de programme concerne également les activités relatives à la Société d'État constituée en vertu de la Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec. En plus d'administrer les immeubles désignés, la Société a le mandat de présenter, monter et produire des spectacles.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 05 - SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET
SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Société de la Place des Arts de Montréal

- Terminaison des travaux de construction de parachèvement du quadrilatère et mise en place des accessoires de finition requis pour l'esplanade et le hall des pas perdus;
- terminaison de la décoration du foyer de la Cinquième salle et réalisation de certains travaux d'ajustements requis suite à l'utilisation de ce théâtre;
- début des travaux de réfection à l'intérieur et dans les foyers de la Salle Wilfrid-Pelletier; travaux qui pourront se répartir sur une période de deux ans;
- remplacement du mécanisme de levage des murs de la conque d'orchestre de la Salle Wilfrid-Pelletier par un système hydraulique beaucoup plus fiable et sécuritaire;
- dépôt du plan de développement de l'Amphithéâtre de Lanaudière;
- dépôt du plan de redressement financier de la Place des Arts;
- inauguration du Centre Info-Arts Bell;
- inauguration de la nouvelle Boutique de la Place des Arts;
- présentation du spectacle La légende de Jimmy;
- mise à pied d'un nouveau programme de visites guidées à la Place des Arts;
- production du dépliant soulignant la fin des travaux du quadrilatère;
- inauguration officielle de la "nouvelle" Place des Arts;
- rénovation du Théâtre du Café de la Place (réaménagement scénographique);
- présentation, pour une deuxième année consécutive, du spectacle Phantom of the Opera;
- visite par le Directeur général et le nouveau Président du conseil d'administration de la Place des Arts de tous les présidents de conseil et directeurs généraux des organismes résidents.

Société du Grand Théâtre de Québec

Programmation

La Société a suscité et réalisé plusieurs projets de coprésentation avec divers partenaires du domaine artistique dans le but de minimiser ses risques de présentation et dans le but d'offrir des spectacles et événements d'envergure.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 05 - SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET
SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Société du Grand Théâtre de Québec (suite)

Gestion

- Rationalisation des secteurs costumier, billetterie et marionnettes;
- maintien de ses tarifs de location de salles pour une huitième année consécutive;
- équilibre budgétaire anticipé au 31 août 1993.

Immobilisations

- Achèvement des travaux relatifs à l'immeuble: étanchéité des trottoirs (phase II), réfection de la toiture à la salle Louis-Fréchette, réfection du système d'évacuation de fumée et ajout de fauteuils à la salle Louis-Fréchette;
- différents autres travaux de maintien des actifs tels que les contrôles hydrauliques et électriques pour les services scéniques et des travaux de réfection dans la section réservée au Conservatoire.

Arts visuels

- En collaboration avec le Musée du Québec, des expositions d'oeuvres d'art ont été préparées à la galerie du Grand Théâtre.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT
 ÉLÉMENT : 05 - SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET
 SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	6 868,5	6 931,4	(62,9)	-0,9%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	6 868,5	6 931,4	(62,9)	-0,9%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations				
TRANSFERT				
- Indexation reçue : (soit 88,3 \$ 1993-1994 dont 41,0 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			47,3	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(29,1)			
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(5,8)		(34,9)	

- Compressions :				
. Compression récurrente 1992-1993 suite au Discours du budget	(252,2)			
. Compression 1993-1994	(230,9)		(483,1)	

- Ajustements du S.C.T. :				
. Amphithéâtre de Lanaudière	(92,6)			
. Stationnement de Place des arts	500,4		407,8	

				(62,9)
				=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 05 - SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET
SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

4. Prospective 1993-1994

Société de la Place des Arts de Montréal

- La Place des Arts fêtera son trentième anniversaire;
- développer une programmation du quadrilatère extérieur;
- développer le rôle de producteur de la Place des Arts au Québec et faciliter la venue à la Place des Arts de productions régionales;
- développer la mission touristique de la Place des Arts et s'intégrer à ce réseau;
- consolider la position du centre culturel intégré situé au coeur de Montréal;
- mettre en oeuvre, selon les directives du Ministère, le plan de développement de Lanaudière;
- mettre en place le réseau Admission à la Place des Arts;
- consolider les opérations de restauration à la Place des Arts;
- développer de nouvelles sources de revenus;
- poursuivre les travaux de réfection à l'intérieur et dans les foyers de la Salle Wilfrid-Pelletier.

Société du Grand Théâtre de Québec

Institution

- Stimuler la fréquentation de ses salles;
- devenir plus concurrentiel afin de demeurer le lieu privilégié pour la diffusion des arts de la scène;
- renforcer le soutien aux clients utilisateurs;

Programmation

- Enrichir et poursuivre la diversification de la grille de programmation, poursuivre l'exploitation de nouveaux créneaux pour attirer une nouvelle clientèle et pour maximiser l'utilisation des deux salles et des équipements du Grand Théâtre de Québec;
- poursuivre le partenariat avec les organismes culturels de Québec et du Québec;
- consolider son réseau et son partenariat avec les organismes artistiques;
- poursuivre la concertation amorcée avec la Place des Arts, le Centre national des Arts et les autres grandes institutions des arts de la scène;

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 05 - SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET
SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

4. Prospective 1993-1994 (suite)

Société du Grand Théâtre de Québec (suite)

Programmation (suite)

- poursuivre le partenariat avec le Musée du Québec et offrir au moins deux expositions majeures;
- soutien des résidents.

Gestion

- Maintien de ses tarifs de location de salles pour une 9^e année consécutive;
- réduction des coûts d'opération;
- optimisation des ressources humaines et matérielles;
- diversification des ressources financières.

Immobilisations

- Réalisation du plan du maintien des actifs 1992-1993 de la Société;
- élaboration du plan du maintien des actifs 1993-1994.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 06 - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES

1. Description de la mission (mandat)

Cet élément de programme concerne les activités découlant de la Loi sur la Société générale des industries culturelles.

La SOGIC est une institution financière de développement spécialisée dans le domaine des industries de la culture, des communications et du patrimoine. Les interventions de la SOGIC prennent la forme de prêt, garantie de prêt ou participation au capital-actions dans des entreprises oeuvrant dans les domaines de sa juridiction.

Plus spécifiquement, la Société a pour mandat:

- a) de favoriser la création et le développement des entreprises oeuvrant dans les domaines des industries culturelles (arts d'interprétation, audiovisuel, disque, livre, métiers d'art et arts visuels), des médias (médias écrits, radio, télédistribution, télévision), des technologies de l'information (logiciel et télécommunication) et autres domaines déterminés par le gouvernement;
- b) de contribuer à accroître la qualité, l'authenticité et la compétitivité des produits de ces entreprises et d'en assurer la diffusion;
- c) avec l'autorisation du gouvernement, acquérir, restaurer, rénover, gérer ou exploiter des immeubles du patrimoine.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 06 - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES

2. Rétrospective des activités réalisées en 1991-1992

La SOGIC a appliqué la politique financière de son plan de développement et son plan d'aide en matière de soutien au cinéma. Elle a également poursuivi ses activités en matière de promotion et d'exportation des produits culturels à l'étranger.

Elle a continué des interventions dans le domaine du patrimoine immobilier suite à la cession des 47 immeubles dont ceux de la Place Royale.

On peut par ailleurs souligner que la SOGIC est intervenue dans différents secteurs des industries culturelles, notamment:

- par son plan d'aide au secteur privé du cinéma, lequel comportait un programme pour favoriser les jeunes créateurs dans le secteur du cinéma et de la télévision;
- par des interventions auprès des industries culturelles, des industries des communications et dans le secteur du patrimoine immobilier conformément à son plan de développement;
- par la promotion des exportations des produits culturels.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 06 - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES

3. Budgets et effectifs

Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	3 734,0	3 856,9	(122,9)	-3,2%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	3 734,0	3 856,9	(122,9)	-3,2%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations

TRANSFERT

- Indexation reçue :			
(soit 39,7 \$ 1993-1994 dont 17,7 \$			22,0
convention collective 1992-1993 et inclut			
dans le comparatif 1992-1993)			
- Ajustements du S.C.T. :			
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(12,9)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni	(8,3)		
au rendement prévu pour les cadres	-----	(21,2)	
- Compressions :			
. Compression récurrente 1992-1993	(26,1)		
suite au Discours du budget			
. Compression 1993-1994	(247,7)	(273,8)	

- Ajustement du S.C.T. de la contribution de l'employeur		150,1	

			(122,9)
			=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 06 - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES

4. Prospective 1993-1994

En 1993-1994, la SOGIC poursuivra ses activités de financement selon le cadre défini dans son plan de développement et interviendra à nouveau pour assurer la promotion des exportations des produits culturels. En ce qui concerne les fonds d'aide au secteur privé du cinéma, la SOGIC adaptera ses programmes en fonction de besoins de chacun de ses domaines d'intervention (création, production, distribution et diffusion).

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 07 - COMMISSION DE RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS
D'ARTISTES

1. Description de la mission (mandat)

La Commission a été instituée par la Loi sur le Statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

Les fonctions et pouvoirs de la Commission de reconnaissance définis aux articles 41, 42, et 43 circonscrivent les quatre grandes missions de la Commission:

- reconnaissance des associations d'artistes;
- encadrement des relations de travail: relations entre les parties, médiation et arbitrage;
- surveillance et inspection;
- recherche, planification et communications.

Pour assurer ces missions, le projet de loi prévoit la nomination par le gouvernement d'un président à plein temps, d'un vice-président et d'une troisième personne.

La Commission est aussi responsable de l'application des dispositions de la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et sur leurs contrats de diffuseurs.

Depuis le 1er décembre 1989, il appartient à la Commission de reconnaissance des associations d'artistes à représenter les artistes professionnels dans ces domaines.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 07 - COMMISSION DE RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS
D'ARTISTES

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

La Commission a reconnu les associations d'artistes suivantes:

- L'Association québécoise des auteurs dramatiques (A.Q.A.D.) pour tous les traducteurs oeuvrant dans le domaine du théâtre, du théâtre lyrique et qui traduisent en français une pièce de théâtre ou un livret et les adaptateurs oeuvrant dans le même domaine (R.A.A.V.).
- Le Regroupement des artistes en arts visuels du Québec pour représenter tous les artistes professionnels oeuvrant dans le domaine des arts visuels du Québec;
- L'Union des artistes (UDA) pour représenter les artistes interprètes dans certains secteurs.

Suite aux demandes de reconnaissances visant le même secteur de négociation soumises par l'Association des professionnels et professionnelles de la vidéo du Québec (APVQ) et par le Syndicat des techniciennes et techniciens du cinéma et de la vidéo du Québec (SCTQ), un référendum sera tenu pour déterminer l'association représentative.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 07 - COMMISSION DE RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS D'ARTISTES

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	442,7	442,4	0,3	0,1%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	442,7	442,4	0,3	0,1%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations				
TRANSFERT				
- Indexation reçue : (soit 9,3 \$ 1993-1994 dont 4,2 \$ pour convention collective 1992-1993 et inclut dans le comparatif 1992-1993)			5,1	
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(3,1)			
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(1,1)	-----	(4,2)	
- Compressions :				
. Compression récurrente 1992-1993 suite au Discours du budget	(16,5)			
. Compression 1993-1994	(11,0)	-----	(27,5)	
- Ajustement du S.C.T. pour la contribution de l'employeur			6,8	
- Réaménagement interne selon les besoins			20,1	

				0,3
				=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 07 - COMMISSION DE RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS
D'ARTISTES

4. Prospective 1993-1994

Plusieurs ententes collectives déposées en vertu des dispositions transitoires de la Loi sur le statut de l'artiste étant échues et en voie de négociation, la Commission est susceptible d'être appelée à jouer son rôle d'arbitre de différends des parties qui lui soumettraient une demande conjointe à cet effet.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEIL ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 08 - SERVICE DE DETTE ET MAINTIEN DES ACTIFS

<p>1. Description de la mission (mandat)</p>
<p>Prévoir les sommes nécessaires pour rembourser le capital et les intérêts dus annuellement pour les projets financés à long terme et les coûts de financement temporaire relatifs aux enveloppes autorisés pour le maintien des actifs.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 08 - SERVICE DE DETTE ET MAINTIEN DES ACTIFS

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

Durant l'exercice financier 1992-1993, le Ministère a procédé, comme par les années passées, aux paiements du capital et des intérêts des emprunts effectués au cours des exercices financiers antérieurs pour les organismes suivants: Musée du Québec, Musée de la Civilisation, Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec.

Le Ministère a aussi procédé au remboursement des intérêts pour le financement temporaire dans le cadre des projets autorisés de maintien des actifs.

De plus, il a payé les intérêts non capitalisés pour les projets terminés en attente de financement permanent du Musée de la civilisation et la SOGIC.

En juin 1992, le gouvernement a autorisé le Musée d'Art contemporain à emprunter du ministre des Finances, en sa qualité de gestionnaire du Fonds de financement, afin de lui permettre d'acquérir les oeuvres de la Collection Lavallin.

Au cours de cet exercice, les travaux d'aménagements intérieurs et extérieurs sur le site de la Place des Arts se sont finalisés.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 08 - SERVICE DE DETTE

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	36 642,3	41 878,9	(5 236,6)	-12,5%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	36 642,3	41 878,9	(5 236,6)	-12,5%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations	
TRANSFERT	
- Ajustement technique	(5 529,9)
- Réaménagement en provenance du PR. 02-05 (Amphithéâtre de Lanaudière)	293,3

	(5 236,6)
	=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 04 - ORGANISMES-CONSEIL ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT : 08 - SERVICE DE DETTE ET MAINTIEN DES ACTIFS

4. Prospective 1993-1994

Nous verrons à la poursuite des travaux de réfection des édifices du parc immobilier du Ministère cédés à la SOGIC.

De plus, il faut mentionner que les crédits alloués pour 1993-1994 s'élèvent à 36 642 300 \$, ce qui fait une diminution de 4 983 262 \$ par rapport à l'exercice précédent. Cet écart s'explique par le fait qu'un montant additionnel de 8 000 000 \$ a dû être versé en 1992-1993 en capital pour l'émission d'obligations du 16 février 1988 de la Société de la Place des Arts. De plus, des versements en capital sur les emprunts à long terme sont nécessaires en 1993-1994, particulièrement pour le Musée du Québec et le Musée d'Art contemporain à la suite des emprunts à long terme contractés en 1992-1993.

<u>ORGANISMES</u>	<u>DÉPENSES RÉELLES</u> <u>1992-1993</u>	<u>CRÉDITS VOTÉS</u> <u>1993-1994</u>	<u>ÉCARTS</u>
Crédits permanents			
PLACE DES ARTS	22 243 662 \$	14 634 800 \$	7 608 862 \$
Sous-total:	22 243 662 \$	14 634 800 \$	(7 608 862 \$)
Crédits votés			
MUSÉE DU QUÉBEC	2 566 967 \$	4 691 300 \$	2 124 333 \$
GRAND THÉÂTRE	862 501 \$	943 200 \$	80 699 \$
MUSÉE DE LA CIVILISATION	8 694 901 \$	8 090 700 \$	(604 201 \$)
SOGIC	44 700 \$	317 200 \$	272 500 \$
MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN	133 034 \$	1 294 600 \$	1 161 566 \$
MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL	6 298 000 \$	6 281 600 \$	(16 400 \$)
MAINTIEN DES ACTIFS	781 797 \$	388 900 \$	(392 897 \$)
Sous-total:	19 381 900 \$	22 007 500 \$	2 625 600 \$
GRAND TOTAL:	41 625 562 \$	36 642 300 \$	(4 983 262 \$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

ÉLÉMENT :

1. Description de la mission (mandat)

Le Conseil des arts et des lettres du Québec a pour objet principal de soutenir dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production dans les domaines de sa compétence et d'en favoriser le rayonnement au Québec et dans le respect de la politique québécoise en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celles en matière d'affaires internationales, au Canada et à l'étranger ainsi que le perfectionnement des artistes dans les domaines de sa compétence.

Ses domaines de compétence sont les arts visuels, les métiers d'art, la littérature, les arts d'interprétation, les arts multidisciplinaires et multimédias, les arts médiatiques et la recherche architecturale.

Une règle générale d'admissibilité aux programmes du Conseil est prévue et restreinte aux seules personnes physiques et aux organismes à but non lucratif.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

ÉLÉMENT :

2. Rétrospective des activités réalisées en 1992-1993

La Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec a été sanctionnée le 22 décembre 1992.

L'article 50 de la loi prévoit qu'elle entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

Il est prévu que l'entrée en vigueur de la loi se fera en deux étapes, soit les articles qui concernent la constitution et l'organisation du Conseil qui entreront en vigueur en même temps que la nomination des membres du conseil d'administration et le président-directeur général et les articles qui correspondent aux objectifs et pouvoirs du Conseil qui entreront en vigueur ultérieurement.

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

3. Budgets'et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	---
Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	---
Capital - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	---
Transfert	38 682,2	35 136,8	3 545,4	10,1%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	0,0	0,0	---	---
T O T A L	38 682,2	35 136,8	3 545,4	10,1%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	0	0	0	ERR
Effectifs totaux autorisés	0	0	0	ERR

Explication des variations				
TRANSFERT				
- Ajustements du S.C.T. :				
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(4,0)			
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(7,9)		(11,9)	

- Réaménagement interne des crédits additionnels obtenus au PR. 02-04 pour la gestion du Conseil des arts et des lettres			1 000,0	
- Réaménagement interne des crédits additionnels obtenus au PR. 02-04 pour la politique culturelle			2 557,3	

				3 545,4
				=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

ÉLÉMENT : 01 - FONCTIONNEMENT - CALQ

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	1 338,1	350,0	988,1	282,3%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	1 338,1	350,0	988,1	282,3%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations

TRANSFERT

- Ajustements du S.C.T. :			
. Retrait de 1 % de la masse salariale	(4,0)		
. Retrait des crédits prévus 2 % pour boni au rendement prévu pour les cadres	(7,9)	(11,9)	

- Réaménagement interne des crédits additionnels obtenus au PR. 02-04 pour la gestion du Conseil des arts et des lettres du Québec		1 000,0	

			988,1
			=====

MINISTERE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

ÉLÉMENT : 02 - PROGRAMMES D'AIDE - CALQ

3. Budgets et effectifs				
Supercatégorie de dépenses	1993-1994 000 \$	1992-1993 000 \$	Variation	
			000 \$	%
Fonctionnement - Personnel	---	---	---	---
Fonctionnement - Autres dépenses	---	---	---	---
Capital - Autres dépenses	---	---	---	---
Transfert	37 344,1	34 786,8	2 557,3	7,4%
Crédits permanents	---	---	---	---
Prêts, placements et avances	---	---	---	---
T O T A L	37 344,1	34 786,8	2 557,3	7,4%

Effectifs	1993-1994	1992-1993	Nombre	%
Effectifs réguliers autorisés	---	---	---	---
Effectifs totaux autorisés	---	---	---	---

Explication des variations	
TRANSFERT	
- Réaménagement interne des crédits additionnels obtenus au PR. 02-04 pour la politique culturelle	2 557,3 =====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME : 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

ÉLÉMENT :

4. Prospective 1993-1994

Dès l'entrée en vigueur de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec, le Conseil devra procéder à l'organisation administrative du Conseil en procédant à la préparation et à la présentation pour approbation par le gouvernement de son plan d'organisation et d'effectifs.

Un fois le plan approuvé, le Conseil va procéder à la mise en place de ses structures administratives dans le but d'être prêt à assumer ses responsabilités face à l'attribution de l'aide, conformément à son mandat, au plus tard le 1er septembre 1993.